

925

# Mémorial



# Mémorial

du  
Grand-Duché de Luxembourg.

des  
Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 30 octobre 1915.

N° 90.

Samstag, 30. Oktober 1915.

*Loi du 10 août 1915, concernant les sociétés commerciales.*

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 28 juillet 1915 et celle du Conseil d'État en date du 30 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Section I<sup>e</sup>. — *Dispositions générales.*

**Art. 1er.** Les sociétés commerciales sont celles qui ont pour objet des actes de commerce.

Elles se règlent par les conventions des parties, par les lois et usages particuliers au commerce et par le droit civil.

Elles se divisent en sociétés commerciales proprement dites et en associations commerciales.

**Art. 2.** La loi reconnaît cinq espèces de sociétés commerciales proprement dites:

- la société en nom collectif;
- la société en commandite simple;
- la société anonyme;
- la société en commandite par actions;
- la société coopérative.

**Gesetz vom 10. August 1915, betreffend die Handelsgesellschaften.**

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, &c., &c., &c.;

Nach Anhörung unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 28. Juli 1915 und derjenigen des Staatsrates vom 30. ders. Mts., gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

**Section I. — Allgemeine Bestimmungen.**

**Art. 1.** Handelsgesellschaften sind jene, welche Handelsgeschäfte zum Gegenstand haben.

Sie regeln sich nach den Verträgen der Parteien, den dem Handel eigenen Gesetzen und Gebräuchen sowie dem bürgerlichen Rechte.

Sie zerfallen in eigentliche Handelsgesellschaften und in Handelsvereinigungen.

**Art. 2.** Das Gesetz erkennt fünf Arten eigentlicher Handelsgesellschaften an:

- die offene Handelsgesellschaft;
- die einfache Kommanditgesellschaft;
- die anonyme Gesellschaft;
- die Kommanditgesellschaft auf Aktien;
- die Genossenschaft.

Chacune d'elles constitue une individualité juridique distincte de celle des associés.

Les associations commerciales se subdivisent en associations commerciales momentanées et associations commerciales en participation.

Elles ne constituent pas une individualité juridique distincte de celle des associés.

**Art. 3.** Pourront toutefois les sociétés, dont l'objet est civil, se constituer dans les formes de l'une des cinq sociétés commerciales énumérées à l'article précédent. Mais, dans ce cas, ces sociétés, ainsi que les opérations qu'elles feront, seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce.

Pourront aussi les sociétés civiles, quelle que soit l'époque de leur constitution, si aucune disposition de leur contrat constitutif ne l'interdit, être transformées en sociétés à forme commerciale, par décision d'une assemblée générale spécialement convoquée à cet effet. Cette assemblée arrêtera les statuts de la société. Sa décision n'est valable que si elle obtient l'adhésion des titulaires de parts représentant les trois cinquièmes au moins des parts sociales.

**Art. 4.** Les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés coopératives sont, à peine de nullité, formées par des actes spéciaux, notariés ou sous signatures privées, en se conformant, dans ce dernier cas, à l'art. 1325 du Code civil. Il suffit de deux originaux pour les sociétés coopératives.

Les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions sont, à peine de nullité, formées par des actes notariés spéciaux.

Toutefois, ces nullités ne peuvent être opposées aux tiers par les associés; entre les associés,

Eine jede dieser Gesellschaften besitzt eine von der der Gesellschafter verschiedene juristische Persönlichkeit.

Die Handelsvereinigungen zerfallen in vorübergehende sowie solche für gemeinschaftliche Rechnung.

Ihre Persönlichkeit ist nicht von der der Gesellschafter verschieden.

**Art. 3.** Die Gesellschaften, deren Gegenstand bürgerlich ist, können jedoch in der Form einer der fünf in vorhergehendem Artikel aufgezählten Handelsgesellschaften gebildet werden. In diesem Falle aber nehmen diese Gesellschaften, sowie die von ihnen getätigten Geschäfte kaufmännischen Charakter an und unterliegen den Handelsgesetzen und -Gewohnheiten.

Auch können bürgerliche Gesellschaften, gleichviel wann sie gegründet worden, durch Beschluß einer eigens zu diesem Zwecke einberufenen Generalversammlung in Gesellschaften mit Handelsform umgewandelt werden, wenn keine Bestimmung ihrer Errichtungsurkunde es untersagt. Diese Generalversammlung legt das Gesellschaftsstatut fest. Ihr Beschluß ist nur dann gültig, wenn er mit Zustimmung von Teilhabern erfolgt, welche wenigstens drei Fünftel der Gesellschaftsanteile in ihren Händen vereinigen.

**Art. 4.** Die offenen Handelsgesellschaften, die einfachen Kommanditgesellschaften sowie die Genossenschaften werden, bei Strafe der Nichtigkeit, durch eigene notarielle oder Privaturkunde gegründet, in letzterem Falle, in Gemäßheit des Art. 1325 des Bürgerlichen Gesetzbuches. Bei den Genossenschaften genügen zwei Originale.

Die anonymen Gesellschaften und die Kommanditgesellschaften auf Aktien werden, bei Strafe der Nichtigkeit, durch eigene notarielle Urkunden errichtet.

Diese Nichtigkeiten können jedoch dritten Personen durch die Gesellschafter nicht entgegen-

elles n'opèrent qu'à dater de la demande tendant à les faire prononcer.

**Art. 5.** Les actes de société en nom collectif et de société en commandite simple sont publiés, par extraits, aux frais de la société.

**Art. 6.** L'extrait doit, sous peine des sanctions établies à l'art. 10, contenir:

la désignation précise des associés solidaires;

la raison de commerce de la société, ainsi que l'indication de son objet et celle du lieu où elle a son siège social; la désignation des gérants ainsi que l'indication de la nature et des limites de leurs pouvoirs;

le montant du capital social et l'indication des valeurs fournies ou à fournir en commandite, avec désignation de la qualité sociale en laquelle elles ont été fournies ou promises;

la désignation précise des commanditaires qui doivent fournir des valeurs, avec l'indication des obligations de chacun;

l'époque où la société doit commencer et celle où elle doit finir.

**Art. 7.** L'extrait des actes de société est signé: pour les actes publics, par le notaire dépositaire des minutes, et, pour les actes sous seing privé, par tous les associés solidaires.

**Art. 8.** Les actes de société anonyme, de société en commandite par actions et de société coopérative sont publiés en entier, aux frais de la société. Les mandats authentiques ou privés annexés à ces actes ne sont pas soumis à publication.

**Art. 9.** Les actes ou extraits d'actes dont les articles précédents prescrivent la publication seront, dans la quinzaine de la date des actes

garantis et conservés; sous les conditions fixées par la loi, les actes et extraits peuvent être conservés plus longtemps.

**Art. 5.** Un extrait des actes de la société en nom collectif et de la société en commandite simple sera publié dans un journal officiel, et il sera mis à la disposition des personnes intéressées.

**Art. 6.** Un extrait des actes de la société en nom collectif et de la société en commandite simple sera publié dans un journal officiel, et il sera mis à la disposition des personnes intéressées.

**Art. 7.** Un extrait des actes de la société en nom collectif et de la société en commandite simple sera publié dans un journal officiel, et il sera mis à la disposition des personnes intéressées.

**Art. 8.** Un extrait des actes de la société en nom collectif et de la société en commandite simple sera publié dans un journal officiel, et il sera mis à la disposition des personnes intéressées.

**Art. 9.** Un extrait des actes de la société en nom collectif et de la société en commandite simple sera publié dans un journal officiel, et il sera mis à la disposition des personnes intéressées.

**Art. 10.** Un extrait des actes de la société en nom collectif et de la société en commandite simple sera publié dans un journal officiel, et il sera mis à la disposition des personnes intéressées.

**Art. 11.** Un extrait des actes de la société en nom collectif et de la société en commandite simple sera publié dans un journal officiel, et il sera mis à la disposition des personnes intéressées.

**Art. 12.** Un extrait des actes de la société en nom collectif et de la société en commandite simple sera publié dans un journal officiel, et il sera mis à la disposition des personnes intéressées.

**Art. 13.** Un extrait des actes de la société en nom collectif et de la société en commandite simple sera publié dans un journal officiel, et il sera mis à la disposition des personnes intéressées.

**Art. 14.** Un extrait des actes de la société en nom collectif et de la société en commandite simple sera publié dans un journal officiel, et il sera mis à la disposition des personnes intéressées.

définitifs, déposés en mains des fonctionnaires, préposés à cet effet; ils en donneront récépissé. La publication devra être faite dans les quinze jours du dépôt, à peine de dommages intérêts contre les fonctionnaires auxquels l'omission ou le retard serait imputable.

La publication sera faite par la voie du *Mémorial*, sous forme d'annexes, qui seront adressées aux greffes des cours et tribunaux, où chacun pourra en prendre connaissance gratuitement et qui seront réunies dans un recueil spécial.

Un arrêté, pris dans la forme d'un règlement d'administration publique, indiquera les fonctionnaires qui recevront les actes ou extraits d'actes et déterminera la forme et les conditions du dépôt et de la publication.

La publication n'aura d'effet que le cinquième jour après la date de l'insertion au *Mémorial*.

Les mandats authentiques ou privés, annexés aux actes de société anonyme, de société en commandite par actions et de société coopérative seront déposés en même temps que les actes auxquels ils se rapportent. Chacun pourra en prendre connaissance gratuitement.

**Art. 10.** Si le dépôt n'est pas fait dans le délai prescrit par l'article précédent, la publication des actes ou extraits d'actes sera passible d'une amende qui sera d'un pour mille du capital social, sans qu'elle puisse être moindre de cinquante francs ni supérieure à cinq mille francs.

Cette amende sera exigible sur l'enregistrement de la publication tardive qui sera opéré d'office; elle sera due solidairement, quant aux actes publics, par les notaires, et quant aux actes sous seing privé, par les associés solidaires ou, à défaut de ceux-ci, par les associés fondateurs.

vom Datum der endgültigen Urkunden an bei den dazu berufenen Beamten niedergelegt werden, welche hierüber Empfangsberechtigung auszustellen haben. Die Veröffentlichung geschieht binnen fünfzehn Tagen von der Niederlegung an bei Strafe von Schadenersatz gegen die Beamten, denen die Unterlassung oder die Verzögerung zuzuschreiben ist.

Die Veröffentlichung geschieht durch das „*Mémorial*“ in Form von Anlagen, welche den Kanzleien der Gerichtshöfe und Tribunale, wo sie jedermann unentgeltlich zur Einsicht offenliegen, zugestellt und einer besonderen Sammlung einverleibt werden.

Ein öffentliches Verwaltungsreglement bezeichnet die Beamten, welche die Verträge oder deren Auszüge entgegenzunehmen haben, und legt die Form und die Bedingungen der Niederlegung und der Veröffentlichung fest.

Die Veröffentlichung hat erst Wirkung am fünften Tage nach ihrer Einrückung ins „*Mémorial*“.

Die authentischen oder Privatvollmachten, welche den Gesellschaftsverträgen der anonymen Gesellschaft, der Kommanditgesellschaft auf Aktien und der Genossenschaft angefügt sind, sind gleichzeitig mit den Urkunden, auf welche sie sich beziehen, niederzulegen. Jedermann kann unentgeltlich Einsicht davon nehmen.

**Art. 10.** Ist die Niederlegung nicht in dem durch vorhergehenden Artikel vorgeschriebenen Zeitraum geschehen, so unterliegt die Veröffentlichung der Verträge oder deren Auszüge einer Geldstrafe von 1 pro Mille des Gesellschaftskapitals, welche jedoch nicht weniger als fünfzig und nicht mehr als fünftausend Franken betragen kann.

Diese Geldstrafe ist bei der von Amts wegen vorzunehmenden Einregistrierung der verspäteten Veröffentlichung einzutreiben; bei den öffentlichen Urkunden ist sie solidarisch geschuldet von den Notaren, bei den Privaturkunden, von den solidarischen Gesellschaftern oder, in deren Erwartung, von den Gründungsge Gesellschaftern.

Toute action intentée par une société dont l'acte constitutif n'aura pas été publié conformément aux articles précédents, sera non recevable. Les associés ne pourront se prévaloir, soit de l'acte de société, soit de l'existence de la société elle-même, à l'égard des tiers qui auront traité avant la publication; mais le défaut de publication ne pourra être opposé aux tiers par les associés.

**Art. 11.** Toute modification conventionnelle aux actes de société doit, à peine de nullité, être faite en la forme requise pour l'acte de constitution de la société.

Les actes portant changement aux dispositions dont la loi prescrit la publicité, les nominations, démissions et révocations des administrateurs, commissaires et liquidateurs dans les sociétés anonymes, ainsi que les actes déterminant le mode de liquidation, seront publiés conformément aux articles précédents, à peine de ne pouvoir être opposés aux tiers, qui néanmoins pourront s'en prévaloir.

**Art. 12.** Les sociétés agissent par leurs gérants ou administrateurs dont les pouvoirs sont déterminés par l'acte constitutif et par les actes postérieurs faits en exécution de l'acte constitutif.

**Art. 13.** Les associations commerciales momentanées et les associations commerciales en participation ne sont pas sujettes aux formalités prescrites pour les sociétés commerciales proprement dites.

Elles se constatent par les modes de preuve admis en matière commerciale.

#### Section II. — Des sociétés en nom collectif.

**Art. 14.** La société en nom collectif est celle qui existe sous une raison sociale et dans laquelle tous les associés sont indéfiniment et

Ungültig ist jede Klage einer Gesellschaft, deren Errichtungsurkunde nicht gemäß vorstehender Artikel veröffentlicht worden ist. Dritten Personen gegenüber, welche vor der Veröffentlichung Geschäfte abgeschlossen haben, können sich die Gesellschafter weder den Gesellschaftsvertrag noch das Bestehen der Gesellschaft selbst zunutzen machen; so können auch die Gesellschafter dritten Personen das Fehlen der Veröffentlichung nicht entgegenhalten.

**Art. 11.** Jede vertragliche Abänderung der Gesellschaftsverträge hat bei Strafe der Richtigkeit in der für die Errichtungsurkunden geforderten Form zu geschehen.

Die Urkunden, welche die Bestimmungen ändern, deren Veröffentlichung durch das Gesetz vorgeschrieben ist, die Ernennungen, Rücktritte und Übernahmen der Verwalter, Kommissare und Liquidatoren der anonymen Gesellschaften, sowie die Urkunden, welche den Liquidationsmodus festlegen, werden in Gemäßheit der vorhergehenden Artikel veröffentlicht, widergleichfalls sie nicht dritten Personen entgegengehalten, wohl aber von diesen angerufen werden können.

**Art. 12.** Die Gesellschaften handeln durch ihre Geschäftsführer oder Verwalter, deren Befugnisse durch die Errichtungsurkunde und die in deren Ausführung später aufgenommenen Urkunden festgesetzt sind.

**Art. 13.** Die vorübergehenden Handelsvereinigungen sowie solche für gemeinschaftliche Rechnung sind den für die Handelsgesellschaften im eigentlichen Sinne vorgeschriebenen Formlichkeiten nicht unterworfen.

Sie werden mittels der in Handelsachen zulässigen Beweismittel festgestellt.

#### Sektion II. — Von den offenen Handelsgesellschaften.

**Art. 14.** Die offene Handelsgesellschaft ist diejenige, welche unter einer gemeinschaftlichen Firma besteht und in welcher alle Gesellschafter un-

solidairement tenus de tous les engagements de la société.

**Art. 15.** Les noms des associés peuvent seuls faire partie de la raison sociale.

### Section III. — *Des sociétés en commandite simple.*

**Art. 16.** La société en commandite simple est celle que contractent un ou plusieurs associés commanditaires indéfiniment et solidairement responsables des engagements sociaux, avec un ou plusieurs associés commanditaires, qui ne sont tenus des dettes et pertes de la société que jusqu'à concurrence des fonds qu'ils ont promis d'y apporter.

**Art. 17.** L'associé commanditaire peut être contraint par les tiers à restituer les intérêts et les dividendes qu'il a reçus s'ils n'ont pas été prélevés sur les bénéfices réels de la société et, dans ce cas, s'il y a fraude, mauvaise foi ou négligence grave de la part du gérant, le commanditaire pourra le poursuivre en paiement de ce qu'il aura dû restituer.

**Art. 18.** La raison sociale comprend nécessairement le nom d'un ou de plusieurs associés commanditaires.

Le nom d'un associé commanditaire ne peut faire partie de la raison sociale.

**Art. 19.** L'associé commanditaire ne peut, même en vertu de procuration, faire aucun acte de gestion.

Les avis et les conseils, les actes de contrôle et de surveillance et les autorisations données aux gérants pour les actes qui sortent de leurs pouvoirs, n'engagent pas l'associé commanditaire.

**Art. 20.** L'associé commanditaire est solidairement tenu, à l'égard des tiers, de tous les

beschränkt und solidarisch für alle Verpflichtungen der Gesellschaft gehalten sind.

**Art. 15.** Die Namen der Gesellschafter allein können in die gemeinschaftliche Firma aufgenommen werden.

### Sektion III. — Von den einfachen Kommanditgesellschaften.

**Art. 16.** Die einfache Kommanditgesellschaft ist die, welche eingegangen wird zwischen einem oder mehreren unbeschränkt und solidarisch für die Gesellschaftsverpflichtungen haftenden Kommanditirten Gesellschafter und einem oder mehreren Kommanditisten, welche für die Schulden und Verluste der Gesellschaft nur bis zum Betrufe der versprochenen Einlagen gehalten sind.

**Art. 17.** Der Kommanditist kann durch dritte Personen gezwungen werden, die empfangenen Zinsen und Dividende zurückzuzahlen, wenn sie nicht vom dem wirtschaftlichen Gewinne der Gesellschaft vorweggenommen sind. Liegt in dieser Halle seitens des Geschäftsführers Betrug, Boswiligkeit oder schwere Nachlässigkeit vor, so kann ihm der Kommanditist auf Zahlung der Gelder belangen, die er zurückstatten müßte.

**Art. 18.** Die Gesellschaftsfirma enthält notwendigerweise den Namen eines oder mehrerer Kommanditirten Gesellschafter.

Den Namen eines Kommanditisten darf sie nicht enthalten.

**Art. 19.** Der Kommanditist kann sogar kraft einer Vollmacht keine Führungsgeschäfte vornehmen.

Die Befehle und Maßnahmen, die Aufsichts- und Überwachungsgeschäfte sowie die den Geschäftsführern gegebenen Ermächtigungen zu Handlungen, welche über ihre Befugnisse hinausgehen, binden den Kommanditisten nicht.

**Art. 20.** Dritten Personen gegenüber ist der Kommanditist solidarisch gehalten für alle Ver-

engagements de la société auxquels il aurait participé en contravention à la prohibition de l'article précédent.

Il est tenu solidairement, à l'égard des tiers, même des engagements auxquels il n'aurait pas participé, s'il a habituellement géré les affaires de la société ou s'il a fait ou laissé figurer son nom dans la raison sociale.

**Art. 21.** La cession des parts ou intérêts que le contrat social ou le consentement postérieur de tous les associés autorisent, ne peut être faite que d'après les formes du droit civil; elle ne peut avoir d'effet quant aux engagements sociaux antérieurs à sa publication.

**Art. 22.** Dans le cas de décès du gérant, ainsi que dans le cas d'incapacité légale ou d'empêchement, s'il a été stipulé que la société continuerait, le président du tribunal de commerce peut, si les statuts n'y ont autrement pourvu, désigner, à la requête de tout intéressé, un administrateur commanditaire ou autre qui fera les actes urgents et de simple administration durant le délai qui sera fixé par l'ordonnance, sans que ce délai puisse excéder un mois.

L'administrateur provisoire n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Tout intéressé peut faire opposition à l'ordonnance; l'opposition est signifiée tant à la personne désignée qu'à celle qui a requis la désignation. Elle est jugée en référé.

#### Section IV. — Des sociétés anonymes.

§ 1er. — De la nature et de la qualification des sociétés anonymes.

**Art. 23.** La société anonyme est celle dans laquelle chacun des associés n'engage qu'une mise déterminée.

pflichtungen der Gesellschaft, an welchen er entgegen dem Verbot des vorhergehenden Artikels teilgenommen hat.

Dritten gegenüber ist er sogar solidarisch gehalten für die Verpflichtungen an denen er nicht teilgenommen hat, wenn er die Geschäfte der Gesellschaft gewöhnlich geführt, oder seinen Namen in die Gesellschaftsfirma eingetragen oder in derselben bestehen gelassen hat.

**Art. 21.** Die durch den Gesellschaftsvertrag oder nachträgliche Zustimmung aller Gesellschafter gestattete Abtretung von Anteilen oder Interessen kann nur in den Formen des bürgerlichen Gesetzes geschehen; sie ist kraftlos in Absehung der vor ihrer Veröffentlichung eingegangenen Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

**Art. 22.** Stirbt der Geschäftsführer, ist er gesetzlich unfähig oder verhindert und ist vereinbart, daß die Gesellschaft weiterbestehen soll, so kann auf Anstehen eines jeden Beteiligten und wenn das Statut es nicht anderweitig geregelt hat, der Vorsitzende des Handelsgerichtes einen Kommanditisten oder andren zum Verwalter bestellen, welcher alle dringenden und einfachen Verwaltungsgeschäfte während der durch die Ordonnanz festgesetzten Zeit, welche einen Monat nicht übersteigen darf, zu besorgen hat.

Der vorläufige Verwalter haftet bloß für die Ausführung seines Auftrages.

Jeder Beteiligte kann Einspruch gegen die Ordonnanz erheben; der Einspruch wird sowohl der bestellten wie auch der die Bestellung ansuchenden Person zugestellt. Sie wird in Referatsitzung abgeurteilt.

#### Sektion IV. — Von den anonymen Gesellschaften.

§ 1. — Von der Natur und Bezeichnung der anonymen Gesellschaften.

**Art. 23.** Die anonyme Gesellschaft ist diejenige in welche jeder Gesellschafter bloß eine bestimmte Einlage einbringt.

**Art. 24.** Elle n'existe point sous une raison sociale; elle n'est désignée par le nom d'aucun des associés.

**Art. 25.** La société anonyme est qualifiée par une dénomination particulière ou par la désignation de l'objet de son entreprise.

Cette dénomination ou désignation doit être différente de celle de toute autre société.

Si elle est identique, ou si sa ressemblance peut induire en erreur, tout intéressé peut la faire modifier et réclamer des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

#### § 2. — De la constitution des sociétés anonymes.

**Art. 26.** La constitution d'une société anonyme requiert:

1<sup>o</sup> qu'il y ait sept associés au moins;

2<sup>o</sup> que le capital soit intégralement souscrit;

3<sup>o</sup> que chaque action soit libérée d'un cinquième au moins par un versement en numéraire ou un apport effectif, sans que ce versement ou cet apport puissent être inférieurs à 50 fr.

Le notaire, rédacteur de l'acte, vérifiera l'existence de ces conditions et en constatera expressément l'accomplissement.

**Art. 27.** L'acte de société indique:

1<sup>o</sup> la spécification de chaque apport qui n'est pas effectué en numéraire, les conditions auxquelles il est fait et le nom de l'apporteur;

2<sup>o</sup> les mutations à titre onéreux dont les immeubles apportés à la société ont été l'objet pendant les cinq années précédentes, ainsi que les conditions auxquelles elles ont été faites;

3<sup>o</sup> les charges hypothécaires grevant les biens apportés;

**Art. 24.** Sie besteht nicht unter einer Gesellschaftsfirma; sie wird nicht durch den Namen eines der Gesellschafter bezeichnet.

**Art. 25.** Die anonyme Gesellschaft wird durch eine besondere Benennung oder durch die Bezeichnung des Gegenstandes ihres Unternehmens gekennzeichnet.

Diese Benennung oder Bezeichnung muß von der jeder andren Gesellschaft verschieden sein.

Ist sie gleichlautend oder kann ihre Ähnlichkeit in Irrtum führen, so hat jeder Beteiligte das Recht sie abändern zu lassen und gegebenenfalls Schadensersatz zu fordern.

#### § 2. — Von der Errichtung der anonymen Gesellschaften.

**Art. 26.** Zur Errichtung einer anonymen Gesellschaft ist erforderlich:

1. daß wenigstens sieben Gesellschafter vorhanden seien;

2. daß das Kapital ganz gezeichnet sei;

3. daß jede Aktie bis zu wenigstens einem Fünftel eingezahlt sei mittels einer Barleistung oder einer Effectivinlage, ohne daß diese Leistung oder Einlage weniger als 50 Fr. betragen kann.

Der Notar, welcher die Urkunden aufnimmt, muß das Bestehen dieser Bedingungen nachprüfen und deren Erfüllung ausdrücklich beurkunden.

**Art. 27.** Der Gesellschaftsvertrag gibt an:

1. die besondere Bezeichnung jeder Einlage, welche nicht in Bargeld gemacht ist, die Bedingungen, unter welchen sie stattgefunden hat, sowie den Namen des Einlegers;

2. die Übertragungen gegen Entgelt, denen die in die Gesellschaft eingebrachten Grundgüter während der fünf vorhergehenden Jahren unterworfen gewesen, sowie die Bedingungen unter denen sie stattgefunden haben;

3. die auf den eingebrachten Gütern ruhenden Hypothekarlasten;

4<sup>e</sup> les conditions auxquelles est subordonnée la réalisation des droits apportés en option;

5<sup>e</sup> la cause et la consistance des avantages particuliers attribués à chacun des fondateurs;

6<sup>e</sup> le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution.

Les procurations doivent mentionner les diverses énonciations qui précédent.

**Art. 28.** La société peut être constituée par un ou plusieurs actes authentiques dans lesquels comparaissent tous les associés en personne, ou par porteurs de mandats authentiques ou privés.

Les comparants à ces actes seront considérés comme fondateurs de la société. Toutefois, si les actes désignent comme fondateurs un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble au moins un tiers du capital social, les autres comparants qui se bornent à souscrire des actions contre espèces sans recevoir, directement ou indirectement, aucun avantage particulier, seront tenus pour simples souscripteurs.

Si des versements ont été faits en exécution de l'art. 26, avant l'un ou l'autre des actes constitutifs, la justification pourra en être faite par une quittance privée, à dresser en double exemplaire.

**Art. 29.** La société peut aussi être constituée au moyen de souscriptions.

L'acte de société est préalablement dressé en forme authentique et publié à titre de projet. Les comparants à cet acte seront considérés comme fondateurs de la société.

Les souscriptions doivent être faites en double et indiquer:

4. die Bedingungen, welchen die Flüssigmachung der auf Wahl eingebrachten Rechte unterworfen ist;

5. die Ursache und den Bestand der besonderen Vorteile, welche jedem Gründer eingeräumt worden sind;

6. den wenigstens annähernden Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten, welche einerlei unter welcher Form der Gesellschaft obliegen oder welche in Rücksicht auf ihre Errichtung durch sie zu bestreiten sind.

Die Vollmachten müssen die verschiedenen vorbenannten Angaben enthalten.

**Art. 28.** Die Gesellschaft kann durch eine oder mehrere authentische Urkunden errichtet werden, in welchen alle Gesellschafter persönlich oder durch Träger authentischer oder Privatvollmachten auftreten.

Die in diesen Urkunden auftretenden Personen werden als Gründer der Gesellschaft angesehen. Bezeichnen jedoch diese Urkunden einen oder mehrere Aktionäre, welche zusammen wenigstens ein Drittel der Gesellschaftskapitals besitzen als Gründer, so werden die anderen Kompartanten, welche sich darauf beschränken, Aktien gegen Geld zu zeichnen, ohne direkt oder indirekt besondere Vorteile zu erlangen, als einfache Zeichner betrachtet.

Der Beweis von Einzahlungen, welche in Ausführung des Art. 26 vor einer oder der anderen Errichtungsurkunde gemacht worden sind, wird durch doppelt ausgefertigte Privatquittung erbracht.

**Art. 29.** Die Gesellschaft kann auch vermittelst Zeichnungen errichtet werden.

Der Gesellschaftsvertrag wird vorher in authentischer Form angefertigt und als Entwurf veröffentlicht. Die Kompartanten werden als Gründer der Gesellschaft betrachtet.

Die Zeichnungen werden doppelt angefertigt und enthalten:

1<sup>o</sup> la date de l'acte authentique de société publié à titre de projet et celle de sa publication;

2<sup>o</sup> les noms, prénoms, professions et domiciles des fondateurs;

3<sup>o</sup> l'objet de la société, le capital social et le nombre d'actions;

4<sup>o</sup> les énonciations exigées par l'art. 27;

5<sup>o</sup> le versement sur chaque action d'un cinquième au moins de la souscription, sans être inférieur à 50 fr. ou la promesse de faire ce versement au plus tard lors de la constitution définitive de la société.

Elles contiennent convocation des souscripteurs à une assemblée qui sera tenue dans les trois mois pour la constitution définitive de la société.

Si, en vertu du n° 5 du présent article, il est fait des versements après la souscription, mais avant l'assemblée générale prévue à l'article suivant, ils pourront être constatés également par une quittance privée, à dresser en double exemplaire.

Les prospectus et circulaires doivent contenir les mêmes indications que les souscriptions. Il en est de même des affiches et insertions dans les journaux, à moins qu'elles ne se bornent à mentionner la date de la publication du projet d'acte de société.

**Art. 30.** Au jour fixé, les fondateurs présenteront à l'assemblée, qui sera tenue devant notaire, la justification de l'existence des conditions requises par l'art. 26, avec les pièces à l'appui.

Si la majorité des souscripteurs présents ou représentés par mandat authentique ou privé, autres que les fondateurs, ne s'opposent pas à la constitution de la société, les fondateurs déclareront qu'elle est définitivement constituée.

Le procès-verbal authentique de cette assemblée, qui contiendra la liste des souscripteurs

1. das Datum des authentischen, als Entwurf veröffentlichten Gesellschaftsvertrages, sowie dasjenige der Veröffentlichung;

2. die Namen, Vornamen, Stand und Wohnsitz der Gründer;

3. den Gegenstand der Gesellschaft, ihr Kapital und die Zahl der Aktien;

4. die durch Art. 27 geforderten Angaben;

5. die Einzahlung eines Betrages, der mindestens ein Fünftel der Zeichnung für jede Aktie bildet und nicht unter 50 Franken gehen darf, oder das Versprechen die Zahlung bei der endgültigen Errichtung der Gesellschaft zu leisten.

Sie enthalten Einberufung der Zeichner zu einer Versammlung, welche binnen drei Monaten behufs endgültiger Errichtung der Gesellschaft stattzufinden hat.

Werden kraft Nr. 5 gegenwärtigen Artikels Zahlungen nach der Zeichnung, jedoch vor der durch folgenden Artikel vorgesehenen Generalversammlung geleistet, so können sie auch durch eine doppelt angefertigte Privatquittung festgestellt werden

Die Prospekte und Mündschreiben müssen dieselben Angaben wie die Zeichnungen enthalten. Das Gleiche trifft zu für die Anschlagezettel und Zeitungsinserate, es sei denn, daß sie sich mit der Angabe des Datums des Gesellschaftsvertragsentwurfs begnügten.

**Art. 30.** Am festgesetzten Tage legen die Gründer der vor einem Notar stattzufindenden Versammlung den Nachweis der durch Art. 26 geforderten Bedingungen nebst Belegstücken vor.

Widersezt die Mehrheit der anwesenden oder durch authentische oder Privatvolmnacht vertretenen Zeichner, mit Ausnahme aber der Gründer, sich der Errichtung der Gesellschaft nicht, so erklären die Gründer dieselbe als endgültig gegründet.

Das authentische Protokoll dieser Versammlung, welches die Liste der Zeichner und den

et l'état des versements faits, constituera définitivement la société.

**Art. 31.** En cas d'augmentation du capital social, la condition du versement d'un cinquième sur chaque action, sans que ce versement puisse être inférieur à 50 fr. prévue par l'art. 26, n° 3, sera appliquable aux actions nouvelles.

Toute émission d'actions postérieure à la constitution peut également être faite au moyen de souscriptions.

Ces souscriptions devront être faites en double et contenir toutes les indications prescrites par les n°s 3, 4 et 5 de l'art. 29, et par les n°s 1, 3, 4 et 6 de l'art. 33.

**Art. 32.** Les fondateurs et, en cas d'augmentation du capital social, les administrateurs, sont tenus solidairement envers les intéressés, malgré toute stipulation contraire :

1<sup>o</sup> de tous les engagements sociaux contractés jusqu'à ce que la société ait sept membres au moins;

2<sup>o</sup> de toute la partie du capital qui ne serait pas valablement souscrite; ils en sont de plein droit réputés souscripteurs;

3<sup>o</sup> de la libération effective des actions jusqu'à concurrence d'un cinquième;

4<sup>o</sup> de la réparation du préjudice qui est une suite immédiate et directe, soit de la nullité de la société dérivant de l'inobservation de l'art. 4, soit de l'absence ou de la fausseté des énonciations prescrites par les art. 27, 29 et 31 dans l'acte ou le projet d'acte de société et dans les souscriptions.

Ceux qui ont pris un engagement pour des tiers, soit comme mandataires, soit en se portant fort, sont réputés personnellement obligés, s'il n'y a pas mandat valable ou si l'engagement n'est pas ratifié dans les deux mois de la stipulation; ce délai est réduit à quinze jours si les

Stand der geleisteten Zahlungen enthält, erichtet die Gesellschaft endgültig.

**Art. 31.** Wird das Gesellschaftskapital erhöht, sie findet die durch Art. 26, Nr. 3 vorge sehene Bedingung der Einzahlung eines Fünftels, mit wenigstens 50 Franken auf jede Aktie, auf die neuen Aktien ihre Anwendung.

Jede Ausgabe von Aktien, welche nach der Errichtung geschieht, kann durch Zeichnungen bewertet werden.

Diese Zeichnungen sind doppelt anzufertigen und müssen alle durch Art. 29 Nr. 3, 4 und 5 sowie durch Art. 33 Nr. 1, 3, 4 und 6 vorgeschriebenen Angaben enthalten.

**Art. 32.** Es sind die Gründer und, im Falle der Erhöhung des Gesellschaftskapitals die Verwalter, trotz aller gegenteiliger Vereinbarung solidarisch den Interessenten gegenüber gehalten:

1. für alle Gesellschaftsverpflichtungen, welche übernommen worden sind, bis die Gesellschaft wenigstens sieben Mitglieder zählt;

2. für den ganzen Teil des Kapitals, der etwa nicht gültig gezeichnet ist; sie werden von Rechts wegen als Zeichner dieses Teiles betrachtet;

3. für die wirkliche Einzahlung der Aktien bis zum Ablauf eines Fünftels;

4. für den Ersatz des Schadens, der eine unmittelbare und direkte Folge ist, sei es der aus der Außerachtlassung des Art. 4 herzuleitenden Nichtigkeit der Gesellschaft, sei es des Fehlens oder der Unrichtigkeit der für den Gesellschaftsvertrag, oder dessen Entwurf und die Zeichnungen durch Art. 27, 29 und 31 vorgeschriebenen Angaben.

Wer für dritte Personen, sei es als Beauftragter, sei es indem er sich für sie starkhält, Verbindlichkeiten eingehaft, gilt als persönlich gehalten, wenn er keinen gültigen Auftrag hatte oder wenn die Verbindlichkeit nicht binnen zwei Monaten von der Vereinbarung an bestätigt wird;

noms des personnes, pour lesquelles la stipulation a été faite, ne sont pas indiqués. Les fondateurs sont solidairement tenus de ces engagements.

**Art. 33.** L'exposition, l'offre et la vente publiques d'actions, titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, doivent être précédés de la publication, aux annexes du *Mémorial*, d'une notice datée et signée par les vendeurs et indiquant, outre les noms, prénoms, professions et domiciles des signataires:

1<sup>o</sup> la date de l'acte de société, celle de tous actes apportant des modifications aux statuts et les dates de leur publication;

2<sup>o</sup> l'objet de la société, le capital social et le nombre d'actions;

3<sup>o</sup> le montant du capital non libéré et la somme restant à verser sur chaque action; le nombre et le taux des obligations émises avec indication des garanties hypothécaires éventuelles;

4<sup>o</sup> la composition des conseils d'administration et de surveillance;

5<sup>o</sup> les énonciations prescrites par l'art. 27;

6<sup>o</sup> le dernier bilan et le dernier compte des profits et pertes ou la mention qu'il n'en a pas encore été publié.

Néanmoins, si l'exposition, l'offre ou la vente publiques ont pour objet des actions, titres ou parts bénéficiaires d'une société existant depuis cinq années au moins, la notice ne doit contenir que les indications visées aux n°s 1, 2, 3, 4 et 6.

La publication aura lieu dix jours francs au moins avant l'exposition, l'offre ou la vente publiques.

diese Frist wird auf 15 Tage herabgesetzt, wenn die Namen der Personen, für welche die Vereinbarung getroffen wurde, nicht angegeben sind. Die Gründer haften solidarisch für diese Verbindlichkeiten.

**Art. 33.** Der öffentlichen Ausstellung, dem öffentlichen Angebot sowie dem öffentlichen Verkauf von Aktien, Anteilscheinen und Gewinnanteilen, einerlei welcher Bezeichnung, muß eine in den Anlagen zum „Mémorial“ veröffentlichte, datierte und von den Verkäufern unterzeichnete Notiz vorhergehen, welche außer den Namen, Vornamen, Stand und Wohnsitz der Unterzeichner enthält:

1. das Datum des Gesellschaftsvertrages, dasjenige aller das Statut abändernden Urkunden sowie diejenigen ihrer Veröffentlichung;

2. den Gegenstand sowie das Kapital der Gesellschaft und die Anzahl der Aktien;

3. den Betrag des nicht eingezahlten Kapitals und die noch auf jede Aktie zu zahlende Summe; die Zahl und die Höhe der angegebenen Schuldverschreibungen mit Angabe der eventuellen Hypothekarsicherheiten;

4. die Zusammensetzung des Verwaltung- und Aufsichtsrates;

5. die durch Art. 27 vorgeschriebenen Angaben;

6. die letzte Bilanz sowie die letzte Gewinn- und Verlustrechnung, oder die Erwähnung, daß solche noch nicht veröffentlicht worden sind.

Haben aber öffentliche Ausstellung, öffentliches Angebot oder öffentlicher Verkauf, Aktien, Wertpapiere oder Gewinnanteile einer Gesellschaft zum Gegenstand, welche seit wenigstens fünf Jahren besteht, so braucht die Notiz bloß die in Nr. 1, 2, 3, 4 und 6 bezeichneten Angaben zu enthalten.

Die Veröffentlichung geschieht wenigstens zehn volle Tage vor der öffentlichen Ausstellung, dem öffentlichen Angebot oder dem öffentlichen Verkauf.

**Art. 34.** Les prospectus et circulaires doivent reproduire le texte de la notice.

Il en est de même des souscriptions, si la vente se fait par souscription publique. Ces souscriptions doivent être faites en double.

Les affiches et les insertions dans les journaux doivent reproduire le texte de la notice, à moins qu'elles ne se bornent à indiquer la date de la publication de la notice, le nombre et le prix des titres offerts en vente.

**Art. 35.** Tous ceux qui auront contrevenu aux dispositions des art. 33 et 34, sont solidiairement responsables du préjudice résultant de leur faute.

**Art. 36.** Les formalités de publicité exigées par les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux ventes publiques d'actions, titres ou parts bénéficiaires, ordonnées par justice.

#### § 3 — Des actions et de leur transmission.

**Art. 37.** Le capital des sociétés anonymes se divise en actions d'égale valeur, avec ou sans mention de valeur.

Indépendamment des actions représentatives du capital social, il peut être créé des titres ou parts bénéficiaires. Les statuts déterminent les droits qui y sont attachés.

Les actions et parts sont nominatives ou au porteur.

Les actions peuvent être divisées en coupures qui, réunies en nombre suffisant, confèrent les mêmes droits que l'action.

Les actions et les coupures portent un numéro d'ordre.

Elles ne peuvent être d'un taux inférieur à 50 fr.

**Art. 38.** S'il y a plusieurs propriétaires d'une action ou coupure d'action, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée

**Art. 34.** Die Prospekte und Rundschreiben müssen den Text der Notiz wiedergeben.

Dasselbe trifft zu für die Zeichnungen, wenn der Verkauf durch öffentliche Zeichnung geführt. Diese Zeichnungen sind doppelt anzufertigen.

Die Anschlagzettel und Zeitungsinserate müssen den Text der Notiz wiedergeben, es sei denn, daß sie sich darauf beschränken, das Datum der Veröffentlichung der Notiz, die Zahl und den Preis der zum Verkauf ausgebotenen Wertpapiere anzugeben.

**Art. 35.** Alle, welche den Bestimmungen der Art. 33 und 34 zuwiderhandeln, sind solidarisch für den durch sie verursachten Schaden haftbar.

**Art. 36.** Die durch die vorhergehenden Bestimmungen geforderten Veröffentlichungsmöglichkeiten sind ohne Anwendung auf die durch das Gericht verordneten öffentlichen Verkäufe von Aktien, Anteilscheinen oder Gewinnanteilen.

#### § 3. — Von den Aktien und ihrer Übertragung.

**Art. 37.** Das Kapital der anonymen Gesellschaften zerfällt in gleichwertige Aktien, mit oder ohne Wertangabe.

Unabhängig von den das Gesellschaftskapital darstellenden Aktien können Anteilscheine oder Gewinnanteile geschaffen werden. Das Statut bestimmt die damit verbundenen Rechte.

Die Aktien und Anteile lauten auf Namen oder auf Inhaber.

Die Aktien können in Kupons zerlegt werden, welche in genügender Anzahl vereinigt, dieselben Rechte wie die Aktien verleihen.

Die Aktien und Kupons tragen eine laufende Nummer.

Sie sind auf einen Betrag von mindestens 50 Fr. zu stellen.

**Art. 38.** Gehört Aktie oder Kupon mehreren Eigentümern an, so hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung der diesbezüglichen Rechte einzustellen, bis eine einzige Person in Ansichtung der

comme étant, à son égard, propriétaire de l'action ou de la coupure.

**Art. 39.** Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives dont tout actionnaire pourra prendre connaissance; ce registre contient:

la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions ou coupures;

l'indication des versements effectués;

les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur, si les statuts l'autorisent.

**Art. 40.** La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre prescrit par l'article précédent.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le même registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, ainsi que suivant les règles sur le transport des créances établies par l'art. 1690 du Code civil. Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Sauf dispositions contraires dans les statuts, la mutation, en cas de décès, est valablement faite à l'égard de la société, s'il n'y a opposition, sur la production de l'acte de décès, du certificat d'inscription et d'un acte de notorité reçu par le juge de paix ou par un notaire.

**Art. 41.** L'action au porteur est signée par deux administrateurs au moins.

Aktie oder des Coupons als Eigentümer bezeichnet ist.

**Art. 39.** Am Sitz der Gesellschaft wird über die Aktien, welche auf Namen lauten, ein Register geführt, wovon jeder Aktionär Einsicht nehmen kann, und das enthalten muss:

die genaue Bezeichnung jedes Aktionärs sowie Angaben der Zahl seiner Aktien oder Coupons;

die Angabe der geleisteten Zahlungen;

die Übertragungen mit deren Daten oder die Umwandlung der Aktien in Inhaberpapiere, wenn dies das Statut erlaubt.

**Art. 40.** Das Eigentum an einer Namensaktie wird durch eine Eintragung in das durch den vorhergehenden Artikel vorgeschriebene Register festgelegt.

Den Aktionären werden Bescheinigungen ausgestellt, welche diese Eintragungen bartun.

Die Abtretung geschieht durch eine Übertragungserklärung, welche in dasselbe Register eingetragen wird, welche datiert und von dem Überlasser und dem Übernehmer oder deren Bevollmächtigten unterzeichnet ist, sowie nach den durch Art. 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuches für die Übertragung der Forderungen festgesetzten Regeln. Es ist der Gesellschaft anheimgestellt eine Übertragung anzunehmen und ins Register einzutragen, welche aus dem Schriftwechsel oder anderen, die Übereinkunft des Überlassers und des Übernehmers darlegenden Schriftstücken, erhellt.

Falls das Statut es nicht anders bestimmt, so geschieht die der Gesellschaft gegenüber gültige Übertragung im Sterbefalle und wenn kein Einspruch besteht, auf Vorlegung der Sterbeurkunde, der Eintragungsbescheinigung und eines durch den Friedensrichter oder einen Notar aufgenommenen Notarietatsurkunde.

**Art. 41.** Die Inhaberaktie wird von wenigstens zwei Verwaltern unterzeichnet.

L'action indique:

la date de l'acte constitutif de la société et de sa publication;

le montant du capital social, le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que la valeur nominale des titres ou la part sociale qu'ils représentent;

la consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits;

les avantages particuliers attribués aux fondateurs;

la durée de la société;

le jour, l'heure et la commune où se réunit l'assemblée générale annuelle.

**Art. 42.** La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

**Art. 43.** Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la constitution définitive de la société et le versement du cinquième du montant des actions.

Les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération.

Les propriétaires d'actions ou de titres au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leurs frais, en actions ou titres nominatifs.

A moins d'une défense formelle exprimée dans les statuts, les propriétaires d'actions ou de titres nominatifs peuvent, à toute époque, en demander la conversion en actions ou titres au porteur.

**Art. 44.** Les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces actions, ne sont négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par

Die Aktie gibt an:

das Datum der Errichtungsurkunde der Gesellschaft und dasjenige ihrer Veröffentlichung;

den Betrag des Gesellschaftskapitals, die Zahl und die Art jeder Kategorie von Aktien, sowie den Nominalbetrag der Wertpapiere oder des Gesellschaftsanteiles, die sie darstellen;

den summarischen Bestand der Einlagen und die Bedingungen, unter denen sie gemacht worden sind;

die den Gründern gewährten besonderen Vorteile;

die Dauer der Gesellschaft;

den Tag, die Stunde und die Gemeinde, wo die jährliche Generalversammlung stattfindet.

**Art. 42.** Die Übertragung der Inhaberaktie geschieht durch einfache Übergabe des Papiers.

**Art. 43.** Die Übertragungen von Aktien sind nur gültig nach der endgültigen Errichtung der Gesellschaft und nach Einzahlung eines Fünftels des Betrages der Aktien.

Die Aktien lauten auf Namen bis zu ihrer vollständigen Einlösung.

Die Eigentümer von Aktien oder von Wertpapieren, welche auf Inhaber lauten, können jederzeit auf ihre Kosten deren Umwandlung in solche, die auf Namen lauten, verlangen.

Die Eigentümer von Aktien oder von Wertpapieren, welche auf Namen lauten, können jederzeit deren Umwandlung in solche die auf Inhaber lauten, verlangen, wenn das Statut es nicht ausdrücklich untersagt.

**Art. 44.** Die Aktien, welche Einlagen darstellen, die nicht in Geld bestehen, sowie alle Wertpapiere, welche direkt oder indirekt Recht auf diese Aktien gewähren, können erst zehn Tage nach der Veröffentlichung der zweiten, ihrer Erschaffung folgenden Jahresbilanz begeben werden.

Bis zum Ablauf dieser Frist kann ihre Übertragung bloß durch eine öffentliche oder Privat-

écrit sous seing privé, signifié à la société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession de ces actions mentionneront leur nature, la date de leur création et les conditions prescrites pour leur cession.

**Art. 45.** Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables:

1<sup>o</sup> aux actions qui représentent l'apport de l'avoir d'une société ayant plus de cinq ans d'existence;

2<sup>o</sup> aux actions qui, par suite de faillite, d'un concordat ou d'un arrangement pris conformément au n° 4 de l'art. 88, sont substituées à des obligations émises depuis deux ans au moins.

**Art. 46.** Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, sont soumis aux dispositions de l'art. 44.

**Art. 47.** Si les titres prévus par les art. 44 et 46 sont nominatifs, mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession, est faite sur le registre et sur les certificats d'inscription.

S'ils sont au porteur, ils doivent rester déposés dans la caisse de la société jusqu'à l'expiration du délai fixé au premier alinéa de l'art. 44 et porter la mention de leur nature, de la date de leur création et des conditions prescrites pour leur cession.

Les mêmes mentions doivent être transcris sur les certificats de dépôt qui en sont délivrés.

**Art. 48.** La situation du capital social sera publiée une fois par an, à la suite du bilan.

Elle comprendra:

l'indication des versements effectués;  
la liste des actionnaires qui n'ont pas encore

urkunde geschehen, welche der Gesellschaft bei Strafe der Richtigkeit binnen einem Monat vom Tage der Übertragung an zuzustellen ist.

Die auf die Übertragung dieser Aktien bezüglichen Urkunden müssen deren Art, das Datum ihrer Erschaffung und die zur Übertragung vorgeschriebenen Bedingungen erwähnen.

**Art. 45.** Die Bestimmungen des vorhergehenden Artikels finden keine Anwendung:-

1. auf die Aktien, welche die Einlage des Vermögens einer seit mehr als fünf Jahre bestehenden Gesellschaft darstellen;

2. auf die Aktien, welche durch Falliment, Konkordat oder einen gemäß Art. 88 Nr. 4 erzielten Vergleich an Stelle von Schuldverschreibungen treten, welche seit wenigstens zwei Jahren ausgegeben sind.

**Art. 46.** Die Anteilscheine oder Gewinnanteile einerlei welcher Bezeichnung sind den Bestimmungen des Art. 44 unterworfen.

**Art. 47.** Lauten die durch Art. 44 und 46 vorgesehenen Wertpapiere auf Namen, so hat die Angabe ihrer Art, des Datums ihrer Bildung und der für ihre Übertragung vorgeschriebenen Bedingungen im Register und in den Eintragsbescheinigungen zu geschehen.

Lauten sie auf Inhaber, so müssen sie bis zum Ablauf der durch Absatz 1, Art. 44 festgesetzten Frist in der Kasse der Gesellschaft hinterlegt bleiben, und die Angabe ihrer Art, des Datums ihrer Bildung und die für ihre Übertragung vorgeschriebenen Bedingungen enthalten.

Dieselben Angaben müssen auf die hierüber ausgestellten Hinterlegungsscheine überschrieben werden.

**Art. 48.** Der Bestand des Gesellschaftskapitals muß einmal jährlich im Anschluß an die Bilanz veröffentlicht werden.

Er begreift:

die Angabe der geleisteten Zahlungen;  
die Liste der Aktionäre, welche ihre Aktien noch

entièrement libéré leurs actions, avec l'indication des sommes dont ils sont redevables.

La publication de cette liste a, pour les changements d'actionnaires qu'elle constate, la même valeur qu'une publication faite conformément à l'art. 11.

En cas d'augmentation du capital, la publication comprendra de plus l'indication de la partie du capital qui ne serait pas encore souscrite.

**Art. 49.** Les actionnaires sont, nonobstant toute stipulation contraire, responsables du montant total de leurs actions.

Toutefois, la cession valable des actions les affranchira, à l'égard de la société, de toute contribution aux dettes postérieures à la cession, et à l'égard de tiers, de toute contribution aux dettes postérieures à sa publication.

Tout cédant a un recours solidaire contre celui à qui il a cédé son titre et contre les cessionnaires ultérieurs.

#### § 4. — De l'administration et de la surveillance des sociétés anonymes.

**Art. 50.** Les sociétés anonymes sont administrées par des mandataires à temps, associés ou non, révocables, salariés ou gratuits.

**Art. 51.** Les administrateurs doivent être au nombre de trois au moins.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires; ils peuvent cependant, pour la première fois, être nommés par l'acte de constitution de la société.

Le terme de leur mandat ne peut excéder six ans; ils sont toujours révocables par l'assemblée générale.

En cas de vacance d'une place d'administrateur et sauf disposition contraire dans les statuts, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir

nicht vollständig eingelöst haben mit Angabe der noch rückständigen Beträge.

Die Veröffentlichung dieser Liste hat in Bezug auf die in ihr festgelegten Veränderungen von Aktionären denselben Wert, wie eine gemäß Art. 11 gemachte Veröffentlichung.

Ist das Kapital erhöht worden, so muß die Veröffentlichung außerdem den noch etwa nicht gezeichneten Teil des Kapitals angeben.

**Art. 49.** Die Aktionäre haften trotz gegenseitiger Vereinbarung für den ganzen Betrag ihrer Aktien.

Die gültige Übertragung enthebt jedoch der Gesellschaft gegenüber von jedem Beitrag zu nach der Übertragung entstandenen Schulden, und dritten Personen gegenüber von jedem Beitrag zu noch ihrer Veröffentlichung entstandenen Schulden.

Jeder Überlasser hat einen solidarischen Regress gegen seinen und die späteren Übernehmer.

#### § 4. — Von der Verwaltung und der Aufsicht der anonymen Gesellschaften.

**Art. 50.** Die anonymen Gesellschaften werden durch auf Zeit bestellte Beauftragte verwaltet; diese sind Gesellschafter oder andere, sie sind abberufbar, besoldet oder unbesoldet.

**Art. 51.** Die Zahl der Verwalter muß wenigstens drei betragen.

Sie werden durch die Generalversammlung der Aktionäre bestellt; das erste Mal kann diese Bestellung jedoch durch die Errichtungsurkunde der Gesellschaft geschehen.

Die Dauer ihres Auftrages kann sechs Jahre nicht überschreiten; sie können immer durch die Generalversammlung abberufen werden.

Wird die Stelle eines Verwalters frei und hat das Statut es nicht anders bestimmt, so haben die bleibenden Verwalter und die Kommissare im Verein das Recht, dieselbe vorläufig zu besetzen.

provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 52.** Sauf disposition contraire dans l'acte de société, les administrateurs sont rééligibles; en cas de vacance avant l'expiration du terme d'un mandat, l'administrateur nommé achève le terme de celui qu'il remplace.

**Art. 53.** A défaut de dispositions contraires dans les statuts, les administrateurs ont le pouvoir de faire tous actes d'administration et de soutenir toutes actions au nom de la société, soit en demandant, soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

**Art. 54.** Chaque administrateur doit affecter, par privilège, un certain nombre d'actions à la garantie de sa gestion.

Ces actions doivent être nominatives. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre d'actionnaires.

**Art. 55.** Les statuts fixent le nombre d'actions à déposer par chaque administrateur.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors du dépôt; il en est donné connaissance à la première assemblée générale.

Nonobstant toute disposition contraire, l'assemblée générale peut, à toute époque et à la simple majorité des voix, imposer aux administrateurs un supplément de cautionnement, dont elle détermine la nature et l'importance.

**Art. 56.** A défaut de s'être conformé aux conditions prescrites par les deux articles précédents, dans le mois de la constitution définitive de la société, s'il s'agit d'un administrateur nommé par les statuts, ou dans le mois de la nomination ou de la notification qui devra

In diesem Falle schreitet die Generalversammlung bei ihrem ersten Zusammentritt zur endgültigen Wahl.

**Art. 52.** Unbeschadet einer gegenteiligen Bestimmung des Gesellschaftsvertrages können die Verwalter wiedergewählt werden; wird eine Stelle vor Ablauf eines Mandates frei, so führt der ernannte Verwalter die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende.

**Art. 53.** Falls das Statut es nicht anders bestimmt, haben die Verwalter Befugnis, alle Verwaltungsgeschäfte vorzunehmen und im Namen der Gesellschaft, sei es als Klägerin, sei es als Beklagte, alle Klagen zu führen.

Ladungen für oder gegen die Gesellschaft werden gültig im alleinigen Namen derselben gemacht.

**Art. 54.** Jeder Verwalter hat eine gewisse Anzahl von Aktien für die Sicherheit seiner Geschäftsführung vorzugsrechtlich anzzuweisen.

Diese Aktien müssen auf Namen lauten. Der Eigentümer der Aktien muss die Erwähnung dieser Anweisung in das Register der Aktionäre eintragen.

**Art. 55.** Das Statut setzt die Zahl von Aktien fest, die jeder Verwalter zu hinterlegen hat.

Gehören die Aktien nicht dem Verwalter, dessen Geschäftsführung sie gewährleisten, so muss der Name des Eigentümers bei der Hinterlegung angegeben werden und die erste Generalversammlung muss Kenntnis hiervon erhalten.

Trotz aller gegenteiligen Bestimmung, kann die Generalversammlung zu jeder Zeit bei einfacher Stimmenmehrheit den Verwaltern eine Supplementarsicherheit auferlegen, deren Art und Betrag sie bestimmt.

**Art. 56.** Hat der durch das Statut oder der in seiner Abwesenheit durch die Generalversammlung bestellte Verwalter, ersterer binnen einem Monat nach der endgültigen Errichtung der Gesellschaft, letzterer binnen einem Monat nach seiner Ernennung oder der ihm davon zu machen-

lui en être faite, si elle a eu lieu en son absence et qu'il s'agisse d'un administrateur nommé par l'assemblée générale, tout administrateur sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement par l'assemblée générale.

**Art. 57.** L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la société, dans une opération soumise à l'approbation du conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération.

Il est spécialement rendu compte, à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la société.

**Art. 58.** Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

**Art. 59.** Les administrateurs sont responsables envers la société, conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur gestion.

Ils sont solidairement responsables, soit envers la société, soit envers tous tiers, de tous dommages-intérêts résultant d'infractions aux dispositions de la présente loi ou des statuts sociaux. Ils ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions à l'assemblée générale la plus prochaine après qu'ils en auront eu connaissance.

**Art. 60.** La gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société, en ce qui concerne cette gestion, peuvent être déléguées à des administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou

den Zustellung, sich nicht den durch die zwei vorhergehenden Artikel vorgeschriebenen Bedingungen gefügt, so gilt er als entlassen und wird durch die Generalversammlung ersetzt.

**Art. 57.** Hat bei einem der Genehmigung des Verwaltungsrates unterbreiteten Geschäfte, ein Verwalter ein dem der Gesellschaft entgegenstehendes Interesse, so hat er den Rat davon zu benachrichtigen und diese Erklärung in das Sitzungsprotokoll vermerken zu lassen. Er kann an dieser Beratung nicht teilnehmen.

In der ersten Generalversammlung ist, vor aller Abstimmung über andere Beschlüsse, besondere Rechenschaft abzulegen über Geschäfte, bei welchen ein Verwalter ein dem der Gesellschaft entgegenstehendes Interesse gehabt hätte.

**Art. 58.** Bezuglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen die Verwalter keine persönliche Verpflichtung ein.

**Art. 59.** Die Verwalter haften der Gesellschaft gegenüber nach gemeinem Rechte für die Ausführung ihres Auftrages und die in ihrer Geschäftsführung begangenen Fehler.

Sie haften solidarisch, sei es gegenüber der Gesellschaft, sei es gegenüber dritten Personen, für jeden Schadensfall wegen Übertretung der Bestimmungen gegenwärtigen Gesetzes oder des Gesellschaftsstatuts. Für die Übertretungen, an denen sie nicht beteiligt waren, sind sie dieser Haftpflicht bloß dann enthoben, wenn keine Schuld ihnen zuzuschreiben ist und wenn sie diese Übertretungen, sobald sie dieselben in Erfahrung gebracht, der nächsten Generalversammlung zur Kenntnis bringen.

**Art. 60.** Die tägliche Führung der Geschäfte der Gesellschaft und die Vertretung der Gesellschaft, soweit dies die Führung betrifft, können Verwaltern, Direktoren, Geschäftsführern und andern Angestellten, Gesellschaftern oder andren

non associés, dont la nomination, la révocation et les attributions sont réglées par les statuts.

La responsabilité de ces agents, à raison de leur gestion, se détermine conformément aux règles générales du mandat.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale, et impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

**Art. 61.** La surveillance de la société doit être confiée à un ou plusieurs commissaires, associés ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Sauf disposition contraire dans l'acte de société, les commissaires sont rééligibles.

La durée de leur mandat ne peut excéder six ans; ils sont toujours révocables par l'assemblée générale.

L'assemblée générale détermine le nombre des commissaires et fixe leurs émoluments.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

**Art. 62.** Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Il leur est remis chaque semestre, par l'administration, un état résumant la situation active et passive. Les commissaires doivent

übertragen werden, deren Erneuerung, Abberufung und Befugnisse durch das Statut geregelt werden.

In Ausübung ihrer Geschäftsführung regelt sich die Haftpflicht dieser Beamten nach den allgemeinen Vorschriften des Mandates.

Der Auftrag an die Mitglieder des Verwaltungsrates ist der vorherigen Genehmigung der Generalversammlung unterworfen und legt dem Rat die Verpflichtung auf, der gewöhnlichen Generalversammlung jedes Jahr Rechnung abzulegen über die dem Beauftragten gewährten Gehälter, Bezüge und irgendwelche Vorteile.

**Art. 61.** Die Aufsicht der Gesellschaft muß einem oder mehreren Kommissaren, Gesellschaftern oder andern, anvertraut werden.

Sie werden durch die Generalversammlung der Aktionäre ernannt.

Unbeschadet einer gegenteiligen Bestimmung des Gesellschaftsstatuts, können die Kommissare wiedergewählt werden.

Die Dauer ihres Auftrages kann sechs Jahre nicht überschreiten; die Generalversammlung kann sie immer abberufen.

Das Statut setzt die Zahl der Kommissare und deren Bezüge fest.

Wird die Zahl der Kommissare durch Sterbefall oder anderswie über die Hälfte herabgesetzt, so hat der Verwaltungsrat unverzüglich eine Generalversammlung behufs Ersetzung der fehlenden Kommissare einzuberufen.

**Art. 62.** Die Kommissare haben ein unbeschränktes Aufsichts- und Prüfungsberecht über alle Unternehmen der Gesellschaft. Sie dürfen an Ort und Stelle Einsicht nehmen in die Bücher, den Schriftwechsel, die Protokolle und überhaupt in alle Schriftstücke der Gesellschaft.

Jedes Halbjahr erhalten sie von Seiten der Verwaltung eine zusammenfassende Aufstellung der aktiven und passiven Lage. Sie müssen der

soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Leur responsabilité, en tant qu'elle dérive de leurs devoirs de surveillance et de contrôle, est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité des administrateurs.

Les commissaires peuvent se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société.

L'expert doit être agréé par la société. A défaut d'agrération, le président du tribunal de commerce, sur requête des commissaires signifiée avec assignation à la société, fait choix de l'expert. Le président entend les parties en son cabinet et statue en audience publique sur la désignation de l'expert. Sa décision ne doit pas être signifiée à la société et n'est pas susceptible de recours.

**Art. 63.** L'assemblée générale qui a décidé d'exercer contre les administrateurs ou les commissaires en fonctions l'action sociale des art. 59 et 62 al. 3, peut charger un ou plusieurs mandataires de l'exécution de cette délibération.

**Art. 64.** Les administrateurs et les commissaires forment des collèges qui délibèrent suivant le mode établi par les statuts et, à défaut de dispositions à cet égard, suivant les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

**Art. 65.** Les statuts peuvent disposer que les administrateurs et les commissaires réunis formeront le conseil général; ils en détermineront les attributions.

**Art. 66.** Les commissaires fournissent en actions de la société le cautionnement fixé par les statuts.

Generalversammlung das Ergebnis ihrer Aufgabe mit ihrer Ansicht nach geeigneten Vorschlägen unterbreiten und ihr mitteilen, auf welche Art sie die Inventarien nachgeprüft haben.

Ihre Verantwortlichkeit, insofern sie sich aus ihren Aufsichts- und Prüfungspflichten herleitet, wird nach den nämlichen Regeln wie die der Verwalter bestimmt.

Die Kommissare können sich bei Nachprüfung der Bücher und Rechnungen der Gesellschaft durch einen Sachverständigen behelfen lassen.

Der Sachverständige muß von der Gesellschaft bestätigt werden. Ist dies nicht der Fall, so trifft auf einen seitens der Kommissare gemachten, und der Gesellschaft mit Vorladung zugestellten Antrag, der Vorsitzende des Handelsgerichtes die Wahl. Er vermittelt die Parteien in seinem Antz Zimmer und verordnet die Bezeichnung des Sachverständigen in öffentlicher Sitzung. Sein Beschluß muß der Gesellschaft nicht zugestellt werden und es ist kein Rekurs gegen denselben zulässig.

**Art. 63.** Die Generalversammlung, welche beschlossen hat, gegen die amtierenden Verwalter oder Kommissare die durch Art. 59 und 62, Abs. 3 vorgesehene Gesellschaftsklage zu erheben, kann einen oder mehrere Bevollmächtigte mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragen.

**Art. 64.** Die Verwalter und Kommissare bilden Kollegien, welche nach dem durch das Statut aufgestellten Modus, oder wenn dort nichts diesbezügliches bestimmt ist, nach den gewöhnlichen Regeln der beschließenden Versammlungen beschließen.

**Art. 65.** Das Statut kann bestimmen, daß die Verwalter und Kommissare den Generalrat bilden und er muß dessen Befugnisse festlegen.

**Art. 66.** Die Kommissare leisten mittels Gesellschaftsaktien die durch das Statut festgesetzte Bürgschaft.

Le dernier alinéa de l'art. 54, et les deux derniers alinéas de l'art. 55 et l'art. 56 sont applicables aux commissaires.

**§ 5. — Des assemblées générales.**

**Art. 67.** L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Sauf dispositions contraires des statuts, l'assemblée générale, délibérant comme il est dit ci-après, peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois changer la nationalité de la société ni augmenter les engagements des actionnaires.

Nonobstant toute clause contraire de l'accord de société, dans les assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts, tout actionnaire peut prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède, sans limitation.

Les assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications touchant à l'objet ou à la forme de la société ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant les trois quarts au moins du capital social. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés. De plus, si la société a émis des obligations, ces modifications ne pourront être réalisées sans l'adhésion des obligataires, constitués en assemblée, conformément aux art. 86 et suivants.

Dans tous les cas autres que ceux prévus par le précédent paragraphe, si une première assemblée ne remplit pas les conditions ci-dessus fixées, une nouvelle assemblée peut être con-

Schlussabsatz des Art. 54, die beiden Schlussabsätze des Art. 55 und Art. 56 finden auf die Kommissare Anwendung.

**§ 5. — Von den Generalversammlungen.**

**Art. 67.** Die Generalversammlung der Aktionäre hat die ausgedehntesten Befugnisse, Geschäfte, welche die Gesellschaft angehen, zu tätigen oder gutzuheissen.

Bestimmt das Statut nichts Gegenständiges, so kann die Generalversammlung, indem sie wie unten ausgeführt beschließt, das Statut in all seinen Bestimmungen umändern. Sie kann jedoch weder die Nationalität der Gesellschaft umändern noch die Verpflichtungen der Aktionäre erhöhen.

Trotz jeder gegenteiligen Verfügung des Gesellschaftsvertrages kann jeder Aktionär in den Generalversammlungen, welche über die Änderungen des Statutes zu beschließen haben, ohne Einschränkung mit einer Zahl Stimmen, gleich der der Aktien, die er besitzt, an den Beschlüssen teilnehmen.

Die Generalversammlungen, welche über Änderungen in bezug auf Gegenstand und Form der Gesellschaft zu beschließen haben, sind regelmäßig gebildet und beschließen nur dann gültig, wenn sie eine Zahl Aktionäre aufweisen, welche wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals darstellen. Um gültig zu sein, müssen die Beschlüsse mit wenigstens zwei Dritteln der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst sein. Hat die Gesellschaft Schlußbeschreibungen ausgegeben, so können außerdem diese Änderungen nicht geschehen ohne Zustimmung der Inhaber, welche gemäß Art. 88 und folgende in Versammlung zusammengetreten sind.

Erfüllt eine erste Versammlung oben festgesetzte Bedingungen nicht, so kann in allen nicht durch vorstehenden Paragraphen vorgesehenen Fällen eine neue Versammlung einberufen wer-

voquée, dans les formes statutaires, par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée, dans le *Mémorial* et dans un journal de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement si elle se compose d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social. Si cette seconde assemblée ne réunit pas la moitié du capital, il peut être convoqué, dans les formes ci-dessus, une troisième assemblée qui délibère valablement, si elle se compose d'un nombre d'actionnaires représentant le tiers du capital social. Dans toutes ces assemblées, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

**Art. 68.** Lorsqu'il existe plusieurs catégories d'actions et que la délibération de l'assemblée générale est de nature à modifier leurs droits respectifs, la délibération doit, pour être valable, réunir dans chaque catégorie les conditions de présence et de majorité requises par l'article précédent.

**Art. 69.** Toute augmentation ainsi que toute réduction du capital social ne peuvent être décidées que dans les conditions de l'art. 67, al. 5.

Lorsque l'assemblée générale est appelée à se prononcer sur une réduction du capital social, les convocations indiquent la manière dont la réduction proposée sera opérée.

Si la réduction doit se faire par un remboursement aux actionnaires, ce remboursement ne peut être effectué que six mois après la publication de la décision conformément au mode déterminé par l'art. 9.

den. Es geschieht dies in den durch das Statut festgesetzten Formen mittels Anzeigen, welche zweimal in einem Zeitabstand von wenigstens fünfzehn Tagen, und fünfzehn Tage vor der Versammlung ins „Mémorial“ und eine Zeitung der Stadt Luxemburg eingerückt werden. Diese Einberufung gibt die Tagesordnung wieder mit Angabe des Datums und des Ergebnisses der vorhergehenden Versammlung. Die zweite Versammlung beschließt gültig, wenn sie von Aktionären gebildet ist, die wenigstens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Vereint diese zweite Versammlung nicht die Hälfte des Kapitals, so kann in obigen Formen eine dritte Versammlung einberufen werden, welche gültig beschließt, wenn sie gebildet ist von Aktionären, die ein Drittel des Kapitals vertreten. In allen diesen Versammlungen müssen die Beschlüsse, um gültig zu sein, zwei Drittel der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre vereinen.

**Art. 68.** Gibt es mehrere Kategorien von Aktien und ist der Beschluss der Generalversammlung derart, daß er deren respektiven Rechte abändert, so muß der Beschluss, um gültig zu sein, in jeder Kategorie die durch vorhergehenden Artikel geforderten Bedingungen der Anwesenheit und Mehrheit vereinen.

**Art. 69.** Jede Erhöhung und Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann nur unter den durch Art. 67, Abs. 5 festgesetzten Bedingungen beschlossen werden.

Hat die Generalversammlung über eine Herabsetzung des Gesellschaftskapitals zu befinden, so gibt die Einberufung an, auf welche Weise die vorgeschlagene Herabsetzung verwirklicht werden soll.

Soll die Herabsetzung durch Rückzahlung an die Aktionäre erfolgen, so kann die Rückzahlung erst sechs Monate nach dem gemäß Art. 9 veröffentlichten Beschlüsse erfolgen.

**Art. 70.** Il doit être tenu, chaque année, au moins une assemblée générale dans la commune, aux jour et heure indiqués par les statuts.

Le conseil d'administration ainsi que les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale. Ils sont obligés de la convoquer de façon qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires, représentant le cinquième du capital social, les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le *Mémorial* et dans un journal de Luxembourg.

Des lettres missives seront adressées, huit jours avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

**Art. 71.** Les statuts déterminent le mode de délibération de l'assemblée générale et les formalités nécessaires pour y être admis. En l'absence de dispositions, les nominations se font et les décisions se prennent d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes; les procès-verbaux sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent; les expéditions à délivrer aux tiers sont signées par la majorité des administrateurs et des commissaires.

Tous les actionnaires ont, nonobstant disposition contraire, mais en se conformant aux règles des statuts, le droit de voter par eux-mêmes ou par mandataire; nul ne peut, ni pour lui-même, ni comme mandataire, prendre

**Art. 70.** Jedes Jahr muß wenigstens eine Generalversammlung in der Gemeinde, an dem Tag und zu der Stunde, die durch das Statut angegeben sind, abgehalten werden.

Der Verwaltungsrat sowie die Kommissare haben das Recht, die Generalversammlung einzuberufen. Wenn Aktionäre, die ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, sie hierzu durch ein schriftliches, die Tagesordnung enthaltendes Gesuch auffordern, so müssen sie dieselbe einberufen, so daß sie in Monatsfrist stattfindet.

Die Einberufungen zu jeder Generalversammlung enthalten die Tagesordnung und geschehen durch Anzeigen, welche zweimal, in einem Zeitabstand von wenigstens acht Tagen, und acht Tage vor der Versammlung ins „Mémorial“ und in eine Zeitung der Stadt Luxemburg eingerückt werden.

Acht Tage vor der Versammlung werden Ruffschreiben an die Namensaktionäre gerichtet, ohne daß jedoch die Erfüllung dieser Formalität nachgewiesen werden müsse.

Lauten alle Namen auf Namen, so können die Einberufungen durch bloße Einschreibebriefe geschehen.

**Art. 71.** Das Statut bestimmt den Veratungsmodus der Generalversammlung und die für die Zulassung benötigten Formalitäten. Die Ernennungen und Beschlüsse geschehen nach den gewöhnlichen Regeln der beschließenden Versammlungen, wenn hierüber keine Bestimmungen bestehen. Die Protokolle werden vor den Mitgliedern des Vorstehes und den Aktionären, die es begehrten, unterzeichnet; die dritten Personen auszuhändigenden Ausfertigungen sind von der Mehrheit der Verwalter und der Kommissare zu unterzeichnen.

Trotz gegenteiliger Bestimmung haben alle Aktionäre das Recht, selbst oder durch Beauftragte abzustimmen, indem sie sich den Regeln des Statuts unterwerfen; niemand kann weder für sich selbst, noch als Beauftragter an der Ab-

part au vote pour un nombre d'actions dépassant la cinquième partie du nombre des actions émises ou les deux cinquièmes des actions représentées à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, l'assemblée à trois semaines. Il doit le faire sur la demande d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social. Cette prorogation annule toute décision prise. La seconde assemblée a le droit de statuer définitivement.

L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés sera suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'auront pas été effectués.

#### § 6. — Des inventaires et des bilans.

**Art. 72.** Chaque année, l'administration doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires de la société.

L'administration établit le bilan et le compte des profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

Il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélevement d'un vingtième au moins, affecté à la constitution d'une réserve; ce prélevement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

Stimmung teilnehmen für eine Zahl von Aktien, welche ein Fünftel der ausgegebenen Aktienzahl oder zwei Fünftel der in der Generalversammlung vertretenen Aktien übersteigt.

Der Verwaltungsrat hat das Recht, während der Sitzung, die Versammlung auf 3 Wochen zu vertagen. Er muß es tun auf den Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Fünftel des Gesellschaftskapitals darstellen. Diese Vertagung hebt jeden gefassten Beschuß auf. Die zweite Versammlung hat das Recht endgültig zu beschließen.

Die Ausübung des auf die Aktien, auf welche die Einzahlungen nicht erfolgt sind, bezüglichen Stimmrechtes setzt so lange aus, als diese regelrecht eingeforderten und einforderbaren Zahlungen nicht geleistet worden sind.

#### § 6. — Von den Inventaren und Bilanzen.

**Art. 72.** Jedes Jahr muß die Verwaltung ein Inventar aufstellen, das die Angabe der beweglichen und unbeweglichen Werte und aller aktiven und passiven Bestände enthält, mit einer Anlage, welche kurzgefaßt alle ihre Verpflichtungen, sowie die Schulden der Direktoren, Verwalter und Kommissare der Gesellschaft umfaßt.

Die Verwaltung stellt die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung auf, in welchen die nötigen Tilgungen gemacht werden müssen.

Die Bilanz gibt getrennt die immobilisierten und die realisierbaren Aktiva und als Passiva die Schulden der Gesellschaft gegen sich selbst, die Verpflichtungen, die Schulden mit Hypothek oder Pfand, sowie solche ohne dingliche Sicherheiten.

Jährlich wird wenigstens ein Fünftel von dem Reingewinn vorweggenommen, und zur Bildung eines Reservefonds eingestellt; diese Vorwegnahme ist nicht mehr vorgeschrieben, wenn der Reservefonds den zehnten Teil des Gesellschaftskapitals erreicht hat, setzt jedoch wieder ein sobald dieses Beihiel angebrochen ist.

L'administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires, qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

**Art. 73.** Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social:

1<sup>o</sup> du bilan et du compte des profits et pertes;

2<sup>o</sup> de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille;

3<sup>o</sup> de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;

4<sup>o</sup> du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.

**Art. 74.** L'assemblée générale entend les rapports des administrateurs et des commissaires et discute le bilan.

Le conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, l'assemblée à trois semaines. Cette prorogation annule toute décision prise. La seconde assemblée a le droit d'arrêter définitivement le bilan.

Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Wenigstens einen Monat vor der ordentlichen Generalversammlung legt die Verwaltung die Schriftstücke mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft den Kommissaren vor, welche Bericht mit ihren Vorschlägen erstatthen müssen.

**Art. 73.** Fünfzehn Tage vor der Generalversammlung können die Aktionäre am Sitz der Gesellschaft Einsicht nehmen:

1. in die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung;

2. in die Liste der öffentlichen Werttitel, der Aktien, der Schuldbeschreibungen und der anderen Wertpapiere der Gesellschaft;

3. in die Liste der Aktionäre, die ihre Aktien nicht eingelöst haben, mit Angabe der Zahl ihrer Aktien und ihres Wohnsitzes;

4. in den Bericht der Kommissare.

Die Bilanz, die Rechnung sowie der Bericht der Kommissare werden den Namensaktionären gleichzeitig mit ihrer Einberufung zugesandt.

Jeder Aktionär hat das Recht, fünfzehn Tage vor der Versammlung auf Vorzeigen seines Titels unentgeltlich ein Exemplar der in vorhergehendem Artikel erwähnten Schriftstücke zu erhalten.

**Art. 74.** In der Generalversammlung werden die Berichte der Verwalter und Kommissare entwickelt und die Bilanz besprochen.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt während der Sitzung die Versammlung auf drei Wochen zu vertagen. Diese Vertagung hebt jeden gefassten Beschluss auf. Die zweite Versammlung hat das Recht, die Bilanz endgültig zu genehmigen.

Nach Annahme der Bilanz spricht sich die Generalversammlung in einem Sondervotum über die Entlastung der Verwalter und Kommissare aus. Diese Entlastung ist nur dann gültig, wenn die Bilanz weder Lücke, noch falsche, die wirkliche Lage der Gesellschaft verschleiernde Angaben enthält und, bezüglich der außerhalb des Statuts vorgenommenen Handlungen, wenn dieselben eigens in der Einberufung angegeben sind.

**Art. 75.** Le bilan et le compte des profits et pertes, précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, doivent, dans la quinzaine après leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs, conformément au mode déterminé par l'art. 9.

A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets conformément aux décisions de l'assemblée générale.

**§ 7. — De certaines indications à faire dans les actes.**

**Art. 76.** Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanées des sociétés anonymes, on doit trouver la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement de ces mots écrits lisiblement et en toutes lettres: société anonyme, avec indication précise du siège social.

Si les pièces ci-dessus indiquées énoncent le capital social, cette énonciation tiendra compte de la diminution qu'il aurait subie, d'après les résultats des bilans successifs, et fera mention, tant de la partie qui ne serait pas encore versée, que de celle qui, en cas d'augmentation du capital, ne serait pas encore souscrite.

Tout changement du siège social est publié aux annexes du *Mémorial* par les soins des administrateurs.

**Art. 77.** Tout agent d'une société anonyme qui interviendra pour celle-ci dans un acte où la prescription de l'article précédent ne sera pas remplie, pourra, suivant les circonstances, être déclaré personnellement responsable des engagements qui y sont pris par la société. En

**Art. 75.** Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung, denen die Angabe des Datums der Veröffentlichung der Errichtungsurkunden der Gesellschaft voraufzugehen haben, müssen binnen vierzehn Tagen von ihrer Genehmigung an auf Kosten der Gesellschaft durch die Verwalter in der durch Art. 9 festgesetzten Weise veröffentlicht werden.

Im Anschluß an die Bilanz werden die Namen, Vornamen, Stand und Wohnsitz der in Tätigkeit befindenden Verwalter und Kommissare veröffentlicht, sowie eine Tabelle, welche die gemäß Beschuß der Generalversammlung gemachte Verwendung und Verteilung der Netto-gewinne angibt.

**§ 7. — Von gewissen, in die Urkunden aufzunehmenden Angaben.**

**Art. 76.** In allen Urkunden, Rechnungen, Anzeigen, Bekanntmachungen und andren von den anonymen Gesellschaften ausgehenden Schriftstücken muß die Benennung der Gesellschaft zu finden sein; vor oder unmittelbar nach dieser Benennung stehen leserlich und mit allen Buchstaben ausgeschrieben, mit genauer Angabe des Sitzes der Gesellschaft, folgende Worte: anonyme Gesellschaft.

Gehen obige Schriftstücke das Gesellschaftskapital an, so muß diese Angabe die nach dem Ergebnis der aufeinanderfolgenden Bilanzen erlittene Berringerung berücksichtigen und sowohl den etwa noch nicht eingezahlten, als den im Falle einer Kapitalerhöhung noch nicht gezeichneten Teil vermerken.

Jede Verlegung des Sitzes der Gesellschaft wird auf Betreiben der Verwalter in Anhange zum „Mémorial“ veröffentlicht.

**Art. 77.** Wenn ein Angestellter einer anonymen Gesellschaft für letztere in einer Urkunde, bei welcher die Vorschriften des vorhergehenden Artikels nicht beobachtet worden sind, auftritt, so kann er nach Umständen für die hier seitens der Gesellschaften eingegangenen Verbindlich-

cas d'exagération du capital, de défaut de mention de la partie non encore versée ou souserite, ou d'inexactitude de cette mention, le tiers aura le droit de réclamer de cet agent, à défaut de la société, une somme suffisante pour qu'il soit dans la même situation que si le capital énoncé avait été le capital réel et avait été versé ou souserit intégralement ou dans la proportion mentionnée.

**Art. 78.** Dans tous les actes engageant la responsabilité de la société, la signature des administrateurs, directeurs-gérants et autres agents doit être précédée ou suivie immédiatement de l'indication de la qualité en vertu de laquelle ils agissent.

§ 8. — De l'émission des obligations.

**Art. 79.** Il ne peut être émis d'obligations daucune nature avant la constitution de la société.

**Art. 80.** L'émission publique ainsi que l'exposition, l'offre et la vente publiques d'obligations doivent être précédées de la publication, aux annexes du *Mémorial*, d'une notice datée et signée des administrateurs de la société ou par les vendeurs et indiquant, outre les noms, prénoms, professions et domiciles des signataires:

- 1<sup>e</sup> l'objet de la société;
- 2<sup>e</sup> sa durée;
- 3<sup>e</sup> la date de l'acte de société, celles de tous actes apportant des modifications aux statuts et les dates de leur publication;
- 4<sup>e</sup> le capital social et la partie de ce capital non libéré;
- 5<sup>e</sup> la composition des conseils d'administration et de surveillance;
- 6<sup>e</sup> les charges hypothécaires grevant les biens ou les droits immobiliers qui appartiennent à

feiten persönlich haftbar erklärt werden. Ist das Kapital übertrieben worden, fehlt Angabe des noch nicht eingezahlten oder gezeichneten Teiles oder ist diese Angabe unrichtig, so kann die dritte Person, in Ermangelung der Gesellschaft, von diesem Angestellten eine Summe anfordern, welche genügt, um ihr eine Lage zu schaffen gleich der in welcher sie sich befunden hätte, wenn das angegebene Kapital das wirkliche und ganz oder in dem angegebenen Verhältnisse eingezahlt oder gezeichnet gewesen wäre.

**Art. 78.** Zu allen, die Haftpflicht der Gesellschaft nach sich ziehenden Urkunden muß vor oder unmittelbar nach der Unterschrift der Verwalter, der Geschäftsleiter und anderer Beamten die Eigenschaft stehen, in welcher sie handeln.

§ 8. — Von der Ausgabe der Schuldverschreibungen.

**Art. 79.** Vor Errichtung der Gesellschaft dürfen keinerlei Schuldverschreibungen ausgegeben werden.

**Art. 80.** Der öffentlichen Ausgabe und Ausstellung, dem öffentlichen Angebote und Verkauf von Schuldverschreibungen muß eine, im Anhange zum „Mémorial“ veröffentlichte Notiz vorhergehen, welche datiert und von den Verwaltern der Gesellschaft oder den Verkäufern unterzeichnet ist, und welche außer Namen, Vornamen, Stand und Wohnsitz der Unterzeichner angibt:

1. den Gegenstand der Gesellschaft;
2. ihre Dauer;
3. das Datum des Gesellschaftsvertrages, dasjenige aller das Statut abändernden Urkunden und dasjenige ihrer Veröffentlichung;
4. das Gesellschaftskapital und den nicht eingezahlten Teil dieses Kapitals;
5. die Zusammensetzung des Verwaltung- und Aufsichtsrates;
6. die Hypothekarlasten der der Gesellschaft gehörenden unbeweglichen Güter und Rechte

la société ainsi que le montant des obligations déjà émises par la société avec l'énumération des garanties attachées à ces obligations;

7º le nombre et la valeur nominale des obligations à émettre ou à vendre, l'intérêt à payer pour chacune d'elles, l'époque et les conditions du remboursement;

8º le dernier bilan et le dernier compte de profits et pertes ou la mention qu'il n'en a pas encore été publié.

La publication doit avoir lieu dix jours francs au moins avant l'émission, l'exposition, l'offre ou la vente publiques.

**Art. 81.** Les prospectus et circulaires doivent reproduire le texte de la notice.

Il en est de même des souscriptions, si l'émission ou la vente se fait par souscription publique. Ces souscriptions doivent être faites en double.

Les affiches et les insertions dans les journaux doivent reproduire le texte de la notice, à moins qu'elles ne se bornent à indiquer la date de la publication de la notice, le nombre, le prix et les conditions d'intérêt et de remboursement des titres émis ou offerts en vente.

**Art. 82.** Tous ceux qui ont contrevenu aux dispositions des art. 80 et 81 sont solidiairement responsables du préjudice résultant de leur faute.

**Art. 83.** Les formalités de publicité exigées par les articles qui précèdent ne s'appliquent pas aux ventes publiques d'obligations ordonnées par justice.

**Art. 84.** Il est tenu au siège social un registre des obligations nominatives.

sowie die Höhe der schon von der Gesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibungen mit Angabe der mit letzteren verbundenen Sicherheiten;

7. die Zahl und den Nominalbetrag der auszugebenden oder zu verkaufenden Schuldverschreibungen, den für eine jede zu zahlenden Zinsfuß, den Zeitpunkt und die Bedingungen der Rückzahlung;

8. die letzte Bilanz und die letzte Gewinn- und Verlustrechnung oder den Bericht, daß solche noch nicht veröffentlicht worden sind.

Die Veröffentlichung hat wenigstens zehn volle Tage vor der öffentlichen Ausgabe und Auslegung, dem öffentlichen Angebot oder Verkauf zu geschehen.

**Art. 81.** Die Prospekte und Rundschreiben müssen den Text der Notiz wiedergeben.

Dies trifft auch zu, wenn die Ausgabe oder der Verkauf durch öffentliche Zeichnung stattfindet. Diese Zeichnungen müssen doppelt angefertigt werden.

Die Anschlagzettel und Zeitungsinserate müssen den Text der Notiz wiedergeben, es sei denn daß sie sich darauf beschränken, das Datum der Veröffentlichung der Notiz, die Zahl, den Preis sowie die Zins- und Rückzahlungsbedingungen der ausgegebenen oder zum Verkauf angebotenen Wertpapiere anzugeben.

**Art. 82.** Alle welche den Bestimmungen der Art. 80 und 81 zuwiderhandeln, haften solidarisch für den durch ihre Schuld entstandenen Schaden.

**Art. 83.** Die durch vorhergehende Artikel geforderten Öffentlichkeitsformlichkeiten finden keine Anwendung auf die vom Gericht angeordneten öffentlichen Verkäufe von Schuldverschreibungen.

**Art. 84.** Am Sitz der Gesellschaft wird über die auf Namen lautenden Schuldverschreibungen Buch geführt.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs au moins.

Elle indique:

la date de l'acte constitutif de la société et de sa publication;

le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que la valeur nominale des titres ou la part sociale qu'ils représentent;

la durée de la société;

le numéro d'ordre, la valeur nominale de l'obligation, l'intérêt, l'époque et le lieu du paiement de celui-ci et les conditions du remboursement;

le montant de l'émission dont elle fait partie et les garanties spéciales qui y sont attachées;

le montant restant dû sur chacune des émissions d'obligations antérieures avec l'énumération des garanties attachées à ces obligations.

Les obligations hypothécaires portent l'indication de l'acte constitutif d'hypothèques et mentionnent la date de l'inscription, le rang de l'hypothèque et la disposition du dernier alinéa de l'art. 93.

Les dispositions des art. 40 et 42 relatives à la propriété et à la cession des actions, soit nominatives, soit au porteur, sont applicables aux obligations.

Il en est de même des dispositions de l'art. 43, al. 3 et 4.

**Art. 85.** Les porteurs d'obligations ont le droit de prendre connaissance des pièces déposées en conformité de l'art. 73. Ils peuvent assister aux assemblées générales, mais avec voix consultative seulement.

**Art. 86.** Le conseil d'administration et les commissaires peuvent convoquer les porteurs d'obligations en assemblée générale.

Die auf Inhaber lautende Schuldverschreibung wird von wenigstens zwei Verwaltern unterzeichnet.

Sie gibt an:

das Datum der Errichtungsurkunde der Gesellschaft sowie dasjenige ihrer Veröffentlichung; die Zahl und die Art jeder Kategorie von Aktien sowie den Nominalbetrag der Wertpapiere oder des Gesellschaftsanteiles, den sie darstellen;

die Dauer der Gesellschaft;

die laufende Rümler, den Nominalbetrag der Schuldverschreibung, den Zinsfuß, den Zeitpunkt sowie den Ort der Zahlung des letzteren und die Rückzahlungsbedingungen;

die Höhe der Ausgabe, zu der sie gehört sowie die damit verbundenen Sonder Sicherheiten;

den noch auf jede vorhergehende Schuldverschreibungsausgabe geschuldeten Betrag mit Aufzählung der mit diesen Schuldverschreibungen verbundenen Sicherheiten.

Die Hypothekarschuldverschreibung enthalten die Angabe des Hypothekenbestellungsaktes und geben das Datum der Eintragung, den Rang der Hypothek und die Bestimmung des Endabsatzes des Art. 93 an.

Die Bestimmungen der Art. 40 und 42 bezüglich des Eigentumes und der Übertragung der sowohl auf Namen als auf Inhaber lautenden Aktien, sind auf die Schuldverschreibungen anwendbar.

Dies ist auch der Fall für die Bestimmungen des Art. 43, Abs. 3 und 4.

**Art. 85.** Die Inhaber von Schuldverschreibungen sind befugt, Einsicht in die in Gemäßheit des Art. 73 niedergelegten Schriftstücke zu nehmen. Sie können der Generalversammlung nur beraudend beiwohnen.

**Art. 86.** Der Verwaltungsrat und die Kommissare können die Inhaber von Schuldverschreibungen zu einer Generalversammlung einberufen.

Ils doivent convoquer cette assemblée sur la demande d'obligataires représentant le cinquième du montant des titres en circulation.

**Art. 87.** Les convocations sont faites dans les formes prescrites par les al. 3, 4 et 5 de l'art. 70, pour les convocations aux assemblées générales d'actionnaires; elles indiquent l'ordre du jour de la réunion.

**Art. 88.** L'assemblée générale des obligataires a le droit:

1<sup>o</sup> d'accepter des dispositions ayant pour objet, soit d'accorder des sûretés particulières au profit des porteurs d'obligations, soit de modifier ou de supprimer les sûretés déjà attribuées;

2<sup>o</sup> de proroger une ou plusieurs échéances d'intérêts, de consentir à la réduction du taux de l'intérêt ou d'en modifier les conditions de payement;

3<sup>o</sup> de prolonger la durée de l'amortissement, de le suspendre et de consentir des modifications aux conditions dans lesquelles il doit avoir lieu;

4<sup>o</sup> d'accepter la substitution d'actions aux créances des obligataires;

5<sup>o</sup> de décider des actes conservatoires à faire dans l'intérêt commun;

6<sup>o</sup> de désigner un ou plusieurs mandataires chargés d'exécuter les décisions prises en vertu des n°s 1 à 5 inclus du présent article et de représenter la masse des obligataires dans toutes les procédures relatives à la réduction ou à la radiation des inscriptions hypothécaires;

7<sup>o</sup> de valider les décisions des actionnaires sur les modifications aux statuts lorsqu'elles portent sur l'objet ou sur la forme de la société.

Sie müssen diese Versammlung einberufen auf Antrag von Schuldverschreibungsinhabern, welche ein Fünftel des Betrages der in Kurs sich befindenen Wertpapiere vertreten.

**Art. 87.** Die Einberufungen geschehen in den für die Einberufungen der Generalversammlungen der Aktionäre durch Abs. 3, 4 und 5 des Art. 70 vorgeschriebenen Formen; sie geben die Tagesordnung der Versammlung an.

**Art. 88.** Die Generalversammlung der Schuldverschreibungsinhaber hat das Recht:

1. Bestimmungen anzunehmen, welche entweder besondere Sicherheiten zu Gunsten der Schuldverschreibungsinhaber gewähren oder die schon gewährten abzuändern oder aufzuheben;

2. einen oder mehrere Zinsfallstermine zu verlängern, in die Herabsetzung des Zinsfußes einzutwilligen oder dessen Zahlungsbedingungen abzuändern;

3. die Dauer der Tilgung zu verlängern, letztere auszusetzen und in Abänderungen der Bedingungen in welchen dieselbe zu geschehen hat, einzutwilligen;

4. die Umwandlung der Forderungen der Schuldverschreibungsinhaber in Aktien anzunehmen;

5. alle im gemeinsamen Interesse zu treffenden Erhaltungsmaßnahmen zu beschließen;

6. einen oder mehrere Bevollmächtigte zu bestellen, welche beauftragt sind, die kraft Nr. 1 bis 5 einschließlich des gegenwärtigen Artikels gefassten Beschlüsse auszuführen und die Masse der Schuldverschreibungsinhaber in allen Verfahren zu vertreten, welche auf die Berringerung oder Streichung der Hypothekeneintragungen Bezug haben;

7. die Beschlüsse gutzuheißen, welche die Aktionäre über Umänderung des Statuts gefasst haben, wenn diese Umänderungen den Gegenstand oder die Form der Gesellschaft berühren.

**Art. 89.** Les décisions de l'assemblée sont obligatoires si elles sont votées par des porteurs d'obligations représentant les deux tiers du montant des titres en circulation dans les cas prévus par les n°s 1, 2, 3, 4, 5 et 7 à l'article précédent, et à la simple majorité des titres représentés dans le cas prévu par le n° 6. A cet effet, la société doit mettre à la disposition des obligataires, au début de la séance, un état des obligations en circulation.

Les décisions prises dans les cas prévus par les n°s 2, 3 et 4 de l'article précédent ne sont valables que si le capital social est entièrement appelé.

A moins que les actionnaires n'aient antérieurement donné leur consentement au sujet de la substitution d'actions aux obligations, les décisions de l'assemblée des obligataires n'auront d'effet à cet égard que si elles sont acceptées, dans le délai de trois mois, par les actionnaires délibérant dans les conditions de l'art. 67, al. 5.

Les décisions prises sont publiées, dans la quinzaine, à la diligence des administrateurs, aux annexes du *Mémorial*.

**Art. 90.** Lorsqu'il existe plusieurs catégories d'obligations et que la délibération de l'assemblée générale est de nature à modifier leurs droits respectifs, la délibération doit, pour être valable, réunir dans chaque catégorie les conditions de présence et de majorité requises par l'al. 1<sup>er</sup> de l'article précédent.

Les porteurs d'obligations de chacune des catégories peuvent être convoqués en assemblée spéciale.

**Art. 91.** Les dispositions du premier alinéa de l'art. 71, relatives aux délibérations, aux votes et aux procès-verbaux des assemblées

**Art. 89.** Die Beschlüsse der Versammlung sind bindend wenn sie in den durch Nr. 1, 2, 3, 4, 5 und 7 des vorhergehenden Artikels vorgesehenen Fällen von Schuldverschreibungsinhabern, welche zwei Drittel des Betrages der in Sache sich befindenden Wertpapiere besitzen und in dem durch Nr. 6 vorgesehenen Falle bei bloßer Stimmenmehrheit der vertretenen Wertpapiere gefasst sind. Zu diesem Behufe muß die Gesellschaft bei Beginn der Sitzung eine Aufstellung der in Sache sich befindenden Schuldverpflichtungen zur Verfügung der Schuldverschreibungsinhaber stellen.

Die in den durch Nr. 2, 3 und 4 vorhergehenden Artikels vorgesehenen Fällen gefassten Beschlüsse sind nur dann gültig, wenn das Gesellschaftskapital in seiner Gesamtheit einberufen ist.

Wofern die Aktionäre nicht vorher in die Umwandlung der Schuldverschreibungen in Aktien eingewilligt haben, haben die diesbezüglichen Beschlüsse der Versammlung der Schuldverschreibungsinhaber nur dann Wirkung, wenn sie binnen drei Monaten von den in Gemäßigkeit des Art. 67, Abs. 5 beschließenden Aktionären angenommen werden.

Die Veröffentlichung der gefassten Beschlüsse im Anhang zum „Mémorial“ wird binnen vierzehn Tagen von den Verwaltern besorgt.

**Art. 90.** Gibt es mehrere Kategorien von Schuldverschreibungen und ist der Beschuß der Generalversammlung derart, daß er deren respective Rechte abändert, so muß er die in Abs. 1 vorhergehenden Artikels geforderten Bedingungen der Unversehbarkeit und der Mehrheit erfüllen.

Die Schuldverschreibungsinhaber jeder Kategorie können zu einer besonderen Versammlung einberufen werden.

**Art. 91.** Die Bestimmungen des ersten Absatzes des Art. 71 über die Beschlüsse, die Abstimmungen und die Protokolle der Generalversammlungen

générales d'actionnaires, sont applicables aux assemblées générales des obligataires.

Les procès-verbaux sont inscrits, séance tenante, dans un registre spécial qui sera déposé au siège social à l'inspection des obligataires.

Tous les obligataires ont, nonobstant disposition contraire, le droit de voter par eux-mêmes ou par porteurs de mandats authentiques ou privés.

Les administrateurs et les commissaires de la société ont le droit d'assister à l'assemblée, mais avec voix consultative seulement.

La société supporte les frais de convocation et de tenue des assemblées d'obligataires.

**Art. 92.** Les dispositions des art. 86 à 91 cessent d'être applicables en cas de concordat préventif ou de faillite.

**Art. 93.** La société peut établir une hypothèque pour sûreté d'un emprunt réalisé ou à réaliser sous forme d'obligations.

L'inscription est faite dans la forme ordinaire au profit de la masse des obligataires ou des futurs obligataires, sous les deux restrictions suivantes:

1<sup>o</sup> la désignation du créancier est remplacée par celle des titres représentatifs de la créance garantie;

2<sup>o</sup> les dispositions relatives à l'élection de domicile ne sont pas applicables.

L'inscription est publiée dans les annexes du *Mémorial*.

L'hypothèque prend rang à la date de l'inscription, sans égard à l'époque de l'émission des obligations.

L'inscription doit être renouvelée, à la diligence et sous la responsabilité des administrateurs, avant l'expiration de la dixième année.

der Actionäre finden ihre Anwendung auf die Generalversammlungen der Schuldverschreibungsinhaber.

Die Protokolle werden sofort in ein Sonderregister eingetragen, das am Sitz der Gesellschaft zur Einsicht der Schuldverschreibungsinhaber liegt.

Trotz gegenteiliger Bestimmung haben alle Schuldverschreibungsinhaber das Recht, selbst oder durch Träger von authentischen oder Privatvollmachten abzustimmen.

Die Verwalter und Kommissare sind befugt, der Versammlung beratend beizuwöhnen.

Die Gesellschaft trägt die Kosten der Einberufung und Abhaltung der Versammlungen der Schuldverschreibungsinhaber.

**Art. 92.** Die Anwendung der Bestimmungen der Art. 86 bis 91 hört im Falle eines Präventivkonkurses oder Fallimentes auf.

**Art. 93.** Die Gesellschaft kann eine Hypothek bestellen zur Sicherheit einer in der Form von Schuldverschreibungen gemachten oder zu machenden Anleihe.

Die Eintragung geschieht in der gewöhnlichen Form zu Gunsten der Masse der gegenwärtigen oder zukünftigen Schuldverschreibungsinhaber unter den zwei folgenden Beschränkungen:

1. die Bezeichnung des Gläubigers wird ersetzt durch diejenige der Wertpapiere, welche die sichergestellte Forderung darstellen;

2. die Bestimmungen über die Erwähnung des Wohnsitzes sind unanwendbar.

Die Eintragung wird im Anhang zum „Mémorial“ veröffentlicht.

Die Hypothek nimmt Rang mit dem Tage der Eintragung ungeachtet des Zeitpunktes der Ausgabe der Schuldverschreibungen.

Die Eintragung muß auf Betreiben und unter Verantwortlichkeit der Verwalter vor Ablauf des zehnten Jahres erneuert werden. Jeder

A défaut de renouvellement par la société, tout obligataire a le droit de renouveler l'inscription.

**Art. 94.** L'inscription est rayée ou réduite du consentement des obligataires, réunis en assemblée générale, conformément à l'art. 88.

La demande en radiation ou en réduction, par action principale, est poursuivie contre la masse des obligataires représentée par un mandataire désigné conformément au n° 6 de l'art. 88. Faute par l'assemblée générale des obligataires, dûment convoquée, de désigner ce mandataire, le président du tribunal civil de l'arrondissement où se trouve le siège social, désigne, à la requête de la société, un représentant des obligataires.

La société débitrice d'obligations appelées au remboursement total ou partiel et dont le porteur ne s'est pas présenté dans l'année qui suivra la date fixée pour le payement, est autorisée à consigner les sommes dues. La consignation aura lieu à la caisse des dépôts et consignations de l'arrondissement où se trouve le siège social.

**Art. 95.** A la demande du plus diligent des intéressés, il est nommé un curateur chargé de représenter la masse des obligataires dans les poursuites tendant à la purge ou à l'expropriation des immeubles grevés. La nomination est faite par le président du tribunal civil de l'arrondissement où se trouve le siège social, la société entendue.

Le curateur est tenu de consigner dans les huit jours de la recette, à la caisse des consignations et dépôts, les sommes qui lui sont payées à la suite des procédures indiquées dans le premier alinéa du présent article.

Schuldverschreibungsinhaber hat das Recht, die Eintragung zu erneuern, falls die Gesellschaft solches nicht tut.

**Art. 94.** Die Eintragung wird mit Einwilligung der gemäß Art. 88 zur Generalversammlung zusammengetretenden Schuldverschreibungsinhaber gestrichen oder vermindert.

Der Antrag auf Streichung oder Verminde-  
rung wird im Wege der Hauptklage gegen die durch einen gemäß Nr. 6 des Art. 88 bestellten Beauftragten vertretene Masse der Schuldver-  
schreibungsinhaber betrieben. Bestellt die ord-  
nungsgemäß einberufene Generalversammlung  
der Inhaber von Schuldverschreibungen diesen  
Beauftragten nicht, so bezeichnet der Vorsitzende  
des Zivilgerichtes des Bezirks, in dem sich der  
Sitz der Gesellschaft befindet, einen Vertreter  
der Schuldverschreibungsinhaber.

Sollen Schuldverschreibungen ganz oder teil-  
weise zurückbezahlt werden, und findet deren  
Inhaber sich nicht binnen einem Jahre von dem  
zur Zahlung festgesetzten Datum ein, so ist die  
schuldnerische Gesellschaft ermächtigt, die ge-  
schuldeten Summen zu hinterlegen. Diese Hinter-  
legung hat an der Depositen- und Hinterlegungs-  
kasse des Bezirks, wo sich der Gesellschaftssitz be-  
findet, zu geschehen.

**Art. 95.** Auf Antrag der erstbetreibenden Interessenten wird ein Kurator bestellt, welcher damit betraut ist, die Masse der Schuldverschrei-  
bungsinhaber in Verfahren zu vertreten, welche die Löschung oder die Zwangsversteigerung der belasteten Grundgüter anstreben. Die Bestellung  
geschieht nach Anhörung der Gesellschaft durch  
den Vorsitzenden des Zivilgerichtes des Bezirks,  
in dem die Gesellschaft ihren Sitz hat.

Der Kurator ist gehalten, die ihm infolge der  
in Absatz 1 des gegenwärtigen Artikels bezeich-  
neten Verfahren bezahlten Summen, binnen  
acht Tagen vom Empfange an, an der Depositen-  
und Hinterlegungskasse zu hinterlegen.

Les sommes ainsi consignées pour le compte des obligataires pourront être retirées sur mandats nominatifs ou au porteur émis par le curateur et visés par le président du tribunal. Le payement des mandats nominatifs aura lieu sur l'acquit des bénéficiaires; les mandats au porteur seront payés après avoir été acquittés par le curateur.

Aucun mandat ne sera délivré par le curateur que sur représentation de l'obligation. Le curateur mentionnera sur l'obligation la somme mandatée par lui.

**Art. 96.** Les sociétés anonymes ne peuvent émettre d'obligations remboursables par voie de tirage au sort à un taux supérieur au prix d'émission, qu'à la condition que les obligations rapportent 3 % d'intérêt au moins; que toutes soient remboursables par la même somme, et que le montant de l'annuité comprenant l'amortissement et les intérêts soit le même pendant toute la durée de l'emprunt.

Le montant de ces obligations ne pourra, en aucun cas, être supérieur au capital social versé.

**Art. 97.** Les dispositions de l'article qui précède ne s'appliquent pas aux émissions d'obligations toutes les fois que le taux d'émission ne sera pas inférieur de plus d'un dixième au taux de remboursement.

**Art. 98.** La condition résolutoire est toujours sous-entendue, dans le contrat de prêt réalisé sous la forme d'émission d'obligations, pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera point à son engagement.

Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention

Die so für Rechnung der Schuldverschreibungs-inhaber hinterlegten Summen können auf Vorlegung von auf Namen oder auf Inhaber lautenden, vom Kürator ausgestellten und den Sichtvermerk des Gerichtsvorsitzenden tragenden Anweisungen abgehoben werden. Die Zahlung der auf Namen lautenden Anweisungen geschieht gegen Quittung des Berechtigten; die auf Inhaber lautenden werden bezahlt, wenn sie vom Kürator quittiert sind.

Der Kürator kann eine Anweisung nur gegen Vorlegung der Schuldverschreibung aushändigen. Er muß auf der Schuldverschreibung die von ihm zur Zahlung angewiesene Summe vermerken.

**Art. 96.** Die anonymen Gesellschaften können Schuldverschreibungen, welche durch Ziehung zu einem den Emissionskurs übersteigenden Betrage zurückzuzahlen sind, nur ausgeben unter der Bedingung, daß dieselben wenigstens drei Prozent Zinsen tragen; daß sie alle mit derselben Summe rückzahlbar sind und daß die die Tilgung und die Zinsen begreifende Jahresrate für die ganze Dauer der Anleihe dieselbe bleibt.

Der Betrag dieser Schuldverschreibungen darf in keinem Falle das eingezahlte Gesellschaftskapital übersteigen.

**Art. 97.** Die Bestimmungen des vorhergehenden Artikels sind unanwendbar auf die Ausgabe von Schuldverschreibungen, wenn der Emissionskurs nicht um mehr als ein Zehntel unter dem Rückzahlungsbetrag ange setzt ist.

**Art. 98.** Kommt eine der beiden Parteien ihrer Verpflichtung nicht nach, so ist die auflösende Bedingung immer als in dem unter Form von Schuldverschreibungs ausgaben geschlossenen Darlehnsverträge enthalten angesehen.

In diesem Falle ist der Vertrag nicht von Rechts wegen aufgelöst. Die Partei, gegen welche die Verpflichtung nicht erfüllt worden ist, hat die Wahl die andere, wenn möglich, zur Ausführung

lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages-intérêts.

La résolution doit être demandée en justice, et il peut être accordé au défendeur un délai, selon les circonstances.

**§ 9. — De la durée et de la dissolution des sociétés anonymes.**

**Art. 99.** Les sociétés anonymes qui ont pour objet l'exploitation d'une concession accordée par le Gouvernement ou par des communes, peuvent être formées pour la durée de la concession.

La durée des autres sociétés ne peut excéder trente ans. S'il est stipulé une durée plus longue, elle est réduite à ce terme.

La société peut être successivement prorogée dans les conditions de l'art. 67, al. 5, pour un nouveau terme expirant dans les trente ans de la prorogation.

**Art. 100.** En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les conditions de l'art. 67, al. 5, la question de dissolution de la société. Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

**Art. 101.** La dissolution doit être prononcée sur la demande de tout intéressé lorsque six mois se sont écoulés depuis l'époque où le nombre des associés a été réduit à moins de sept.

**Section V. — Des sociétés en commandite par actions.**

**Art. 102.** La société en commandite par actions est celle que contractent un ou plusieurs actionnaires, indéfiniment et solidiairement responsables des engagements sociaux, avec des

des Vertrages zu zwingen oder dessen Auflösung mit Schadenersatz zu fordern.

Die Auflösung muß vor Gericht verlangt werden und je nach den Umständen kann dem Beklagten Frist gewährt werden.

**§ 9. — Von der Dauer und der Auflösung der anonymen Gesellschaften.**

**Art. 99.** Die anonymen Gesellschaften, welche den Betrieb einer von der Regierung oder Gemeinden gewährten Konzession zum Gegenstand haben, können für die Dauer dieser Konzession errichtet werden.

Die Dauer der übrigen Gesellschaften darf dreißig Jahre nicht überschreiten. Ist eine längere Dauer vereinbart, so ist sie auf jene herabzusetzen.

Die Gesellschaft kann nach und nach unter den Bedingungen des Art. 67, Abs. 5, für eine neue Frist verlängert werden, welche in dreißig Jahren von der Verlängerung abläuft.

**Art. 100.** Geht die Hälfte des Gesellschaftskapitals verloren, so müssen die Verwalter der unter den Bedingungen des Art. 67, Abs. 5 beschließenden Generalversammlung die Frage der Auflösung der Gesellschaft unterbreiten. Erreicht der Verlust drei Viertel des Kapitals, so kann die Auflösung von den Aktionären ausgesprochen werden, welche ein Viertel der in der Versammlung vertretenen Aktien besitzen.

**Art. 101.** Die Auflösung muß auf Antrag eines jeden Beteiligten ausgesprochen werden, wenn sechs Monate verflossen sind, seitdem die Zahl der Aktionäre unter sieben herabgegangen ist.

**Section V. — Von den Kommanditgesellschaften auf Aktien.**

**Art. 102.** Die Kommanditgesellschaft auf Aktien ist jene, welche von einem oder mehreren unbeschränkt und solidarisch für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft haftenden Aktionären mit

actionnaires qui n'engagent qu'une mise déterminée.

**Art. 103.** Les dispositions relatives aux sociétés anonymes sont applicables aux commandités par actions, sauf les modifications indiquées dans la présente section.

**Art. 104.** La société existe sous une raison sociale qui ne comprendra que le nom d'un ou de plusieurs associés responsables. Il peut y être ajouté une dénomination particulière ou la désignation de l'objet de son entreprise.

**Art. 105.** Si la société prend une dénomination particulière, dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanés d'elle, on doit trouver la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement de ces mots écrits lisiblement et en toutes lettres: Commandite par actions.

**Art. 106.** Les actions au porteur sont signées par les gérants et par deux commissaires.

La signature de l'un des gérants et de l'un des commissaires doit être manuscrite; les autres peuvent être apposées au moyen d'une griffe.

**Art. 107.** La gérance de la société appartient à un ou plusieurs associés, commandités, désignés par les statuts et dont les droits sont aussi fixés par les statuts.

Ils sont responsables comme fondateurs de la société.

**Art. 108.** L'actionnaire commanditaire qui prend la signature sociale même en vertu de procuration, ou dont le nom figure dans la raison sociale, encourt, à l'égard des tiers, les mêmes responsabilités que celles qu'édicté, pour les mêmes faits, l'art. 20 à l'égard du commanditaire de société en commandite simple.

solchen eingegangen wird, welche sich nur mit einer bestimmten Einlage beteiligen.

**Art. 103.** Die auf die anonymen Gesellschaften bezüglichen Bestimmungen sind, unbeschadet der durch gegenwärtige Sektion angegebenen Abweichungen, auf die Kommanditgesellschaften auf Aktien anzuwenden.

**Art. 104.** Die Gesellschaft besteht unter einer Gesellschaftsfirma, welche bloß den Namen einer oder mehrerer persönlich haftenden Gesellschafter enthalten darf. Es kann eine besondere Benennung oder Bezeichnung des Gegenstandes des Unternehmens hinzugefügt werden.

**Art. 105.** Nimmt die Gesellschaft eine besondere Benennung an, so muß sich in allen Urkunden Rechnungen, Anzeigen, Bekanntmachungen oder andern von ihr herrührenden Schriftstücken die Benennung der Gesellschaft vorfinden; vor oder unmittelbar nach derselben stehen leserlich und mit allen Buchstaben ausgegeschrieben folgende Worte: Kommanditgesellschaft auf Aktien.

**Art. 106.** Die Inhaberaktien sind durch die Geschäftsführer und zwei Kommissare unterzeichnet.

Die Unterschriften eines der Geschäftsführer und eines der Kommissare müssen handschriftlich vollzogen sein; die übrigen können mittels eines Namensstempels aufgedrückt werden.

**Art. 107.** Die Führung der Gesellschaft gehört einem oder mehreren persönlich haftenden Gesellschaftern, welche durch das Statut bezeichnet und deren Rechte ebendaselbst festgelegt sind.

Sie haften als Gründer der Gesellschaft.

**Art. 108.** Der Kommanditist, welcher für die Gesellschaft selbst kraft Vollmacht unterzeichnet oder dessen Name sich in der Gesellschaftsfirma vorfindet, unterliegt dritten Personen gegenüber der Haftpflicht, die für dieselben Handlungen durch Art. 20 gegen den Kommanditisten einer einfachen Kommanditgesellschaft verfügt ist.

**Art. 109.** La surveillance de la société doit être confiée à trois commissaires au moins.

**Art. 110.** Le conseil de surveillance peut donner ses avis sur les affaires que les gérants lui soumettent et autoriser les actes qui sortent de leurs pouvoirs.

**Art. 111.** Sauf disposition contraire des statuts, l'assemblée générale des actionnaires ne fait et ne ratifie les actes qui intéressent la société à l'égard des tiers ou qui modifient les statuts que d'accord avec les gérants.

Elle représente les actionnaires vis-à-vis des gérants.

**Art. 112.** Dans le cas de décès du gérant, ainsi que dans le cas d'incapacité légale ou d'empêchement, s'il a été stipulé que la société continuerait, les commissaires peuvent, s'il n'y est autrement pourvu par les statuts, désigner un administrateur, actionnaire ou non, qui fera les actes urgents et de simple administration, jusqu'à la réunion de l'assemblée générale.

L'administrateur, dans la quinzaine de sa nomination, convoquera l'assemblée générale suivant le mode déterminé par les statuts.

Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

#### Section VI. — Des sociétés coopératives.

§ 1<sup>er</sup>. — De la nature et de la constitution des sociétés coopératives.

**Art. 113.** La société coopérative est celle qui se compose d'associés dont le nombre ou les apports sont variables et dont les parts sont inaccessibles à des tiers.

**Art. 114.** La société coopérative n'existe pas sous une raison sociale; elle est qualifiée par une dénomination particulière.

La société doit être composée de sept personnes au moins.

**Art. 109.** Die Aufsicht der Gesellschaft muß wenigstens drei Kommissaren anvertraut sein.

**Art. 110.** Der Aufsichtsrat kann sein Gutachten abgeben über Geschäfte, welche die Geschäftsführer ihm unterbreiten und zu Handlungen ermächtigen, die über deren Befugnisse hinausgehen.

**Art. 111.** Unbeschadet gegenteiliger Bestimmung des Statuts schließt und genehmigt die Generalversammlung der Aktionäre Geschäfte, welche die Gesellschaft gegenüber dritten Personen angehen oder das Statut abändern, nur mit Einwilligung der Geschäftsführer.

Sie vertritt die Aktionäre den Geschäftsführern gegenüber.

**Art. 112.** Stirbt der Geschäftsführer, ist er gesetzlich unfähig oder verhindert und ist vereinbart daß die Gesellschaft weiterbesteht, so können die Kommissare, wenn die Statuten es nicht anders vorsehen, als Verwalter einen Aktionär oder andern bestellen, welcher die dringenden und einfachen Verwaltungsgeschäfte bis zum Zusammentritt der Generalversammlung vorzunehmen hat.

Der Verwalter hat binnen vierzehn Tagen von seiner Ernennung an die Generalversammlung auf die durch das Statut festgesetzte Weise einzuberufen.

Er haftet bloß für die Ausführung seines Auftrages.

#### Sektion VI. — Von den Genossenschaften.

§ 1. — Von der Natur und der Errichtung der Genossenschaften.

**Art. 113.** Die Genossenschaft besteht aus Gesellschaftern, deren Zahl und Einlagen veränderlich und deren Anteile an Dritte unübertragbar sind.

**Art. 114.** Die Genossenschaft besteht nicht unter einer Gesellschaftsfirma; sie wird nach einer besonderen Benennung bezeichnet.

Die Gesellschaft muß aus wenigstens sieben Personen bestehen.

Elle est administrée par un ou plusieurs mandataires, associés ou non associés, qui ne sont responsables que du mandat qu'ils ont reçu.

La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, associés ou non.

Les associés peuvent s'engager solidairement ou divisément, indéfiniment ou jusqu'à concurrence d'une certaine valeur.

**Art. 115.** L'acte constitutif de la société doit déterminer, à peine de nullité, les points suivants:

1<sup>o</sup> la dénomination de la société, son siège;

2<sup>o</sup> l'objet de la société;

3<sup>o</sup> la désignation précise des associés;

4<sup>o</sup> la manière dont le fonds social est ou sera ultérieurement formé, et son minimum de souscription immédiate.

Toutefois, ces nullités ne peuvent être opposées aux tiers par les associés; entre les associés, elles n'opèrent qu'à dater de la demande tendant à les faire prononcer.

**Art. 116.** L'acte indiquera en outre:

1<sup>o</sup> la durée de la société, qui ne peut excéder trente ans;

2<sup>o</sup> les conditions d'admission, de démission et d'exclusion des associés et les conditions de retrait de versements;

3<sup>o</sup> comment et par qui les affaires sociales seront administrées et contrôlées et, s'il y a lieu, le mode de nomination et de révocation des gérants, des administrateurs et des commissaires, l'étendue de leur pouvoir et la durée de leur mandat;

4<sup>o</sup> les pouvoirs de l'assemblée générale, les droits y conférés aux associés, le mode de convocation, la majorité requise pour la validité des délibérations, le mode de votation;

5<sup>o</sup> la répartition des bénéfices et des pertes;

Sie wird von einem oder mehreren Bevollmächtigten, Gesellschaftern oder andern, verwaltet, welche nur für den erhaltenen Auftrag haften.

Mit der Aufsicht der Gesellschaft sind ein oder mehrere Kommissare, Gesellschafter oder andere, betraut.

Die Gesellschafter können sich solidarisch oder geteilt, unbeschränkt oder bis zum Belaufe eines gewissen Betrages verpflichten.

**Art. 115.** Die Errichtungsurkunde der Gesellschaft hat bei Strafe der Richtigkeit folgende Punkte festzulegen:

1. die Benennung der Gesellschaft und ihren Sitz;

2. den Gegenstand der Gesellschaft;

3. die genaue Bezeichnung der Gesellschafter;

4. die Art auf welche das Gesellschaftskapital gebildet ist oder später gebildet wird, und den Mindestbetrag der sofortigen Zeichnung.

Jedoch können diese Richtigkeiten nicht Dritten durch die Gesellschafter entgegengehalten werden; unter Gesellschaftern wirken sie erst mit dem Tage der Richtigkeitsklage.

**Art. 116.** Die Urkunde gibt außerdem an:

1. die Dauer der Gesellschaft, welche dreißig Jahre nicht überschreiten kann;

2. die Bedingungen der Annahme, der Entlassung und des Ausschlusses der Gesellschafter sowie die Bedingungen der Zurücknahme der Einzahlungen;

3. auf welche Art und durch wen die Geschäfte der Gesellschaft verwaltet und beaufsichtigt werden und, gegebenenfalls, wie die Geschäftsführer, Verwalter und Kommissare ernannt und abberufen werden, sowie welche Ausdehnung ihre Befugnisse und welche Dauer ihr Auftrag haben;

4. die Befugnisse der Generalversammlung, die den Gesellschaftern in derselben verliehenen Rechte, den Einberufungsmodus, die für die Gültigkeit der Beschlüsse bedingte Mehrheit, die Art der Abstimmung;

5. die Verrechnung der Gewinne und Verluste;

6<sup>e</sup> l'étendue de la responsabilité des associés, s'ils sont tenus des engagements de la société solidairement ou divisément, sur tout leur patrimoine ou jusqu'à concurrence d'une somme déterminée seulement.

**Art. 117.** A défaut de dispositions sur les points indiqués en l'article précédent, ils seront réglés comme suit:

1<sup>e</sup> la société dure dix ans;

2<sup>e</sup> les associés peuvent se retirer de la société; ils ne peuvent en être exclus que pour inexécution du contrat; l'assemblée générale prononce les exclusions et les admissions et autorise les retraits de versements;

3<sup>e</sup> la société est gérée par un administrateur et surveillée par un commissaire, nommés, révoqués et délibérant de la même manière que dans les sociétés anonymes;

4<sup>e</sup> tous les associés peuvent voter dans l'assemblée générale; ils ont voix égale; les convocations se font par lettre recommandée, signée de l'administration; les pouvoirs de l'assemblée se déterminent et ses résolutions sont prises en suivant les règles indiquées pour les sociétés anonymes;

5<sup>e</sup> les bénéfices et les pertes se partagent chaque année, par moitié par parts égales entre les associés, et par moitié à raison de leur mise;

6<sup>e</sup> les associés sont tous tenus indéfiniment et solidairement.

**Art. 118.** Toute société coopérative doit tenir un registre contenant à sa première page l'acte constitutif de la société et indiquant à la suite de cet acte:

1<sup>e</sup> les noms, professions et demeures des sociétaires;

2<sup>e</sup> la date de leur admission, de leur démission ou de leur exclusion;

6. die Ausdehnung der Haftpflicht der Gesellschafter, und ob sie für die Verpflichtungen der Gesellschaft solidarisch oder geteilt mit ihrem ganzen Vermögen oder bis zum Betrage einer bestimmten Summe haften.

**Art. 117.** Bestehen keine Bestimmungen bezüglich der in vorhergehendem Artikel angegebenen Punkte, so sind sie folgendermaßen geregelt:

1. die Gesellschaft dauert zehn Jahre;

2. die Gesellschafter können aus der Gesellschaft austreten; sie können bloß wegen Nichtausführung des Vertrages ausgeschlossen werden; die Generalversammlung verfügt über den Ausschluß und die Annahme und ermächtigt zur Rücknahme der Einzahlungen;

3. die Gesellschaft wird von einem Verwalter geleitet und von einem Kommissar berücksichtigt; dieselben werden ernannt, abberufen und beschließen wie bei den anonymen Gesellschaften;

4. alle Gesellschafter dürfen in der Generalversammlung abstimmen; sie haben gleiche Stimmberechtigung; die Einberufungen geschehen mittels Einschreibebriefes, den die Verwaltung unterzeichnet; die Beschlüsse der Generalversammlung werden festgesetzt und deren Beschlüsse gefaßt nach den für die anonymen Gesellschaften aufgestellten Regeln;

5. die Gewinne und Verluste werden jedes Jahr zur Hälfte und auf gleiche Teile unter die Gesellschafter und zur Hälfte nach Maßgabe ihrer Einlagen verteilt;

6. die Gesellschafter haften unbeschränkt und solidarisch.

**Art. 118.** Jede Genossenschaft muß ein Buch führen, welches auf der ersten Seite die Errichtungsurkunden enthält und welches im Anschluß an diese Urkunden angibt:

1. die Namen, Stand und Wohnsitz der Gesellschafter;

2. das Datum ihrer Annahme, ihres Austrittes oder Ausschlusses;

3<sup>e</sup> le compte des sommes versées ou retirées par chacun d'eux;

4<sup>e</sup> la date des revisions opérées et les noms des reviseurs.

Ce livre sera coté, paraphé et visé soit par un des juges du tribunal de commerce, soit par le bourgmestre de la commune, et sans frais.

Le paraphe pourra être remplacé par le sceau du tribunal ou de l'administration communale.

La mention des retraits de mise est signée par le sociétaire qui les a opérés.

#### § 2. — Des changements dans le personnel et du fonds social.

**Art. 119.** La qualité de sociétaire, ainsi que le nombre de parts sociales dont chacun se trouve à tout moment être titulaire, sont constatés, indépendamment des autres moyens de preuve du droit commercial, par l'apposition de leur signature, précédée de la date, en regard de leur nom, sur le registre de la société.

**Art. 120.** Lorsque les associés ont le droit de se retirer, ils ne peuvent donner leur démission que dans les six premiers mois de l'année sociale.

**Art. 121.** La démission est constatée par la mention du fait sur le titre de l'associé et sur le registre de la société, en marge du nom du démissionnaire.

Ces mentions sont datées et signées par l'associé et par un administrateur.

**Art. 122.** Si les administrateurs refusent de constater la démission, ou si le démissionnaire ne sait ou ne peut signer, elle est reçue au greffe de la justice de paix du siège social.

Le greffier en dresse procès-verbal et en donne

3. die Aufstellung der von jedem derselben eingezahlten oder zurückgenommenen Summen;

4. das Datum der stattgefundenen Revisionen und die Namen der Revisoren.

Dieses Buch wird kostenlos von einem Richter des Handelsgerichtes oder dem Bürgermeister der Gemeinde mit Seitenzahl, Namenszug und Sichtvermerk versehen.

Der Namenszug kann durch den Stempel des Gerichtes oder der Gemeindeverwaltung ersehen werden.

Der Vermerk der Zurücknahme von Einzahlungen ist unterschrieben von dem Gesellschafter, der sie vorgenommen hat.

#### § 2. — Von den Veränderungen im Personal und vom Gesellschaftsvermögen.

**Art. 119.** Unabhängig von den andren Weismitteln des Handelsrechtes, wird die Eigenschaft als Gesellschafter sowie die Zahl der Gesellschaftsanteile, die ein jeder zu jeder Zeit besitzt, durch die Anbringung seiner Unterschrift, vor welcher seinem Namen gegenüber das Datum steht, dargetan.

**Art. 120.** Haben die Gesellschafter das Recht auszutreten, so können sie ihre Entlassung nur in den ersten sechs Monaten des Gesellschaftsjahres einreichen.

**Art. 121.** Die Entlassung wird dargetan durch Erwähnung der Begebenheit auf dem Anteilschein des Gesellschafters und im Buche der Gesellschaft gegenüber dem Namen des Austrittenden.

Diese Vermerke sind datiert und von dem Gesellschafter sowie einem Verwalter unterschrieben.

**Art. 122.** Weigern sich die Verwalter, die Entlassung zu vermerken, kann der Austrittende nicht unterzeichnen oder vermöge er es nicht, so wird dieselbe auf der Kanzlei des Friedensgerichtes des Sitzes der Gesellschaft entgegengenommen.

Der Sekretär nimmt hierüber Protokoll auf  
90.

connaissance à la société par lettre recommandée, envoyée dans les vingt-quatre heures.

Le procès-verbal est sur papier libre et enregistré gratis.

**Art. 123.** L'exclusion de la société résulte d'un procès-verbal dressé et signé par un administrateur. Ce procès-verbal relate les faits établissant que l'exclusion a été prononcée conformément aux statuts; il est transcrit sur le registre des membres de la société et copie conforme en est adressée au sociétaire exclu, dans les deux jours, par lettre recommandée.

**Art. 124.** L'associé démissionnaire ou exclu ne peut provoquer la liquidation de la société; il a droit à recevoir sa part telle qu'elle résultera du bilan de l'année sociale pendant laquelle la démission a été donnée ou l'exclusion prononcée.

**Art. 125.** En cas de décès, de faillite, de concordat préventif, de déconfiture ou d'interdiction d'un associé, ses héritiers, créanciers ou représentants recourent sa part de la manière déterminée par l'art. 124.

Ils ne peuvent provoquer la liquidation de la société.

**Art. 126.** Tout sociétaire démissionnaire ou exclu reste personnellement tenu, dans les limites où il s'est engagé et pendant cinq ans à partir de la publication de sa démission ou de son exclusion, sauf le cas de prescription plus courte établie par la loi, de tous les engagements contractés avant la fin de l'année dans laquelle sa retraite a été publiée.

Les mêmes règles sont applicables dans les cas prévus par l'art. 125.

und macht der Gesellschaft durch einen innerhalb vierundzwanzig Stunden abgesandten Einschreibebrief diesbezügliche Mitteilung.

Das Protokoll wird auf stempelfreies Papier errichtet und gebührenfrei gebucht.

**Art. 123.** Der Ausschluß aus der Gesellschaft ergibt sich aus einem von einem Verwalter aufgenommenen und unterschriebenen Protokoll. Dieses Protokoll berichtet über die Umstände, welche beweisen, daß der Ausschluß statutengemäß erfolgt ist: es wird in das Buch der Gesellschaftsmitglieder übertragen und in gleichlautender Abschrift dem ausgeschlossenen Gesellschafter innerhalb zweier Tagen mittels Einschreibebriefs zugesandt.

**Art. 124.** Der austretende oder ausgeschlossene Gesellschafter kann die Liquidation der Gesellschaft nicht erwirken; er hat das Recht, seinen Anteil zu erhalten, so wie er sich aus der Bilanz des Gesellschaftsjahrs, während welchem die Entlassung eingereicht ward oder der Ausschluß erfolgt ist, ergibt.

**Art. 125.** Im Falle des Todes, des Fallimentes, des Präventivfondates, der Zahlungsunfähigkeit oder der Entmündigung eines Gesellschafters, entheben seine Erben, Gläubiger oder Vertreter seinen Anteil wie es durch Art. 124 bestimmt ist.

Sie können die Liquidation der Gesellschaft nicht erwirken.

**Art. 126.** Unbeschadet einer kürzeren, durch das Gesetz begründeten Verjährung haftet jeder austretende oder ausgeschlossene Gesellschafter persönlich während fünf Jahren von der Veröffentlichung seiner Entlassung oder seines Ausschlusses an für alle von ihm vor Schluss des Jahres, in welchem sein Abgang veröffentlicht wurde, eingegangenen Verbindlichkeiten.

Dieselben Regel sind auf die durch Art. 125 vorgesehenen Fälle anwendbar.

**Art. 127.** Les droits de chaque associé sont représentés par un titre nominatif, qui porte la dénomination de la société, les nom, prénoms, qualité et demeure du titulaire, la date de son admission, de ses souscriptions successives et de sa démission, le tout signé par le titulaire et par un administrateur.

Il mentionne, par ordre de date, les versements et les retraits de sommes par le titulaire. Ces annotations sont, selon le cas, signées par un administrateur ou par le titulaire et valent quittance.

Il contient les statuts de la société.

Il est exempt du timbre et de l'enregistrement.

**Art. 128.** Les créanciers personnels de l'associé ne peuvent saisir que les intérêts et les dividendes lui revenant et la part qui lui sera attribuée à la dissolution de la société.

### § 3. — Des mesures dans l'intérêt des tiers.

**Art. 129.** Chaque année, à l'époque fixée par les statuts, l'administration dresse un inventaire et établit le bilan et le compte des profits et pertes dans la forme prescrite par l'art. 72.

Une réserve sera constituée de la manière déterminée par le dit article.

**Art. 130.** Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanées des sociétés coopératives, on doit trouver la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement de ces mots, écrits lisiblement et en toutes lettres: Société coopérative.

**Art. 131.** Tout agent d'une société coopérative qui interviendra pour celle-ci dans un acte où la prescription de l'article précédent ne sera pas remplie, pourra, suivant les circonstances,

**Art. 127.** Die Rechte eines jeden Gesellschafters werden dargestellt durch ein Wertpapier, welches die Benennung der Gesellschaft, die Namen, Vornamen, Stand und Wohnsitz des Inhabers, das Datum seiner Annahme, seiner nacheinanderfolgenden Zeichnungen sowie seiner Entlassung enthält; das Ganze muß vom Inhaber und einem Verwalter unterschrieben sein.

Es erwähnt der Zeitfolge nach die vom Inhaber gemachten Einzahlungen und Zurücknahmen von Geldern. Diese Aufzeichnungen sind je nachdem von einem Verwalter oder von dem Inhaber unterzeichnet und gelten als Quittung.

Es enthält das Statut der Gesellschaft.

Es ist vom Stempel und der Buchung befreit.

**Art. 128.** Die persönlichen Gläubiger des Gesellschafters können bloß die ihm zustehenden Zinsen und Dividende sowie den ihm bei Auflösung der Gesellschaft zugewiesenen Anteil beanspruchen.

### § 3. — Von den Maßnahmen zugunsten dritter Personen.

**Art. 129.** Jedes Jahr stellt die Verwaltung zu der durch das Statut festgesetzten Zeit und in der durch Art. 72 vorgeschriebenen Form das Inventar, die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung auf.

Ein Reservefonds muß auf die durch besagten Artikel festgesetzte Weise gebildet werden.

**Art. 130.** In allen Urkunden, Rechnungen, Anzeigen, Veröffentlichungen und anderen von den Genossenschaften ausgehenden Schriftstücken muß sich die Benennung der Gesellschaft vorfinden; vor oder unmittelbar nach dieser Benennung steht leserlich und mit allen Buchstaben ausgeschrieben folgende, Wort: Genossenschaft.

**Art. 131.** Tritt ein Angestellter einer Genossenschaft für diese in einer Urkunde auf, in welcher die Vorchrift des vorhergehenden Artikels nicht beobachtet wurde, so kann er, je nach den Umständen,

à défaut de la société, être déclaré personnellement responsable des engagements qui y sont pris par la société.

**Art. 132.** Le bilan et le compte des profits et pertes seront déposés, dans la quinzaine après leur approbation, au greffe du tribunal de commerce du siège de la société.

**Art. 133.** Ceux qui gèrent la société devront déposer tous les six mois, au même greffe, une liste indiquant par ordre alphabétique les noms, professions et demeures de tous les associés, datée et certifiée véritable par les signataires.

Ceux-ci seront responsables de toute fausse énonciation dans les dites listes.

**Art. 134.** Dans les huit jours de leur nomination, les gérants doivent déposer au greffe du tribunal de commerce un extrait de l'acte constatant leur nomination et leur pouvoir.

Ils doivent donner leur signature en présence du greffier, ou la faire parvenir au greffe dans la forme authentique.

**Art. 135.** Le public est admis à prendre gratuitement connaissance des listes des membres, des actes conférant la gérance et des bilans. Chacun peut en demander copie, sur papier libre, moyennant paiement des frais de greffe.

**Art. 136.** Les sociétés coopératives pourront se fédérer pour poursuivre en commun, en tout ou en partie, les objets prévus par leurs statuts, ou pour assurer l'accomplissement de leurs obligations légales et réglementaires.

Les fédérations constitueront une individualité juridique distincte de celle des sociétés qui les composent.

Elles seront soumises aux dispositions con-

cernant l'administration de la société, mais elles ne pourront être tenues responsables que dans la mesure où elles ont été délibérément et volontairement complices de l'infraction.

**Art. 132.** Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung müssen binnen vierzehn Tagen nach ihrer Genehmigung auf der Kanzlei des Handelsgerichtes des Gesellschaftssitzes niedergelegt werden.

**Art. 133.** Die Geschäftsführer der Gesellschaft müssen alle sechs Monate auf derselben Kanzlei eine Liste niedersetzen, welche in alphabetischer Reihenfolge Namen, Stand und Wohnsitz aller Gesellschafter angibt und welche als wahrhaftig von den Unterzeichnern bescheinigt ist.

Diese haften für jede falsche Angabe in besagten Listen.

**Art. 134.** Die Geschäftsführer müssen binnen acht Tagen von ihrer Ernennung auf der Kanzlei des Handelsgerichtes einen Auszug der Urkunde niedersetzen, die ihre Ernennung und ihre Vollmacht darstellt.

Sie müssen ihre Unterschrift in Gegenwart des Sekretärs vollziehen oder dieselbe der Kanzlei in authentischer Form zuführen lassen.

**Art. 135.** Das Publikum darf kostenlos Kenntnis von der Mitgliederliste, der die Geschäftsführung übertragenden Urkunden und der Bilanzen nehmen. Jeder kann gegen Zahlung der Kanzleigebühren Abschrift auf stempelfreiem Papier verlangen.

**Art. 136.** Die Genossenschaften können sich unter einander vereinigen, um gemeinschaftlich die durch ihr Statut vorgesehenen Ziele ganz oder teilweise zu verfolgen oder die Erfüllung ihrer gesetzlichen und reglementarischen Verpflichtungen zu sichern.

Die Vereinigungen bilden eine juristische Persönlichkeit welche verschieden ist von derjenigen der sie zusammensetgenden Gesellschaften.

Sie unterliegen den die Genossenschaften be-

cernant les sociétés coopératives, sauf qu'il appartiendra à un règlement d'administration publique de compléter ces dispositions et même de les modifier, pour autant qu'elles s'appliqueront aux fédérations.

**Art. 137.** L'organisation et la gestion des sociétés coopératives sont soumises au contrôle du Gouvernement. Un règlement d'administration publique déterminera l'exercice de ce contrôle. Il établira notamment le nombre, l'étendue et le mode des revisions, ainsi que les conditions auxquelles le droit de nommer les réviseurs pourra être conféré aux fédérations.

En cas de violation des prescriptions sur les revisions, les administrateurs des fédérations et des sociétés seront personnellement et solidairement responsables du préjudice résultant de cette violation.

#### Section VII. — *Des associations momentanées et des associations en participation.*

**Art. 138.** L'association momentanée est celle qui a pour objet de traiter, sans raison sociale, une ou plusieurs opérations de commerce déterminées.

Les associés sont tenus solidairement envers les tiers avec qui ils ont traité.

**Art. 139.** L'association en participation est celle par laquelle une ou plusieurs personnes s'intéressent dans des opérations qu'une ou plusieurs autres personnes gèrent en leur propre nom.

Les gérants sont tenus solidairement envers les tiers avec qui ils ont traité.

**Art. 140.** Les associations momentanées et les associations en participation ont lieu entre les associés pour les objets, dans les formes avec

treffenden Bestimmungen, welche jedoch durch öffentliches Verwaltungsreglement vervollständigt oder sogar abgeändert werden können, insfern sie sich auf die Vereinigungen anwenden.

**Art. 137.** Die Bildung und die Geschäftsführung der Genossenschaften sind der Aufsicht der Regierung unterworfen. Ein öffentliches Verwaltungsreglement hat die Ausübung dieser Aufsicht zu bestimmen. Es hat hauptsächlich die Zahl, die Ausdehnung und die Weise der Revisionen, sowie die Bedingungen aufzustellen, unter welchen das Recht, Revisoren zu ernennen, den Vereinigungen verliehen werden kann.

Die Verwalter der Vereinigungen und der Genossenschaften sind persönlich und solidarisch haftbar für den aus einer Übertretung der Vorschriften über die Revisionen entstehenden Schaden.

Section VII.—Von den vorübergehenden Vereinigungen und solchen für gemeinschaftliche Rechnung.

**Art. 138.** Die vorübergehende Vereinigung hat zum Zwecke ohne Gesellschaftsfirma eine oder mehrere Handelsgeschäfte abzuschließen.

Die Gesellschafter sind solidarisch den dritten Personen gegenüber gehalten, mit denen sie gehandelt haben.

**Art. 139.** Die Vereinigung für gemeinschaftliche Rechnung ist vorhanden, wenn eine oder mehrere Personen sich an Geschäften beteiligen, die eine oder mehrere andere Personen auf ihren eigenen Namen betreiben.

Die Geschäftsführer sind solidarisch dritten Personen gegenüber gehalten, mit denen sie gehandelt haben.

**Art. 140.** Die vorübergehenden Handelsvereinigungen und solche für gemeinschaftliche Rechnung bestehen unter den Gesellschaftern für

les proportions d'intérêt et aux conditions convenus entre eux.

#### Section VIII. — *De la liquidation des sociétés.*

**Art. 141.** Les sociétés commerciales sont, après leur dissolution, réputées exister pour leur liquidation.

Toutes les pièces émanées d'une société dissoute mentionneront qu'elle est en liquidation.

**Art. 142.** A défaut de convention contraire, le mode de liquidation est déterminé et les liquidateurs sont nommés par l'assemblée générale des associés. Lorsqu'il existe dans les sociétés anonymes et dans les sociétés en commandite par actions plusieurs catégories d'actions et que la délibération de l'assemblée générale est de nature à modifier leurs droits respectifs, la délibération doit, pour être valable, réunir dans chaque catégorie les conditions de présence et de majorité requises par l'art. 67. Dans les sociétés en nom collectif et dans les sociétés en commandite simple, les décisions ne sont valablement prises que par l'assentiment de la moitié des associés possédant les trois quarts de l'avoir social; à défaut de cette majorité, il est statué par les tribunaux.

Dans les cas de nullité de société, les tribunaux peuvent déterminer le mode de liquidation et nommer les liquidateurs.

Quand il y a plusieurs liquidateurs, ils forment collège qui délibère suivant le mode fixé à l'art. 64.

**Art. 143.** A défaut de nomination de liquidateurs, les associés-gérants dans les sociétés en nom collectif ou en commandite, et les administrateurs dans les sociétés anonymes et dans les sociétés coopératives, seront, à l'égard des tiers, considérés comme liquidateurs.

die Geschäfte, unter den Formen, in dem Beteiligungsverhältnis und unter den Bedingungen, wie unter ihnen abgemacht ist.

#### Sektion VIII. — Von der Liquidation der Gesellschaften.

**Art. 141.** Nach erfolgter Auflösung werden die Gesellschaften als für ihre Liquidation weiterbestehend betrachtet.

Alle von einer aufgelösten Gesellschaft herrührenden Schriftstücke müssen erwähnen, daß sie in Liquidation ist.

**Art. 142.** Mangels gegenseitiger Übereinkunft setzt die Generalversammlung der Gesellschafter den Liquidationsmodus fest und ernennt die Liquidatoren. Bestehen in den anonymen Gesellschaften und in den Kommanditgesellschaften auf Aktien mehrere Kategorien von Aktien und ist der Beschluß der Generalversammlung derart, daß er deren respective Rechte abändert, so muß er, um gültig zu sein, in jeder Kategorie die durch Art. 67 geforderten Bedingungen der Anwesenheit und Mehrheit vereinen. Für die offenen Handelsgesellschaften und die einfachen Kommanditgesellschaften sind die Beschlüsse nur gültig, wenn sie mit Zustimmung der Hälfte der Gesellschafter gefasst sind, welche drei Viertel des Gesellschaftsvermögens besitzen; fehlt diese Mehrheit, so haben die Gerichte zu befinden.

Ist die Gesellschaft nichtig, so können die Gerichte den Liquidationsmodus festsetzen und die Liquidatoren bestellen.

Sind mehrere Liquidatoren bestellt, so bilden sie ein Kollegium, das auf die durch Art. 64 festgesetzte Weise beschließt.

**Art. 143.** Sind keine Liquidatoren ernannt worden, so sind in den offenen Handels- oder Kommanditgesellschaften die geschäftsführenden Gesellschafter und, in den anonymen Gesellschaften und Genossenschaften, die Verwalter dritter Personen gegenüber als Liquidatoren zu betrachten.

**Art. 144.** À défaut de dispositions contraires dans les statuts ou dans l'acte de nomination, les liquidateurs peuvent intenter et soutenir toutes actions pour la société, recevoir tous payements, donner main-levée avec ou sans quittance, réaliser toutes les valeurs mobilières de la société, endosser tous effets de commerce, transiger ou compromettre sur toutes contestations. Ils peuvent aliéner les immeubles de la société par adjudication publique, s'ils jugent la vente nécessaire pour payer les dettes sociales ou si le nombre des associés est de sept ou plus.

**Art. 145.** Ils peuvent, mais seulement avec l'autorisation de l'assemblée générale des associés, donnée conformément à l'art. 142, continuer jusqu'à réalisation l'industrie ou le commerce de la société, emprunter pour payer les dettes sociales, créer des effets de commerce, hypothéquer les biens de la société, les donner en gage, aliéner ses immeubles, même de gré à gré, et faire apport de l'avoir social dans d'autres sociétés.

**Art. 146.** Les liquidateurs peuvent exiger des associés le paiement des sommes qu'ils se sont engagés à verser dans la société et que les liquidateurs jugent nécessaires au règlement de la liquidation.

**Art. 147.** Les liquidateurs, sans préjudice des droits des créanciers privilégiés et hypothécaires, payeront toutes les dettes de la société, proportionnellement et sans distinction entre les dettes exigibles et les dettes non exigibles, sous déduction de l'escompte pour celles-ci.

Ils pourront cependant, sous leur garantie personnelle, payer d'abord les créances exigibles, si l'actif dépasse notablement le passif ou si les créances à terme ont une garantie suffisante.

**Art. 144.** Mangels gegenteiliger Bestimmungen in dem Statut oder der Ernennungsurkunde können die Liquidatoren für die Gesellschaft alle Klagen anstrengen und führen, alle Zahlungen entgegennehmen, mit oder ohne Quittung Ab- schung bewilligen, alle beweglichen Werte der Gesellschaft versilbern, alle Handelspapiere in- dossieren, über alle Streitigkeiten Vergleiche schließen und Kompromisse eingehen. Sie kön- nen in öffentlicher Versteigerung die Grundgüter der Gesellschaft veräußern, wenn sie den Verkauf zur Zahlung der Gesellschaftsschulden als not- wendig erachten oder wenn die Zahl der Ge- sell- schafter sieben oder mehr beträgt.

**Art. 145.** Nur mit der gemäß Art. 142 gege- benen Ernächtigung der Generalversammlung der Gesellschafter können die Liquidatoren bis zur Verfilberung das Gewerbe und den Handel der Gesellschaft weiterbetreiben, Anleihen zur Begleichung der Gesellschaftsschulden machen, Handelspapiere ausstellen, die Güter der Ge- sell- schaft hypothekarisch belasten, dieselben zum Pfand bestellen, Grundgüter sogar freihändig verkaufen und das Gesellschaftsvermögen in andere Gesellschaften einschießen.

**Art. 146.** Die Liquidatoren können von den Gesellschaftern die Summen verlangen, welche sie in die Gesellschaft einzuzahlen sich verpflichtet haben und welche sie zur Beendigung der Liqui- dation als notwendig erachten.

**Art. 147.** Unbeschadet der Rechte der bevor- rechtigten und Hypothekengläubiger, bezahlen die Liquidatoren alle Schulden der Gesellschaft verhältnismäßig, gleich ob dieselben fällig sind oder nicht, nur daß in letzterem Falle der Dis- kont in Abzug gebracht wird.

Sie können jedoch, unter ihrer persönlichen Haftpflicht und unbeschadet des Rechtes der Gläubiger vor Gericht zu gehen, zunächst die fälligen Forderungen bezahlen, wenn die Ultiva-

sante et sauf le droit des créanciers de recourir aux tribunaux.

**Art. 148.** Après le paiement ou la consignation des sommes nécessaires au paiement des dettes, les liquidateurs distribueront aux sociétaires les sommes ou valeurs qui peuvent former des réparations égales; ils leur remettront les biens qui auraient dû être conservés pour être partagés.

Ils peuvent, moyennant l'autorisation indiquée en l'art. 145, racheter les actions ou parts sociales de la société soit à la Bourse, soit par souscription ou soumission, auxquelles tous les sociétaires seraient admis à participer.

**Art. 149.** Les liquidateurs sont responsables, tant envers les tiers qu'envers la société, de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

**Art. 150.** Chaque année, les résultats de la liquidation sont soumis à l'assemblée générale de la société, avec l'indication des causes qui ont empêché la liquidation d'être terminée. Dans les sociétés anonymes le bilan est, en outre, publié.

**Art. 151.** Lorsque la liquidation sera terminée, les liquidateurs feront un rapport à l'assemblée générale sur l'emploi des valeurs sociales et soumettront les comptes et pièces à l'appui. L'assemblée nommera des commissaires pour examiner ces documents et fixera une nouvelle réunion dans laquelle il sera statué, après le rapport des commissaires, sur la gestion des liquidateurs.

La clôture de la liquidation sera publiée conformément à l'art. 9.

Cette publication comprendra en outre:

1<sup>o</sup> l'indication de l'endroit désigné par l'assemblée générale, où les livres et documents

die Passiva bedeutend übersteigen oder wenn die befristeten Forderungen hinreichend Sicherheit bieten.

**Art. 148.** Nach Bezahlung oder Hinterlegung der zur Begleichung der Schulden benötigten Beträge, müssen die Liquidatoren den Gesellschaftern die Beträge oder Werte verteilen, welche gleiche Verteilung vertragen; sie übergeben ihnen die Güter, welche hätten behalten werden müssen, um verteilt zu werden.

Mittels der in Art. 145 angegebenen Ermächtigung können sie die Aktien oder Gesellschaftsanteile zurückkaufen entweder an der Börse oder durch Bezeichnung oder schriftliche Anbietung, an denen die Gesellschafter teilnehmen können.

**Art. 149.** Die Liquidatoren haften sowohl dritten Personen als auch den Gesellschaftern gegenüber für die Ausführung ihres Auftrages und für die bei der Geschäftsführung begangenen Fehler.

**Art. 150.** Jedes Jahr werden die Ergebnisse der Liquidation der Generalversammlung der Gesellschaft unterbreitet, mit Angabe der Ursachen welche die Beendigung der Liquidation verhindert haben. Bei den Aktiengesellschaften wird außerdem die Bilanz veröffentlicht.

**Art. 151.** Ist die Liquidation beendet, so müssen die Liquidatoren der Generalversammlung Bericht über die Verwendung der Gesellschaftswerte erstatten und die Rechnungen mit Belegstücken vorlegen. Die Versammlung ernennt Kommissare zur Prüfung dieser Schriften und setzt einen neuen Zusammensatz an, in welcher auf den Bericht der Kommissare über die Geschäftsführung der Liquidatoren basieren wird.

Der Abschluß der Liquidation muß gemäß Art. 9 veröffentlicht werden.

Diese Veröffentlichung enthält außerdem:

1. die Angabe des durch die Generalversammlung bezeichneten Ortes, an dem die Bücher und

sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans au moins;

2° l'indication des mesures prises en vue de la consignation des sommes et valeurs revenant aux créanciers ou aux associés et dont la remise n'aurait pu leur être faite.

#### Section IX. — *Des actions et des prescriptions.*

**Art. 152.** Aucun jugement à raison d'engagements de la société, portant condamnation personnelle des associés en nom collectif ou en commandite simple, des associés commandités de commandite par actions et des associés de coopérative à engagement illimité, ne peut être rendu avant qu'il n'y ait condamnation contre la société.

**Art. 153.** Les créanciers peuvent, dans toutes les sociétés, faire décréter par justice les versements stipulés aux statuts et qui sont nécessaires à la conservation de leurs droits; la société peut écarter l'action en remboursant leur créance à sa valeur, après déduction de l'estcompte.

Les gérants ou administrateurs sont personnellement obligés d'exécuter les jugements rendus à cette fin.

Les créanciers peuvent exercer, conformément à l'art. 1166 du Code civil, contre les associés ou actionnaires, les droits de la société quant aux versements à faire et qui sont exigibles en vertu des statuts, de décisions sociales ou de jugements.

**Art. 154.** Le tribunal de commerce peut, dans des circonstances exceptionnelles, sur requête d'actionnaires et de coopérants possédant le cinquième des intérêts sociaux, signifiée avec assignation à la société, nommer un ou plusieurs

Schriften der Gesellschaft niedergelegt und während wenigstens fünf Jahren aufbewahrt werden müssen;

2. die Angabe der Maßnahmen, welche getroffen worden sind hinsichtlich der den Gläubigern oder Gesellschaftern zukommenden Gelder und Werte, welche denselben nicht übergeben werden konnten.

#### Sektion IX. — *von den Klagen und Verjährungen.*

**Art. 152.** In Ansehung von Verpflichtungen der Gesellschaft kann kein Erkenntnis ergehen, daß die persönliche Verurteilung der Gesellschafter einer offenen Handels- oder einfachen Kommanditgesellschaft, der Kommanditirten Gesellschafter einer Kommanditgesellschaft auf Aktien und der Gesellschafter einer Genossenschaft mit unbeschränkter Haftung ausspricht, wenn nicht vorher die Verurteilung der Gesellschaft erfolgt ist.

**Art. 153.** In allen Gesellschaften können die Gläubiger gerichtlich die in dem Statut vereinbarten und zur Wahrung ihrer Rechte nötigen Einzahlungen verordnen lassen; die Gesellschaft kann die Klage von der Hand weisen, indem sie den Betrag der Forderung nach Abzug des Diskont auszahlt.

Die Geschäftsführer oder Verwalter sind persönlich gehalten, die dieserhalb ergangenen Urteile zu vollstrecken.

Bezüglich der zu leistenden und Kraft des Statuts, gesellschaftlicher Beschlüsse oder Urteile fälligen Einzahlungen, können die Gläubiger gemäß Art. 1166 des bürgerlichen Gesetzbuches gegen die Gesellschafter oder Aktionäre die Rechte der Gesellschaft ausüben.

**Art. 154.** In Ausnahmefällen kann das Handelsgericht auf einen der Gesellschaft mit Vorladung zugestellten Antrag von Aktionären oder Genossen, welche ein Fünftel der Gesellschaftswerte besitzen, einen oder mehrere Kommissare

commissaires ayant pour mission de vérifier les livres et comptes de la société.

Il entend les parties en chambre du conseil et statue en audience publique.

Le jugement précisera les points sur lesquels portera l'investigation et fixera la consignation préalable à effectuer pour le paiement des frais; ces frais pourront être compris dans ceux de l'instance auxquels donneraient lieu les faits constatés.

Le rapport sera déposé au greffe.

**Art. 155.** Les associés meimentanés seront assignés directement et individuellement.

Il n'y a entre les tiers et le participant, qui s'est tenu dans les termes d'une simple participation, aucune action directe.

**Art. 156.** Les actions contre les sociétés se prescrivent dans le même temps que les actions contre les particuliers.

**Art. 157.** Sont prescrites par cinq ans:

toutes actions de tiers contre les associés ou actionnaires à partir de la publication, soit de leur retraite de la société, soit d'un acte de dissolution, soit de l'arrivée de son terme contractuel;

toutes actions de tiers en restitution de dividendes indûment distribués, à partir de la distribution;

toutes actions contre les liquidateurs, en cette qualité, à partir de la publication prescrite par l'art. 151;

toutes actions contre les gérants, administrateurs, commissaires, liquidateurs, pour faits de leurs fonctions, à partir de ces faits ou, s'ils auront été célés par dol, à partir de la découverte de ces faits;

toutes actions en nullité d'une société par actions ou d'une société coopérative, à partir de la publication, lorsque le contrat a reçu son exécution pendant cinq ans au moins, sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient dus.

zur Prüfung der Bücher und Rechnungen der Gesellschaft bestellen.

Es hört die Partien in der Nationalversammlung und entscheidet in öffentlicher Sitzung.

Das Urteil bezeichnet die Punkte, auf die sich die Untersuchung zu erstrecken hat und setzt die zur Deckung der Kosten vorher zu hinterlegende Summe fest; diese Kosten können zu denjenigen der Instanz geschlagen werden, die durch die festgestellten Tatsachen veranlaßt würde.

Der Bericht ist auf der Kanzlei niederzulegen.

**Art. 155.** Die vorübergehenden Gesellschafter sind unmittelbar und persönlich zu laden.

Zwischen dritten Personen und dem Teilhaber der sich auf eine einfache Teilnahme beschränkt, besteht keine unmittelbare Klage.

**Art. 156.** Die Klagen gegen die Gesellschaften verjähren in derselben Frist wie die Klagen gegen Einzelpersonen.

**Art. 157.** In fünf Jahren sind verjährt:

alle Klagen dritter Personen gegen die Gesellschafter oder Aktionäre vom Tage der Veröffentlichung entweder ihres Ausscheidens aus der Gesellschaft, oder einer Auflösungsurkunde oder des Ablaufes der vereinbarten Bestandzeit;

alle Klagen dritter Personen auf Rückerstattung zu unrecht verteilter Dividende, von der Verteilung an;

alle Klagen gegen die Liquidatoren, in dieser Eigenschaft, von der durch Art. 151 vorgeschriebenen Veröffentlichung an;

alle Klagen gegen die Geschäftsführer, Verwalter, Kommissare, Liquidatoren, wegen Handlungen in ihrem Amte, von diesen Handlungen an, oder wenn sie bößlich verheimlicht wurden, von ihrer Entdeckung an;

alle Klagen auf Nichtigkeit einer Aktiengesellschaft, einer Genossenschaft, von der Veröffentlichung an, wenn der Vertrag wenigstens während fünf Jahren zur Ausführung gelangt ist, unbeschadet des etwa geschuldeten Schadener-

Toutefois, la nullité des sociétés dont l'existence est contraire à la loi peut être demandée, même après la prescription accomplie, mais dans ce cas la nullité n'opère que pour l'avenir.

*Section X. — Des sociétés constituées en pays étranger.*

**Art. 158.** Toutes sociétés ou associations constituées ou ayant leur siège en pays étranger pourront faire leurs opérations et ester en justice dans le Grand-Duché.

**Art. 159.** Toute société dont le principal établissement est dans le Grand-Duché, est soumise à la loi luxembourgeoise, bien que l'acte constitutif ait été passé en pays étranger.

**Art. 160.** Les articles relatifs à la publication des actes et des bilans et les art. 76, 105 et 130 sont applicables aux sociétés étrangères commerciales ou constituées dans les formes des sociétés de commerce, qui fonderont dans le Grand-Duché une succursale ou un siège quelconque d'opération.

Les personnes préposées à la gestion de l'établissement luxembourgeois sont soumises à la même responsabilité envers les tiers que si elles géraient une société luxembourgeoise.

Les articles mentionnés à l'al. 1<sup>er</sup> sont également applicables aux sociétés étrangères possédant dans le Grand-Duché une succursale ou un siège d'opération, au moment de la mise en vigueur de la présente loi.

**Art. 161.** L'émission, l'exposition, l'offre et la vente publiques des titres de sociétés étrangères doivent être précédées de la publication aux annexes du *Mémorial*, des actes constitutifs de ces sociétés et sont soumises aux conditions prescrites pour l'émission, l'exposition, l'offre

suites. Richtigkeitstesten können sogar, wenn die Verjährung sich vollzogen hat, auf Richtigkeit einer Gesellschaft gelegt werden, wenn ihr Bestehen gesetzwidrig ist; aber in diesem Falle wirkt die Richtigkeit nur für die Zukunft.

*Sektion X. — Von den im Auslande errichteten Gesellschaften.*

**Art. 158.** Alle Gesellschaften oder Vereinigungen, welche im Auslande errichtet worden sind oder dort ihren Sitz haben, können im Großherzogtum ihre Geschäfte betreiben und vor Gericht auftreten.

**Art. 159.** Jede Gesellschaft, die ihre Hauptniederlassung im Großherzogtum hat, ist dem luxemburgischen Gesetze unterworfen, obwohl ihre Errichtungsurkunde im Auslande aufgenommen worden ist.

**Art. 160.** Die auf die Veröffentlichung der Urkunden und Bilanzen bezüglichen Artikel, sowie die Art. 76, 105 und 130 sind auf die fremden Handelsgesellschaften und auf die in der Form der Handelsgesellschaften errichteten Gesellschaften anwendbar, welche im Großherzogtum eine Niederlassung oder irgend einen Geschäftssitz gründen.

Die Personen, welche der Geschäftsführung der luxemburgischen Niederlassung vorstehen, sind dritten Personen gegenüber derselben haftpflichtig unterworfen als ob sie eine luxemburgische Gesellschaft führen.

Die in Abs. 1 benannten Artikel sind ebenfalls anwendbar auf die ausländischen Gesellschaften, welche bei Inkrafttreten gegenwärtigen Gesetzes eine Niederlassung oder einen Geschäftssitz im Großherzogtum haben.

**Art. 161.** Öffentliche Ausgabe und Ausstellung, öffentliches Angebot und öffentlicher Verkauf von Wertpapieren fremder Gesellschaften dürfen erst erfolgen, wenn ihre Errichtungsurkunden im Anhang zum „Mémorial“ veröffentlicht sind; sie sind denselben Bedingungen unterworfen,

et la vente publiques des titres de sociétés luxembourgeoises.

Les actions des sociétés étrangères qui représentent les apports ne consistant pas en numéraire, les titres ou parts bénéficiaires de ces sociétés ne peuvent, à peine de nullité, être vendus dans le Grand-Duché que dix jours après la publication aux annexes du *Mémorial* du deuxième bilan annuel qui suit leur création.

La nullité de la vente ne peut être invoquée que par l'acheteur.

L'action en nullité doit être intentée au plus tard dans les deux ans de la vente.

#### Section XI. — Dispositions pénales.

**Art. 162.** Seront punis d'une amende de 50 fr. à 10.000 fr.:

ceux qui, en se présentant comme propriétaires d'actions ou d'obligations qui ne leur appartiennent pas, ont, dans une société constituée sous l'empire de la présente loi, pris part au vote dans une assemblée générale d'actionnaires ou d'obligataires;

ceux qui ont remis les actions ou les obligations pour en faire l'usage ci-dessus prévu.

**Art. 163.** Seront punis de la même peine:

1<sup>o</sup> ceux qui n'ont pas publié la notice exigée par les art. 33, 80 et 161;

2<sup>o</sup> ceux qui n'ont pas fait les énonciations requises par les art. 26, 27, 29, 31, 33, 34, 80, 81 et 161 dans les actes, projets d'actes de société ou notices publiés au *Mémorial*, dans des procurations, souscriptions, prospectus, circulaires, adressés au public, dans les affiches et insertions publiées par les journaux;

3<sup>o</sup> les gérants ou administrateurs qui n'ont pas fait publier ou qui n'ont pas déposé le bilan

die für die öffentliche Ausgabe und Ausstellung, öffentliches Angebot und öffentlichen Verkauf von Wertpapieren luxemburgischer Gesellschaften vorgeschrieben sind.

Die Aktien der fremden Gesellschaften, welche Einlagen darstellen, die nicht in Geld bestehen, die Anteilscheine und Gewinnanteile dieser Gesellschaften dürfen, bei Strafe der Nichtigkeit im Großherzogtum erst zehn Tage nach der Veröffentlichung der zweiten jährlichen Bilanz nach ihrer Gründung im Anhang zum „Mémorial“ verkauft werden.

Die Nichtigkeit des Kaufes kann bloß vom Käufer angerufen werden.

Die Nichtigkeitsklage muß spätestens binnen zwei Jahren vom Verkäufer angestrengt werden.

#### Sektion XI. — Strafe ist mindestens.

**Art. 162.** Mit einer Geldstrafe von 50 bis 10.000 Fr. wird bestraft:

wer in einer unter dem gegenwärtigen Gesetze errichteten Gesellschaft an einer Generalversammlung von Aktionären oder Schuldverschreibungsnehmern teilnimmt, indem er sich als Eigentümer ihm nicht zugehöriger Aktien oder Schuldverschreibungen ausgibt;

wer die Aktien oder Schuldverschreibungen zu vorbesagten Zwecken hergegeben hat.

**Art. 163.** Werden mit derselben Strafe belegt:

1. diejenigen, welche die durch die Art. 33, 80 und 161 erforderliche Notiz nicht veröffentlicht haben;

2. diejenigen, welche die in den Gesellschaftsurkunden, Urkundenentwürfen oder durch das „Mémorial“ veröffentlichten Notizen, in den Vollmachten, Zeichnungen, in den an das Publikum gerichteten Prospekten und Mundschriften, in den Anschlagzetteln und Zeitungsinseraten, die durch die Art. 26, 27, 29, 31, 33, 34, 80, 81 und 161 erforderten Angaben nicht gemacht haben;

3. die Geschäftsführer oder Verwalter, welche nicht in Gemäßheit der Art. 75 und 132 die Bi-

et le compte des profits et pertes, conformément aux art. 75 et 132;

4º les administrateurs, commissaires ou liquidateurs qui auront négligé de convoquer, dans les trois semaines de la réquisition qui leur a été faite, l'assemblée générale prévue par les art. 70, al. 2, et 86 al. 2;

5º ceux qui auront contrevenu aux règlements pris en exécution de l'art. 137 al. 1<sup>er</sup>, concernant le contrôle des sociétés coopératives.

**Art. 164.** Seront considérés comme coupables d'escroquerie et punis des peines portées par le Code pénal, ceux qui auront provoqué soit des souscriptions ou des versements, soit des achats d'actions, d'obligations ou d'autres titres de sociétés:

par simulation de souscriptions ou de versements à une société;

par la publication de souscriptions ou de versements qu'ils savent ne pas exister;

par la publication de noms de personnes désignées comme étant ou devant être attachées à la société à un titre quelconque, alors qu'ils savent ces désignations contraires à la vérité;

par la publication de tous autres faits qu'ils savent être faux.

**Art. 165.** Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 300 fr. à 10.000 fr. ceux qui, par des moyens frauduleux quelconques, auront opéré ou tenté d'opérer la hausse ou la baisse du prix des actions, des obligations ou des autres titres de sociétés.

**Art. 166.** Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 fr. à 10.000 fr., ou d'une de ces peines seulement:

lanc sowie die Gewinn- und Verlustrechnung veröffentlichten gelassen oder niedergelegt haben;

4. die Verwalter, Kommissare oder Liquidatoren, welche es unterlassen haben, innerhalb drei Wochen von dem an sie gestellten Ersuchen an die durch Art. 70, Abs. 2 und 86, Abs. 2 vorgeladene Generalversammlung einzuberufen;

5. diejenigen, welche den in Ausführung des Art. 137, Abs. 1 erlassenen, die Aufsicht der Genossenschaften betreffenden Reglementen zuwiderrichtet haben.

**Art. 164.** Als der Pressefrei schuldig betrachtet und mit den durch das Strafgesetzbuch vorgesehenen Strafen werden belegt diejenigen, welche Zeichnungen oder Einzahlungen, Antäufe von Aktien, Schuldverschreibungen oder anderer Wertpapiere von Gesellschaften veranlaßt haben:

durch Vorspiegelung von Zeichnungen oder Einzahlungen;

durch Veröffentlichung von Zeichnungen oder Einzahlungen, von denen sie wissen, daß sie nicht bestehen;

durch Veröffentlichung der Namen von Personen, welche in irgendwelcher Eigenschaft mit der Gesellschaft als verbunden oder verbunden sein sollend bezeichnet sind, trotzdem sie wissen, daß diese Bezeichnungen wahrheitswidrig sind;

durch die Veröffentlichung von allen anderen Tatsachen, die sie als falsch kennen.

**Art. 165.** Diejenigen, welche auf irgendwelche betrügerische Weise das Steigen oder Fallen des Preises von Aktien, Schuldverschreibungen oder der anderen Wertpapiere der Gesellschaft hervorgerufen oder hervorzurufen versucht haben, werden mit Gefängnisstrafe von einem Monate bis zu zwei Jahren und mit einer Geldstrafe von 300 bis 10.000 Fr. bestraft.

**Art. 166.** Mit Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahre und mit einer Geldstrafe von 50 bis 10.000 Fr. oder bloß mit einer dieser Strafen werden bestraft:

1<sup>o</sup> les gérants ou administrateurs qui auront frauduleusement donné des indications inexactes dans l'état des obligations en circulation visé à l'art. 89;

2<sup>o</sup> les gérants ou administrateurs qui, dans un but frauduleux, n'auront pas fait publier ou n'ont pas déposé le bilan et le compte des profits et pertes, conformément aux art. 75 et 132;

3<sup>o</sup> ceux qui, dans un but frauduleux, n'auront pas publié la notice ou n'auront pas fait les énonciations visées à l'art. 161.

**Art. 167.** Seront punis d'une amende de 50 fr. à 10.000 fr. et pourront, en outre, être punis d'un emprisonnement d'un mois à un an, les gérants ou administrateurs qui, en l'absence d'inventaires, malgré les inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré la répartition aux actionnaires de dividendes ou d'intérêts non prélevés sur les bénéfices réels.

**Art. 168.** Seront punis des mêmes peines tous ceux qui, comme administrateurs, commissaires, gérants ou membres du comité de surveillance, auront sciemment racheté des actions ou parts sociales, en diminuant le capital social ou la réserve légalement obligatoire; fait des prêts ou avances au moyen de fonds sociaux sur des actions ou parts d'intérêts de la société; fait, par un moyen quelconque, aux frais de la société, des versements sur les actions ou parts sociales ou admis comme faits des versements qui ne sont pas effectués réellement de la manière et aux époques prescrites.

**Art. 169.** Seront punies de la réclusion et d'une amende de 26 fr. à 2000 fr., les personnes

1. Geschäftsführer oder Verwalter, welche betrügerischer Weise unrichtige Angaben in der in Art. 89 bezeichneten Aufstellung der in Kurs sich befindenden Schuldverschreibungen gemacht haben;

2. Geschäftsführer oder Verwalter, welche in betrügerischer Absicht die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung nicht in Gemäßheit der Art. 75 und 132 veröffentlichten gelassen oder niedergelegt haben;

3. diejenigen, welche in betrügerischer Absicht die in Art. 161 bezeichnete Notiz nicht veröffentlicht und die ebendaselbst bezeichneten Angaben nicht gemacht haben.

**Art. 167.** Mit einer Geldstrafe von 50 bis 10.000 Fr. werden bestraft und können überdies mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu einem Jahre bestraft werden die Geschäftsführer oder Verwalter, welche in Ermangelung von Inventarien, trotz Inventarien oder mittels betrügerischer Inventarien, Dividende oder Zinsen, welche nicht vom Neingewinne abgezogen worden sind, unter die Aktionäre verteilt haben.

**Art. 168.** Dieselben Strafen treffen diejenigen, welche als Verwalter, Kommissare, Geschäftsführer oder Mitglieder des Aufsichtsratschusses, wissenschaftlich Aktien oder Gesellschaftsanteile zurückgekauft haben, indem sie das Gesellschaftskapital oder den gesetzlich obligatorischen Reservesfonds vermindert haben; welche mittels Güter der Gesellschaft auf Aktien oder Gewinnanteile der Gesellschaft Darlehen oder Vorschüsse gewährt haben; welche irgendwie auf Kosten der Gesellschaft Zahlungen auf Aktien oder Gesellschaftsanteile gemacht oder Zahlungen, welche in Wirklichkeit nicht auf die vorgeschriebene Art und zu der vorgeschriebenen Zeit geleistet worden sind, als geleistet angenommen haben.

**Art. 169.** Mit Buchthaus und einer Geldstrafe von 26 bis zu 2000 Fr. werden bestraft diejenigen,

qui auront commis un faux, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes des sociétés, prescrits par la loi ou par les statuts,

soit par fausses signatures,  
soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou de signatures,

soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leurs insertions après coup dans les bilans ou dans les comptes des profits et pertes,

soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes ont pour objet de recevoir et de constater.

**Art. 170.** Celui qui aura fait usage de ces actes faux sera puni comme s'il était l'auteur du faux.

**Art. 171.** Le bilan existe, au point de vue de l'application des articles précédents, dès qu'il est soumis à l'inspection des actionnaires ou des sociétaires.

**Art. 172.** Les dispositions du livre I<sup>e</sup> du Code pénal, ainsi que les lois du 18 juin 1879 et du 16 mai 1904, sur les circonstances atténuantes, sont rendues applicables aux infractions prévues par la présente loi.

**Art. 173.** La preuve des imputations dirigées, à raison de faits relatifs à leur gestion ou à la surveillance contre les gérants, administrateurs et commissaires des sociétés en commandite ou par actions, des sociétés anonymes et des sociétés coopératives, sera admise, soit à l'égard de ces personnes, soit à l'égard de la société, par toutes les voies ordinaires, sauf la preuve contraire, par les mêmes voies, conformément aux art. 7, 8 et 9 de la loi du 20 juillet 1869, sur la presse.

welche in betrügerischer Absicht oder mit dem Vorhab zu schaden, in den durch das Gesetz oder das Statut vorgeschriebenen Bilanzen oder Gewinn- und Verlustrechnungen eine Fälschung begangen haben,

entweder durch falsche Unterschriften,  
oder durch Nachahmung oder Änderung von Schriften oder Unterschriften,

oder durch Fertigung von Verträgen, Verfügungen, Verpflichtungen oder Entlastungen oder durch deren nachträgliche Einfügungen in die Bilanzen oder die Gewinn- und Verlustrechnungen,

oder durch Hinzufügung oder Änderung von Bedingungen, Erklärungen oder Tatsachen, die diese Urkunden aufnehmen und feststellen sollen.

**Art. 170.** Wer diese falschen Urkunden gebraucht hat, wird so bestraft, als ob er deren Urheber wäre.

**Art. 171.** Hinsichtlich der Anwendung vorstehender Artikel besteht die Bilanz, sobald sie zur Einsicht der Aktionäre oder Gesellschafter ausliegt.

**Art. 172.** Die Bestimmungen des ersten Buches des Strafgesetzbuches, sowie die Gesetze vom 18. Juni 1879 und vom 16. Mai 1904, über die mildenden Umstände, finden auf die durch gegenwärtiges Gesetz vorgesehenen Zuwidderhandlungen ihre Anwendung.

**Art. 173.** Der Beweis der gegen die Geschäftsführer, Verwalter und Kommissare der Kommandit- oder Aktiengesellschaften, der anonymen Gesellschaften und der Genossenschaften gerichteten Anschuldigungen wegen Tatsachen, welche ihre Geschäftsführung oder ihre Rücksicht betreffen, ist sowohl diesen Personen als auch der Gesellschaft gegenüber mit allen gewöhnlichen Mitteln zulässig, unbeschadet des Gegenbeweises mit denselben Mitteln, gemäß Art. 7, 8 und 9 des Gesetzes vom 20. Juli 1869, über die Presse.

*Dispositions additionnelles.*

**Art. 174.** Le titre III du livre Ier du Code de commerce, pour autant qu'il ne se trouve pas aboli en vertu de la loi du 16 avril 1879, est abrogé à partir du jour de la mise en vigueur de la présente loi.

**Art. 175.** Sont applicables aux sociétés constituées sous l'empire de la législation antérieure les dispositions des art. 11, 33 à 36, 39 à 42, 48, 62, 63, 67 à 69, 71, 72 à 75, 76, 78, 80 à 83, 84 à l'exception du dernier alinéa, 85 et 152. — Cette énumération n'est pas limitative.

Les art. 86 à 95 inclusivement ne sont applicables aux obligations émises antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi que pour autant qu'il s'agisse d'accorder aux porteurs de ces obligations des sûretés particulières et de prendre des dispositions qui en sont la conséquence.

L'art. 98 n'est pas applicable aux obligations émises antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi.

La prescription de cinq ans établie par l'art. 157 est applicable même aux faits passés sous l'empire de la loi antérieure et pour lesquels il faudrait encore plus de cinq ans pour que la prescription fût accomplie aux termes de cette loi.

**Art. 176.** Les sociétés commerciales de même que les sociétés civiles, constituées dans les formes de l'une des cinq sociétés commerciales prévues à l'art. 3, existantes avant la mise en vigueur de la présente loi, ne pourront être continuées au delà du terme fixé pour leur durée qu'en supprimant toutes les clauses des statuts qui y seraient contraires et en se soumettant à toutes ses dispositions.

Elles ne pourront, avant l'expiration de ce terme, apporter des modifications à leurs sta-

*B u s a b e s t i m m u n g e n.*

**Art. 174.** Titel III des ersten Buches des Handelsgesetzbuches ist vom Tage des Inkrafttretens des gegenwärtigen Gesetzes abgeschafft, insoweit dies nicht durch das Gesetz vom 16. April 1879 geschehen ist.

**Art. 175.** Die Verfütungen der Art. 11, 33 bis 36, 39 bis 42, 48, 62, 63, 67 bis 69, 71, 72 bis 75, 76, 78, 80 bis 83, 84 mit Ausnahmen des Schlussabsatzes, 85 und 152 sind auf die unter der alten Gesetzgebung errichteten Gesellschaften anwendbar. — Diese Aufzählung ist nicht beschränkend.

Die Art. 86 bis 95 einschließlich sind auf die vor Inkrafttreten gegenwärtigen Gesetzes ausgegebenen Schuldverschreibungen nur dann anwendbar, wenn es sich darum handelt, deren Inhabern besondere Sicherheiten zu gewähren und die sich daraus ergebenden Maßnahmen zu treffen.

Der Art. 98 ist nicht auf die vor Inkrafttreten gegenwärtigen Gesetzes ausgegebenen Schuldverschreibungen anwendbar.

Die durch Art. 157 gegründete fünfjährige Verjährung ist anwendbar sogar auf die unter dem früheren Gesetze erfolgten Tatsachen für deren Verjährung es nach jenem Gesetze noch mehr als fünf Jahre bedürfte.

**Art. 176.** Die vor Inkrafttreten gegenwärtigen Gesetzes bestehenden Handelsgesellschaften, sowie die bürgerlichen Gesellschaften, welche in den Formen einer der in Art. 3 vorgesehenen Handelsgesellschaften errichtet worden sind, können über den für ihre Dauer festgesetzten Zeitpunkt nur dann fortgesetzt werden, wenn alle gegenwärtigem Gesetze zuwiderlaufenden Klauseln des Statuts gestrichen werden und sie sich allen Bestimmungen dieses Gesetzes unterwerfen.

Vor Ablauf dieses Zeitpunktes können sie ihr Statut nur in der Weise ändern, daß sie

tuts qu'en mettant les clauses sur lesquelles portent ces modifications, en accord avec les dispositions de la présente loi.

Si, dans cette hypothèse, il s'agit d'une société anonyme, celle-ci ne sera dispensée de l'autorisation gouvernementale qu'en procédant comme il est dit à l'al. 1er.

Les sociétés anonymes, concessionnaires de chemins de fer ou d'autres travaux d'utilité publique, resteront soumises, en tous cas, aux mesures de contrôle ou de surveillance établies par leurs statuts actuels.

**Art. 177.** Les sociétés qui, après la mise en vigueur de la présente loi, auront régulièrement fonctionné pendant un an sans que la validité en ait été attaquée, ne peuvent plus être déclarées nulles du chef des art. 42 et 46 du Code de commerce de 1807.

**Art. 178.** Les pouvoirs, bulletins de souscription et quittances, sous signature privée, prévus par la présente loi, sont dispensés du droit de timbre.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 10 août 1915.

**MARIE-ADÉLAÏDE.**

*Le Directeur général de la justice  
et des travaux publics,*

V. THORN.

*Pour le Directeur général des finances:*

*Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
EYSCHEN.*

---

die abzuändernden Klauseln mit den Bestimmungen gegenwärtigen Gesetzes in Einklang bringen.

Handelt es sich in diesem Falle um eine anonyme Gesellschaft, so ist sie von der Entbindung der Regierung nur dann entbunden, wenn in Gemäßigkeit des ersten Absatzes verfahren wird.

Die anonymen Gesellschaften, welche Konzessionäre von Eisenbahnen oder anderer Arbeiten öffentlichen Nutzens sind, bleiben auf jeden Fall den durch ihr jetziges Statut aufgestellten Prüfungs- und Aufsichtsmaßregeln unterworfen.

**Art. 177.** Die Gesellschaften, die nach Inkrafttreten gegenwärtigen Gesetzes ein Jahr regelmäßig tätig waren, ohne daß ihre Gültigkeit angefochten worden wäre, können nicht mehr auf Grund der Art. 42 und 46 des Handelsgesetzbuches von 1807 als nichtig erklärt werden.

**Art. 178.** Die durch gegenwärtiges Gesetz vorgehenden Vollmachten, Belehnungsscheine und Quittungen unter Privatschrift sind stempelfrei.

Befehlen und verordnen daß gegenwärtiges Gesetz ins „Mémorial“ eingerückt werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 10. August 1915.

**Maria Adelheid.**

Der General-Direktor der Justiz  
und der öffentlichen Arbeiten.

V. Thorn.

Für den General-Direktor der Finanzen:

Der Staatsminister,  
Präsident der Regierung,  
Eyschen.

---

*Arrêté grand-ducal du 30 octobre 1915, relatif au dépôt et à la publication des actes et documents concernant les sociétés commerciales.*

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu Part. 9 de la loi du 10 août 1915, concernant le régime des sociétés commerciales;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général de la justice et des travaux publics, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

**Art. 1er.** Les greffiers des tribunaux d'arrondissement recevront le dépôt de tous les actes, extraits d'actes, procès-verbaux et documents quelconques dont le dépôt ou la publication sont ordonnés par la loi.

**Art. 2.** Les pièces dont la publication par la voie du *Mémorial* est requise seront accompagnées d'une copie sur papier libre.

**Art. 3.** Les dépôts ne seront reçus que moyennant consignation, entre les mains du greffier, d'une somme suffisante pour couvrir les frais relatifs au dépôt et à la publication.

**Art. 4.** Le greffier délivrera un récépissé sur timbre des actes remis et des sommes consignées.

**Art. 5.** Il adressera, dans les quarante-huit heures, par lettre recommandée, à la Direction générale de la justice la copie des pièces à publier qui lui aura été remise.

**Art. 6.** Il sera tenu, à la Direction générale de la justice, un registre indiquant la date de la réception des pièces dont la publication est demandée.

**Großh. Beschluss vom 30. Oktober 1915, betreffend die Niederlegung und Veröffentlichung von Urkunden und Dokumenten, welche sich auf die Handelsgesellschaften beziehen.**

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, sc., sc., sc.;

Nach Einsicht des Art. 9 des Gesetzes vom 10. August 1915, betreffend die Handelsgesellschaften;

Nach Anhörung unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Justiz und der öffentlichen Arbeiten, und nach Beratung der Regierung im Konsil;

Haben beschlossen und beschließen:

**Art. 1.** Die Sekretäre der Bezirksgerichte haben die Niederlegung aller Urkunden, deren Auszüge, Protokolle und jedweder Dokumente, deren Niederlegung und Veröffentlichung das Gesetz vorschreibt, entgegenzunehmen.

**Art. 2.** Den Schriftstücken, deren Veröffentlichung durch das „Mémorial“ erfordert ist, muß eine Abschrift auf stempelfreiem Papier beiliegen.

**Art. 3.** Die Niederlegungen werden nur entgegengenommen gegen Hinterlegung einer zur Deckung der Niederlegungs- und Veröffentlichungskosten genügenden Summe zu Händen des Sekretärs.

**Art. 4.** Der Sekretär stellt über die übergebenen Urkunden und die hinterlegten Summen eine Empfangsberechtigung auf Stempelpapier aus.

**Art. 5.** binnen 48 Stunden sendet er mittels Einschreibebrief die ihm übergebene Abschrift der zu veröffentlichten Schriftstücke an die General-Direktion der Justiz.

**Art. 6.** Bei der General-Direktion der Justiz ist ein Register zu führen, welches das Empfangsdatum der Schriftstücke, deren Veröffentlichung verlangt wird, angibt.

Les greffiers mentionneront la date tant du dépôt que de l'envoi des dites pièces en marge de l'acte déposé et de la copie.

**Art. 7.** La publication sera faite par la voie du *Mémorial*, sous forme d'annexes, dans les délais que la loi détermine.

Ces annexes seront, dans les trois jours de la publication, adressées aux greffes de la Cour et des tribunaux d'arrondissement, où chacun pourra en prendre connaissance gratuitement.

Elles seront réunies dans un recueil spécial.

**Art. 8.** Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux convocations. Celles-ci seront adressées par les intéressés à la Direction générale de la justice et publiées en forme d'annonces.

**Art. 9.** Notre Directeur général de la justice et des travaux publics fixera le tarif des frais de dépôt et de publication.

**Art. 10.** Le présent arrêté sera obligatoire le jour de la mise en vigueur de la loi.

**Art. 11.** Notre Directeur général de la justice et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 30 octobre 1915.

MARIE-ADÉLAÏDE.

*Le Directeur général de la justice  
et des travaux publics,*

V. THORN.

*Arrêté ministériel du 30 octobre 1915, fixant le tarif des frais de dépôt et de publication des actes et documents concernant les sociétés commerciales.*

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA JUSTICE  
ET DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'art. 9 de la loi du 10 août 1915, sur le régime des sociétés commerciales, et l'art. 9

Die Sekretäre vermerken das Datum sowohl der Niederlegung als auch der Übersendung der gesagten Schriftstücke am Rande der niedergelegten Urkunde und ihrer Abschrift.

**Art. 7.** Die Veröffentlichung geschieht in den durch das Gesetz festgesetzten Fristen durch das „*Mémorial*“, in Form von Anlagen.

Diese Anlagen müssen, binnen drei Tagen von der Veröffentlichung an, an die Kanzleien des Obergerichtshofes und der Bezirksgerichte gesandt werden, wo jeder unentgeltlich davon Einsicht nehmen kann.

Sie werden einer Sonderausstellung einverleibt.

**Art. 8.** Die vorstehenden Bestimmungen sind nicht auf die Einberufungen anwendbar. Diese sind von den Interessenten an die General-Direktion der Justiz zu senden und in Form von Anzeigen zu veröffentlichen.

**Art. 9.** Unser General-Direktor der Justiz und der öffentlichen Arbeiten setzt den Kostenpunkt der Niederlegung und der Veröffentlichung fest.

**Art. 10.** Gegenwärtiger Beschluß hat Wirkung vom Tage des Inkrafttretens des Gesetzes an.

**Art. 11.** Unser General-Direktor der Justiz und der öffentlichen Arbeiten ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses betraut.

Luxemburg, den 30. Oktober 1915.

Maria Adelheid.

Der General-Direktor der Justiz  
und der öffentlichen Arbeiten,

B. Thorn.

*Ministerialbeschluß vom 30. Oktober 1915, betreffend Festsetzung des Kostenpunktes der Niederlegung und Veröffentlichung der auf die Handelsgesellschaften bezüglichen Urkunden und Dokumente.*

*Der General-Direktor der Justiz  
und der öffentlichen Arbeiten;*

*Nach Einsicht des Art. 9 des Gesetzes vom  
10. August 1915, betreffend die Handelsgesell-*

de l'arrêté grand-ducal en date du 30 octobre 1915;

Arrête:

**Art. 1er.** Le coût de la publication, par voie du *Mémorial*, des actes, extraits d'actes et documents publiés en exécution de la loi du 10 août 1915, est fixé à fr. 7,50 pour chaque insertion.

Ce coût sera augmenté de 25 centimes par ligne d'impression dépassant le nombre de 25. Les blancs des titres seront comptés comme lignes pleines, en proportion de la place qu'ils occupent.

**Art. 2.** Il est alloué au greffier, à charge des intéressés, en dehors de ses déboursés pour frais d'enregistrement et de port, un salaire de 75 centimes pour chaque dépôt d'acte ou d'extrait d'acte effectué en exécution de la même loi.

**Art. 3.** Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 30 octobre 1915.

*Le Directeur général de la justice  
et des travaux publics,*  
V. THORN.

*Arrêté grand-ducal du 29 octobre 1915, concernant  
la défense d'exportation du lait et de tous ses  
dérivés.*

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Revu Notre arrêté du 28 septembre 1915, portant modification de l'arrêté grand-ducal du 30 août 1915, concernant la défense d'exportation de certains produits;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux

schaften, und des Art. 9 des Großh. Beschlusses vom 30. Oktober 1915;

Beschließt:

**Art. 1.** Die Kosten der Veröffentlichung durch das „Mémorial“ der in Ausführung des Gesetzes vom 10. August 1915 veröffentlichten Urkunden, Auszüge und Dokumente, sind für jede Einrückung auf 7,50 Fr. festgesetzt.

Diese Kosten werden um 25 Centimien erhöht, für jede die Zahl von fünfundzwanzig überschreitende Druckzeile. Die in den Titeln sich befindenden weißen Stellen werden im Verhältnis zu dem von ihnen eingenommenen Raum als volle Zeilen berechnet.

**Art. 2.** Dem Sekretär ist, außer seinen Aussagen für Enregistrierung und Porto, von den Interessenten ein Lohn von 75 Centimien geschuldet für jede in Ausführung desselben Gesetzes erfolgte Niederlegung von Urkunden oder deren Auszüge.

**Art. 3.** Gegenwärtiger Beschluß soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 30. Oktober 1915.

Der General-Direktor der Justiz  
und der öffentlichen Arbeiten,  
V. THORN.

*Großh. Beschluß vom 29. Oktober 1915, über das  
Ausfuhrverbot der Milch und der daraus ge-  
wonnenen Produkte.*

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, ic., ic., ic.;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 28. September 1915, betreffend Änderung des Großh. Beschlusses vom 30. August 1915, über das Ausfuhrverbot gewisser Produkte;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, wodurch der Regierung die nötigen Be-

fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, portant organisation du Conseil d'Etat;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances, gérant provisoirement le département de l'agriculture, de l'industrie et du travail, et de Nos Directeurs généraux de la justice et des travaux publics, et de l'intérieur;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** A partir du 1<sup>er</sup> novembre 1915, l'exportation par toutes les frontières du lait et de tous ses dérivés est complètement prohibée.

**Art. 2.** Quiconque entreprendra de contrevir aux défenses d'exportation prévues par le présent arrêté sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 75 à 3000 fr., ou de l'une de ces peines seulement, à moins que la même infraction ne soit punie de peines plus fortes par les lois en vigueur.

En outre la confiscation de l'objet de l'infraction sera ordonnée.

**Art. 3.** Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées à partir de la même date.

**Art. 4.** Notre Directeur général des finances, gérant provisoirement le département de l'agriculture, de l'industrie et du travail, et Nos Directeurs généraux de la justice et des travaux publics, et de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

fugnisse erteilt werden zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Finanzen, welcher provisorisch mit der Leitung der Abteilung für Ackerbau, Industrie und Arbeit betraut ist, sowie Unserer General-Direktoren der Justiz und der öffentlichen Arbeiten und des Innern;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

**Art. 1.** Vom 1. November 1915 ab ist die Ausfuhr von Milch und der daraus gewonnenen Produkte auf allen Grenzen gänzlich untersagt.

**Art. 2.** Wer es unternimmt, den in diesem Beschluss vorgesehenen Ausfuhrverboten zu widerzuhandeln, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Jahr und mit einer Geldbuße von 75 bis zu 3000 Fr., oder mit nur einer dieser Strafen bestraft, vorbehaltlich der höheren Strafen, die für diese Zwiderhandlungen nach den bestehenden Gesetzen verhängt sind.

Außerdem wird die Beschlagnahme des Gegeistes des der Zwiderhandlung angeordnet.

**Art. 3.** Die gegenwärtigem Beschlüsse entgegenstehenden Bestimmungen sind von demselben Datum an außer Kraft gesetzt.

**Art. 4.** Unser General-Direktor der Finanzen, welcher provisorisch mit der Leitung der Abteilung für Ackerbau, Industrie und Arbeit betraut ist, sowie Unsere General-Direktoren der Justiz und der öffentlichen Arbeiten, und des Innern, sind, soweit es jeden betrifft, mit der Ausfüh-

présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1915.

Château de Berg, le 29 octobre 1915.

MARIE-ADÉLAÏDE.

*Le Directeur général des finances,  
gérant provisoirement le département  
de l'agriculture, de l'industrie et du travail,*

M. MONGENAST.

*Le Directeur général de la justice  
et des travaux publics,*

V. THORN.

*Le Directeur général de l'intérieur,  
E. LECLÈRE.*

*Arrêté du 29 octobre 1915, concernant le prix  
maximum de vente du beurre.*

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR;

Vu l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 28 novembre 1914, concernant la fixation du prix maximum de vente des objets de première nécessité;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le prix maximum de vente du beurre est fixé à 2 fr. la livre; toutefois pour la ville de Luxembourg, ce prix, à raison de la taxe d'oetroi, peut être de fr. 2,02½.

Dans ces prix sont compris tous frais et provisions généralement quelconques.

**Art. 2.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies d'une amende de 26 fr. à 3000 fr. et d'un emprisonnement de huit jours à six mois, ou de l'une de ces peines seulement.

La tentative est également punissable.

Le livre 1<sup>er</sup> du Code pénal, à l'exception des al. 2 et 3 de l'art. 72 et des al. 2, 3 et 4 de l'art. 76, ainsi que la loi du 18 juin 1879, portant attribution aux cours et tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes,

rung dieses Beschlusses beauftragt, der am 1. November 1915 in Kraft tritt.

Schloß Berg, den 29. Oktober 1915.

**Maria Adelheid.**

Der provisorisch mit der Leitung  
der Abteilung für Ackerbau,  
Industrie und Arbeit betraute  
General-Direktor der Finanzen,  
M. Mongenast.

Der General-Direktor der Justiz  
und der öffentlichen Arbeiten,  
V. Thorn.

Der General-Direktor des Innern,  
E. Leclère.

**Beschluß vom 29. Oktober 1915, betreffend den  
Höchstverkaufspreis der Butter.**

Der General-Direktor des Innern:

Nach Einsicht des Art. 1 des Gesetzes vom 28. November 1914, über die Festsetzung von Höchstverkaufspreisen für die notwendigsten Bedarfsartikel;

Nach Beratung der Regierung im Konsil;

Beschließt:

**Art. 1.** Der Höchstverkaufspreis der Butter ist auf 2 Fr. pro Pfund festgesetzt; wegen der Oktroiblehren kann dieser Preis jedoch für die Stadt Luxemburg 2,02½ Fr. betragen.

Alle Nebenkosten und Kommissionsgebühren sind in den obengenannten Preisen einbegriffen.

**Art. 2.** Zu widerhandlungen gegen diesen Beschuß werden mit einer Geldstrafe von 26 bis zu 3000 Fr. und mit einer Gefängnisstrafe von 8 Tagen bis zu 6 Monaten, oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Der Versuch ist ebenfalls strafbar.

Der erste Teil des Strafgesetzbuches, mit Ausnahme der Abs. 2 und 3 des Art. 72 und der Abs. 2, 3 und 4 des Art. 76, sowie das Gesetz vom 18. Juni 1879, welches den Gerichten die Berücksichtigung der mildernden Um-

modifiée par la loi du 16 mars 1904, sont applicables à ces infractions.

**Art. 3.** Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 octobre 1915.

*Le Directeur général de l'intérieur,  
E. LECLÈRE.*

---

*Arrêté du 29 octobre 1915, concernant la fixation du prix maximum de vente du sarrasin concassé.*

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR;

Vu la loi du 29 novembre 1914, concernant la fixation des prix maxima de vente des objets de première nécessité;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête:

**Art. 1er.** Le prix maximum de vente du sarrasin concassé est fixé à 42 fr. les 100 kg.

**Art. 2.** Tous les frais accessoires de vente ou d'achat, tels que frais de mise en sac ou de fourniture de sacs, les déboursés pour commission, transport à la gare d'expédition, emballage ou pourboire etc. sont compris dans les prix fixés ci-dessus.

**Art. 3.** Ceux qui demanderont des prix supérieurs aux prix fixés conformément aux dispositions qui précédent seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois, et d'une amende de 26 à 3000 fr. ou d'une de ces peines seulement.

Le livre Ier du Code pénal est applicable à ces infractions, à l'exception des alinéas 2 et 3 de l'art. 72 et des alinéas 2, 3 et 4 de l'art. 76, ainsi que la loi du 18 juin 1879, portant attribution aux cours et tribunaux

ständig zuerkennt, abgeändert durch das Gesetz vom 16. März 1904, sind auf diese Zuwiderhandlungen anwendbar.

**Art. 3.** Dieser Beschluss tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im *Mémorial* in Kraft.

Luxembourg, den 29. Oktober 1915.

*Der General-Direktor des Innern,  
E. Leclère.*

---

*Beschluß vom 29. Oktober 1915, betreffend Festsetzung des Höchstverkaufspreises des Heideornflockes.*

Der General-Direktor des Innern;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 28. November 1914, betreffend Festsetzung der Höchstverkaufspreise der notwendigsten Bedarfssorten;

Nach Beratung der Regierung im Konsil;

Beschließt:

**Art. 1.** Der Höchstverkaufspreis des Heideornflockes ist auf 42 Fr. per Doppelzentner festgesetzt.

**Art. 3.** Alle Nebenkosten beim Verkauf oder Kauf, wie Einhaken oder Lieferung von Säcken, Kommissionsgebühren, Fracht bis zur Abfertigungsstation, Verpackung oder Trinkgelder usw. sind in den oben festgesetzten Preisen einbezogen.

**Art. 3.** Wer einen höheren Preis fordert, als die oben festgesetzten Höchstpreise, wird mit Gefängnis von acht Tagen bis zu sechs Monaten und mit Geldstrafe von 26 bis zu 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Der erste Teil des Strafgesetzbuches, mit Ausnahme der Abs. 2 und 3 des Art. 72 und der Abs. 2, 3 und 4 des Art. 76, sowie das Gesetz vom 18. Juni 1879, welches den Gerichten die Berücksichtigung der mildernden Umstände zu-

de l'appréciation des circonstances atténuantes, modifiée par la loi du 16 mars 1904.

Luxembourg, le 29 octobre 1915.

*Le Directeur général de l'intérieur,  
E. LECLÈRE.*

*Arrêté grand-ducal du 30 octobre 1915, réglant le mode d'exécution du droit de timbre des affiches conformément aux prescriptions de la loi du 23 décembre 1913.*

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 23 décembre 1913, concernant la révision de la législation sur le recouvrement des droits d'enregistrement, de timbre, d'hypothèque, etc., notamment l'art. 6;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

**Art. 1er.** Le droit de timbre établi par l'art. 6 de la loi du 23 décembre 1913 s'applique indistinctement à toutes les affiches généralement quelconques, notamment: aux affiches sur papier imprimées ou manuscrites, à celles faites sur toile, bois, verre, métal ou autre matière au moyen de la peinture ou de tout autre procédé. Il s'applique pareillement aux affiches peintes sur les murs, aux affiches lumineuses, ainsi qu'aux inscriptions et reproductions tenant lieu d'affiches.

Pour les affiches lumineuses, la surface imposable est la surface du rectangle dont les côtés passent par les points extrêmes de la figure de l'annonce.

**Art. 2.** Sont considérés comme enseignes et exemptés du droit de timbre, les affiches et

permis, abgändert durch das Gesetz vom 16. März 1904, sind auf diese Zuwidderhandlungen anwendbar.

Luxemburg, den 29. Oktober 1915.

*Der General-Direktor des Finanz-,  
E. Leclerc.*

*Großherzoglicher Beschluss vom 30. Oktober 1915, über die Erhebung der Stempelgebühren für öffentliche Anschläge gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 23. Dezember 1913.*

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, w., w., w.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 23. Dezember 1913, betreffend Neugestaltung der Gesetzgebung über die Erhebung der Enregistrements-, Stempel-, Hypothekengebühren usw., insbesondere des Art. 6;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Finanzen, und nach Beratung der Regierung im Konsil;

Haben beschlossen und beschließen:

**Art. 1.** Der durch Art. 6 des Gesetzes vom 23. Dezember 1913 eingeführten Stempelgebühr unterliegen sämtliche öffentlichen Plakate ohne Unterschied, insbesondere diejenigen auf Papier, gedruckte oder handschriftliche, ferner die auf Leinwand, Holz, Glas, Metall oder andere Stoffe gemalten oder sonstwie hergestellt; desgleichen sind der Gebühr unterworfen die auf Mauern gemalten Anzeigen, sowie die Lichtanzeigen, Inschriften und Reproduktionen, welche als öffentliche Anzeigen gelten können.

Für die Berechnung der Steuer auf Lichtanzeigen dient als Grundlage die Fläche des Rechteckes, dessen Seiten über die äußersten Punkte der Anzeigefigur hinausgehen.

**Art. 2.** Als Schilder sind zu betrachten und als solche stempelfrei, diejenigen Anschläge

tableaux-annonces apposés à l'intérieur d'un établissement où le produit annoncé est en vente, ou à l'extérieur sur les murs mêmes de cet établissement et de ses dépendances ou sur ses voitures de livraison, lorsque les affiches ou tableaux-annonces ont exclusivement pour objet d'indiquer le produit vendu.

**Art. 3.** Le droit sera acquitté par l'apposition du timbre mobile ou du timbre extraordinaire.

Lorsque la nature de l'affiche ne permettra ni l'un ni l'autre de ces modes d'acquittement de l'impôt, ceux dans l'intérêt de qui l'affiche doit être faite, seront tenus préalablement à toute apposition ou inscription:

1<sup>o</sup> d'en faire la déclaration au bureau de l'enregistrement des actes civils dans la circonscription duquel se trouvent les communes où les affiches doivent être placées;

2<sup>o</sup> d'acquitter la taxe établie par l'art. 6 de la loi du 23 décembre 1913.

**Art. 4.** La déclaration prescrite par l'article précédent est rédigée sur papier libre et en double minute, datée et signée, soit par celui dans l'intérêt de qui l'affiche doit être apposée, soit par l'afficheur.

Elle doit contenir les énonciations suivantes:

1<sup>o</sup> le texte de l'affiche;

2<sup>o</sup> les nom, prénoms, profession et domicile de celui dans l'intérêt de qui l'affiche doit être faite, et éventuellement de l'afficheur;

3<sup>o</sup> la surface de l'affiche (en mètres et décimètres carrés);

4<sup>o</sup> le nombre des exemplaires à apposer;

5<sup>o</sup> la désignation précise des emplacements où chaque exemplaire devra être apposé.

Une déclaration particulière doit être souscrite pour chaque affiche distincte et pour la circonscription de chaque bureau d'enregistrement.

und Anzeigetafeln, die im Innern eines Etablissements, wo das angezeigte Produkt zum Verkaufe vorliegt, oder an der Außenseite der Mauern dieses Etablissements und seiner Dependenzien, oder an dessen Transportwagen angebracht sind, insofern diese Anschläge oder Anzeigetafeln ausschließlich das verkaufte Produkt betreffen.

**Art. 3.** Die Gebühr wird entrichtet mittels Aufkleben von Stempelmarken oder mittels der außergewöhnlichen Abstempelung.

Sollte die Art der Anzeige weder die eine noch die andere Abstempelungsweise gestatten, so sind diejenigen, zu deren Nutzen die Anzeige geschieht, verpflichtet, vor jeglicher Ausführung folgende Formalitäten zu erfüllen:

1. die Anmeldung der besagten Anzeige bei dem Enregistrementssamte der Zivilakten einzureichen, in dessen Bezirk die Gemeinden liegen, wo die Anzeigen angebracht werden sollen;

2. die durch Art. 6 des Gesetzes vom 23. Dezember 1913 festgesetzte Gebühr zu entrichten.

**Art. 4.** Die durch vorhergehenden Artikel vorgeschriebene Anmeldung ist auf stempelfreies Papier in doppelter Ausfertigung einzureichen; selbe muß datiert und unterzeichnet sein, entweder von demjenigen, zu dessen Nutzen die Anzeige geschieht, oder durch den Aufkleber.

Die Declaration muß folgende Angaben enthalten:

1. den Text der Anzeige;

2. Name, Vornamen, Stand und Wohnort desjenigen, in dessen Interesse die Anzeige geschieht, oder gegebenenfalls des Aufklebers;

3. die Fläche der Anzeige (in Quadratmeter und Dezimeter);

4. die Zahl der anzubringenden Exemplare;

5. die genaue Bezeichnung der Plätze, wo jedes Exemplar angebracht werden soll.

Eine eigene Erklärung muß eingereicht werden für jede besondere Anzeige und für den Bezirk eines jeden Enregistrementssamtes.

Un double de la déclaration reste au bureau de l'enregistrement; l'autre, revêtu de la quittance du receveur, est remis au déclarant.

**Art. 5.** Tout changement apporté au texte de l'affiche, au nom, à la raison sociale ou à l'adresse, sera l'objet d'une nouvelle déclaration et donnera lieu au payement d'un nouveau droit avant que ce changement ne soit opéré sur l'affiche.

**Art. 6.** Toute affiche, non revêtue du timbre mobile ou extraordinaire, doit porter dans la partie inférieure, à gauche, l'indication en caractères suffisamment apparents de la date et du numéro de la quittance de la taxe.

Pour les affiches lumineuses ces indications seront portées sur les plaques de verre servant aux projections.

Les personnes chargées de l'affichage sont tenues, pendant l'exécution des travaux, de représenter l'exemplaire de la déclaration remise à la partie ou un duplicata régulier de cette déclaration à tous les agents chargés de constater les contraventions. Elles doivent interrompre les travaux, si l'exemplaire ou le duplicata de la déclaration ne peut être représenté.

**Art. 7.** En cas de contravention aux dispositions qui précédent, il y aura lieu, outre la lacération respectivement la suppression des objets soustraits au droit, à l'application contre ceux qui ont apposé ou fait apposer des affiches non timbrées, de l'amende de 40 francs fixée par l'art. 60 de la loi du 9 vendémiaire an VI, modifié par l'art. 11 de la loi du 23 décembre 1913.

Outre le droit de timbre, cette amende sera due:

1° pour chaque exemplaire d'affiche apposé

Ein Duplicat der Anmeldung bleibt auf dem Enregistrementsante deponiert; die zweite, durch den Einnehmer quittierte Ausfertigung wird dem Deklaranten übergeben.

**Art. 5.** Jede Abänderung im Text einer Anzeige, sei es am Namen, Geschäftstitel oder an der Adresse, kann nur geschehen nach Abgabe einer neuen Erklärung und nach vorheriger Entrichtung einer neuen Gebühr.

**Art. 6.** Jede nicht mit der Stempelmarke oder mit dem außergewöhnlichen Stempel versehene Anzeige muß an der unteren linken Ecke, in genügend sichtbarer Schrift, das Datum und die Quittungsnummer der Taxe tragen.

Für die Lichtanzeigen müssen diese Angaben auf den für die Projektionen dienenden Glassplatten angebracht sein.

Die mit der Anbringung der Anzeigen betrauten Personen sind gehalten, während der Ausführung der Arbeiten, allen mit der Feststellung der Zwiderhandlungen beauftragten Agenten und Beamten das dem Interessenten zurückgegebene Exemplar der Anmeldung, oder ein in regelrechter Form ausgesetztes Duplicat dieser Anmeldung vorzulegen. Die Arbeiten müssen unterbrochen werden, wenn besagtes Exemplar oder Duplicat nicht vorgezeigt werden kann.

**Art. 7.** Im Falle von Zwiderhandlung gegen obige Bestimmungen verfallen diejenigen, welche nicht gestempelte Plakate aufstellen oder aufstellen lassen, außer der Vernichtung bzw. Entfernung der der Gebühr entzogenen Gegenstände, einer Geldstrafe von 40 Fr. gemäß Art. 60 des Gesetzes vom 9. Vendémiaire Jahr VI, abgeändert durch Art. 11 des Gesetzes vom 23. Dezember 1913.

Unbeschadet der gesetzlichen Gebühr ist diese Geldstrafe geschuldet:

1. für jedes ohne vorherige Entrichtung der

sans payement du droit ou qui serait d'une dimension supérieure à celle pour laquelle le droit aura été payé;

2° pour chaque exemplaire posé dans un emplacement autre que celui indiqué par la déclaration, ou dont le texte primitivement déclaré aura subi un changement sans payement d'un nouveau droit.

L'amende sera due également pour contravention à l'art. 6 ci-dessus.

En cas de concours de plusieurs contraventions pour le même exemplaire d'affiche, une seule amende sera due.

**Art. 8.** Les contraventions seront constatées conformément aux art. 7 et 14 de la loi du 23 décembre 1913, et le recouvrement des droits et amendes aura lieu d'après les prescriptions des art. 21 et 22 de l'ordonnance r. g.-d. du 23 septembre 1841.

En cas d'impossibilité matérielle, les pièces en contravention ne doivent pas être représentées.

**Art. 9.** Pour les affiches autres que celles sur papier, existantes au jour de la publication du présent arrêté, les personnes dans l'intérêt desquelles elles ont été faites, jouiront d'un délai de deux mois, soit pour les supprimer, soit pour satisfaire aux prescriptions des art. 3 et 6 ainsi qu'à toutes les autres dispositions qui précèdent.

Passé ce délai, elles seront passibles, à raison de chaque exemplaire d'affiche apposé en contravention aux prescriptions ci-dessus, des peines prévues contre ceux qui ont apposé ou fait apposer des affiches non timbrées.

**Art. 10.** Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent règlement.

Luxembourg, le 30 octobre 1915.

MARIE-ADÉLAÏDE.

*Le Directeur général des finances,  
M. MONGENAST.*

Tage angebrachte Plakat, oder für jedes Plakat, dessen Fläche größer ist, als diejenige, für welche die Gebühr bezahlt worden ist;

2. für jedes an einem andern, als in der Declaration angegebenen Platze, angebrachte Exemplar des Plakates oder auch für jede Änderung am ursprünglichen Texte ohne Entrichtung einer neuen Gebühr.

Desgleichen ist obige Geldbuße für Zu widerhandlung gegen obenerwähnten Art. 6 geschuldet.

Im Falle des Zusammentreffens mehrerer Zu widerhandlungen für ein und dasselbe Plakat ist nur eine Geldstrafe erfallen.

**Art. 8.** Die Übertretungen werden gemäß Art. 7 und 14 des Gesetzes vom 23. Dezember 1913 festgestellt, und die Beitrreibung der Stempelabgaben sowie der Geldstrafen geschieht gemäß den Vorschriften der Art. 21 und 22 der Kgl.-Großh. Verordnung vom 23. Sept. 1841.

Von der Vorlegung der der Steuer hinterzogenen Anschläge wird abgesehen, sofern dies materiell unmöglich ist.

**Art. 9.** Denjenigen Personen, in deren Interesse andere als auf Papier angebrachte Anzeigen am Tage der Veröffentlichung des gegenwärtigen Beschlusses bestehen, wird eine Frist von zwei Monaten gewährt, um diese Anzeigen entweder zu entfernen oder sich den Vorschriften der Art. 3 und 6 sowie allen andern vorgenannten Bestimmungen anzupassen.

Nach Ablauf dieser zweimonatigen Frist verfallen dieselben für die den gesetzlichen Vorschriften nicht entsprechenden Plakate den für Gebrauch oder Aufkleben von stempellosen Plakaten vorgesehenen Strafen.

**Art. 10.** Unser General-Direktor der Finanzen ist mit der Ausführung des gegenwärtigen Reglements beauftragt.

Luxemburg, den 30. Oktober 1915.

*Maria Adelheid.*

Der General-Direktor der Finanzen,  
*M. M o n g e n a s t.*

*Arrêté du 28 octobre 1915, concernant la remise de la foire à tenir à Ettelbrück le mardi, 2 novembre 1915.*

Le PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT;

Attendu que la stomatite aphthée a été constatée dans la ville d'Ettelbrück;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail;

Vu encore l'art. 3 de l'arrêté royal du 22 avril 1822;

Arrêt :

**Art. 1<sup>e</sup>.** La foire à tenir à Ettelbrück le mardi, 2 novembre 1915, est remise au mardi, 9 du même mois.

**Art. 2.** Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 28 octobre 1915.

*Le Président du Gouvernement,  
M. MONGENAST,  
Directeur général des finances.*

**Beschluß vom 28. Oktober 1915, betreffend die Verlegung des zu Ettelbrück am Dienstag, 2. November 1915, abzuhaltenden Jahrmarktes.**

Der Präsident der Regierung;

Zu Erwähnung, daß die Maul- und Klauenseuche in der Stadt Ettelbrück festgestellt wurde;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 28. Juli 1912, über die Viehschutzpolizei;

Nach Einsicht des Art. 3 des Königl. Beschlusses vom 22. April 1822;

Beschließt:

**Art. 1.** Der am Dienstag, 2. November 1915, in Ettelbrück abzuhaltende Jahrmarkt ist auf Dienstag, den 9. des selben Monates, verlegt.

**Art. 2.** Gegenwärtiger Beschluß wird im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 28. Oktober 1915.

*Der Präsident der Regierung,  
M. Mongenast,  
General-Direktor der Finanzen.*

**Berichtigung.** — In Nr. 89 des „Memorials“ vom 28. Oktober 1915, S. 919, ist von Art. 2 des in der Reihefolge als ersten aufgeführten Groß. Beschlusses vom 26. Oktober 1915, wodurch verschiedene Abänderungen und Ergänzungen der Anlage C zum Betriebsreglement (Verkehrsordnung) der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahnen genehmigt werden, aus Versehen folgende Stelle weggelassen:

**Art. 1b. — Munition.**

**Eingangsbestimmungen.**

In Ziffer 3 e) wird das Wort „Schwarzpulverladung“ ersetzt durch: „Zündladung“.

